

Comité du programme et budget

Quinzième session

Genève, 1^{er} – 3 septembre 2010

RAPPORT DU PRESIDENT DU COMITE D'AUDIT DE L'OMPI

Document établi par le Secrétariat

1. Le Comité d'audit de l'OMPI a tenu ses quinzième, seizième et dix-septième réunions en décembre 2009 et avril et juillet 2010 respectivement. Les rapports de ces trois réunions font l'objet de l'annexe I du présent document.
2. En 2009, le comité a procédé à une évaluation de son travail et de son fonctionnement, présentée dans le document WO/GA/38/2. Un extrait de ce document dans lequel figurent les recommandations du comité fait l'objet de l'annexe II.

3. *Le Comité du programme et budget est invité à examiner les rapports des quinzième, seizième et dix-septième réunions du Comité d'audit de l'OMPI, qui font l'objet de l'annexe I du présent document, ainsi que les recommandations du comité qui figurent dans l'annexe II.*

[L'annexe I suit]



WO/AC/17/2
ORIGINAL : ANGLAIS
DATE : 30 JUILLET 2010

Comité d'audit de l'OMPI

Dix-septième réunion
Genève, 5 – 9 juillet 2010

RAPPORT

adopté par le Comité d'audit de l'OMPI

TABLE DES MATIERES :

Point 1 de l'ordre du jour : adoption de l'ordre du jour	3
Point 2 de l'ordre du jour : séance à huis clos	3
Point 3 de l'ordre du jour : réunion avec le conseil du personnel.....	4
Point 4 de l'ordre du jour : réunion avec le directeur général et l'équipe de la haute direction	5
Point 5 de l'ordre du jour : programme de réorientation stratégique	6
A. Programme de réorientation stratégique.....	6
B. Programme de cessation volontaire de service	8
C. Bureau de la déontologie	8
Point 6 de l'ordre du jour : planification des ressources d'entreprise.....	10
Point 7 de l'ordre du jour : rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2008-2009	11
Point 8 de l'ordre du jour : rapport sur l'exécution du programme au cours de l'exercice biennal 2008-2009; évaluation.....	12
A. Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009.....	12
B. Validation du Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009.....	13
C. Programme de travail de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes pour 2010-2011	13
D. Évaluation.....	14
Point 9 de l'ordre du jour : révision de la Charte de l'audit interne.....	14
Point 10 de l'ordre du jour : contrôle interne.....	14
A. Évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne.....	15
B. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes et rapport de situation	16
C. Programmes de travail de la Division de l'audit et de la supervision internes	16
D. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision	17
E. Point de la situation concernant les enquêtes.....	18
F. Rapports d'audit interne	20
Point 11 de l'ordre du jour : vérificateur externe des comptes.....	21
A. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes	21
B. Réunion avec le vérificateur externe des comptes	21
Point 12 de l'ordre du jour : projets de nouvelles constructions	21
Point 13 de l'ordre du jour : réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI; suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI	22
Point 14 de l'ordre du jour : questions diverses	24

INTRODUCTION

1. Le Comité d'audit de l'OMPI (ci-après dénommé "comité") a tenu sa dix-septième réunion du 5 au 9 juillet 2010. Étaient présents MM. Gian Piero Roz (président), Khalil Issa Othman (vice-président), Geoffrey Drage, Gong Yalin, George Haddad, Akwetey Johnson, Akeem Oladele, Igor Shcherbak et Pieter Zevenbergen.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

- 2 Le comité a adopté le projet d'ordre du jour sous réserve de certaines modifications (annexe I).

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : SEANCE A HUIS CLOS

3. Le comité a examiné la liste des documents de réunion et a noté qu'un grand nombre de documents n'avaient pas été envoyés dans les délais, à savoir 15 jours avant la date de la réunion du comité et que certains documents n'avaient pas été envoyés du tout. La dix-septième réunion du comité avait été programmée de sorte que le rapport y relatif soit diffusé à temps pour la quinzième session du Comité du programme et budget. Il semblait que le Secrétariat soit encore en train d'établir les documents de cette session. Le comité a donc décidé de tenir sa dix-huitième réunion à la fin du mois d'août. Puisque le rapport de ladite réunion ne serait diffusé que quelques jours avant le début de la session du PBC, il serait présenté verbalement à ce comité.
4. Le comité a également noté que la documentation qui lui avait été soumise était extrêmement volumineuse et que le caractère fastidieux que revêtait l'examen des documents était accentué par le fait qu'un certain nombre de rapports ne contenaient pas de résumé concis et complet.
5. Le comité a également observé qu'un certain nombre d'ordres de service et de rapports présentant un intérêt eu égard à son mandat ne lui avaient pas été transmis pour information ou examen. Bien que le comité n'exerce pas de fonctions d'exécution ou d'encadrement, il souhaitait attirer l'attention de la direction de l'OMPI sur le fait que, pour qu'il soit en mesure de remplir pleinement son mandat, le Secrétariat devait lui fournir les informations et la documentation pertinentes dans les délais. Le comité a décidé qu'à sa prochaine réunion, il étudierait avec le Secrétariat de quelle manière il serait possible d'améliorer la coordination pour ce qui concernait la documentation et de faire en sorte qu'elle s'articule mieux avec le calendrier des réunions du Comité d'audit.

Recommandation

6. Le comité recommande que tous les rapports établis par le Secrétariat contiennent un résumé général et exhaustif dans lequel figurent les principales conclusions et recommandations formulées dans le rapport.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : REUNION AVEC LE CONSEIL DU PERSONNEL

7. Le comité s'est réuni avec des représentants du Conseil du personnel à la demande de ce dernier. Il s'était déjà réuni, dans le passé, avec des représentants du Conseil du personnel et il s'est félicité de l'occasion qui lui était donnée de rencontrer les membres nouvellement élus de l'organe représentatif du personnel. Le comité a noté que, conformément au Statut et Règlement du personnel, le Conseil du personnel joue un rôle officiel dans l'administration de l'Organisation et que "Les intérêts du personnel sont représentés auprès du Directeur général et de ses représentants par un Conseil du personnel élu par les fonctionnaires."¹
8. Il a été rappelé aux représentants du Conseil du personnel que le comité n'exerce pas de fonctions d'exécution ou d'encadrement et que ses attributions sont énoncées dans le mandat qui lui a été confié par les États membres.
9. Le Conseil du personnel a fait part de ses préoccupations liées aux questions suivantes :
 - a) les procédures d'investigation et le manuel relatif à la réalisation des enquêtes récemment établi, ainsi que le processus de consultation en rapport avec la politique à suivre en matière d'enquêtes²;
 - b) l'absence de concertation, contrairement aux dispositions du Statut et Règlement du personnel, au sujet de la création du Bureau de la déontologie et de la procédure de sélection du nouveau chef du Bureau de la déontologie³;
 - c) l'absence de concertation avec le Conseil du personnel au sujet de la réorganisation du Service médical et de l'externalisation de ses services, désormais dispensés par le Service médical du Bureau des Nations Unies à Genève, ainsi que de l'accès aux dossiers médicaux des membres du personnel de l'OMPI⁴. Au cours d'une réunion tenue ultérieurement avec le chef de cabinet et le chef du Bureau de la déontologie (voir ci-après le point 5C de l'ordre du jour), le Secrétariat a indiqué que les prestations médicales étaient fournies par le Service médical de l'UNOG depuis le début de 2009 et que seules les modalités de l'accord avaient été modifiées. Concernant la question des dossiers médicaux des membres du personnel de l'OMPI, le Secrétariat a déclaré que l'Administration reviendrait sur cette question, assurant que les droits de toutes les parties avaient été sauvegardés, en premier lieu ceux du personnel;
 - d) le manque de transparence des procédures de recrutement⁵ (voir aussi le paragraphe 68 ci-après);
 - e) le fonctionnement du système de justice interne, question sur laquelle le Conseil du personnel avait déjà appelé l'attention du Comité de coordination en 2009;

¹ Article 8.1 du Statut et Règlement du personnel de l'OMPI.

² Voir aussi le paragraphe 77.e) ci-après.

³ Voir aussi le paragraphe 27 ci-après.

⁴ Voir aussi le paragraphe 27 ci-après.

⁵ Cette question avait déjà été soulevée à la huitième réunion du comité, en 2008. Voir les paragraphes 35 à 38 du document WO/AC/8/2.

- f) l'absence de concertation au sujet de la sélection du médiateur.
10. Le comité a demandé davantage de précisions sur les problèmes soulevés et a traité certaines questions dans le cadre de l'examen d'autres points de l'ordre du jour, comme il ressort du présent rapport.
11. Le comité a été informé qu'une réunion entre le Conseil du personnel et le directeur général était programmée pour le mercredi 7 juillet 2010. Il s'est félicité des consultations approfondies entre le personnel et la direction, en particulier au cours de cette période de réformes et a décidé d'observer la suite donnée à cette question à sa prochaine réunion.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : REUNION AVEC LE DIRECTEUR GENERAL ET L'EQUIPE DE LA HAUTE DIRECTION

12. Le président du comité s'est réjoui de la présence du directeur général et, pour la première fois, de l'ensemble de l'Équipe de la haute direction, à savoir MM. Geoffrey Onyeama (Secteur de la coopération pour le développement), James Pooley (Secteur de l'innovation et de la technologie) et Christian Wichard (Secteur des questions mondiales) et Mme Binying Wang (Secteur des marques et des dessins et modèles), vice-directeurs généraux, et MM. Trevor Clarke (Secteur de la culture et des industries de la création), Ambi Sundaram (Secteur administration et gestion) et Yo Takagi (Secteur de l'infrastructure mondiale), sous-directeurs généraux.
13. Le directeur général a communiqué au comité des informations sur divers sujets, notamment les répercussions de la crise financière (la tendance est actuellement à la hausse et non plus à la baisse, mais les recettes n'augmenteront pas au même rythme qu'auparavant); la possibilité d'avoir recours à des ressources extrabudgétaires; les mesures prises sur le plan interne telles que la réorganisation du Secrétariat au titre de laquelle, par exemple, les nouveaux vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux exercent les fonctions correspondant à leur poste; le programme de cessation volontaire de service; le programme de réorientation stratégique et ses enjeux; la mise en œuvre du plan stratégique à moyen terme (PSMT); et les communications, tant sur le plan externe, avec les États membres et les autres parties prenantes, qu'au niveau interne, avec le personnel.
14. Concernant les questions de personnel, le directeur général a déclaré que 55 postes libérés dans le cadre du programme de cessation volontaire de service seraient utilisés aux fins de la titularisation d'agents temporaires de longue durée, ce qui signifiait qu'il y aurait automatiquement 55 postes en moins. Concernant le retard accumulé dans les demandes de reclassement de postes, il a indiqué au comité que 218 des 263 demandes avaient jusque-là été traitées.
15. L'exposé a été suivi d'une séance de questions et réponses et de discussions sur la plupart des questions abordées par le directeur général, notamment : le principe de responsabilité; la possibilité de disposer d'un personnel doté des compétences et aptitudes nécessaires pour mener à bien les changements visés et le mandat de l'OMPI en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies; ainsi que la nécessité de définir un juste équilibre entre les objectifs des producteurs et ceux des consommateurs d'actifs de propriété intellectuelle.

16. Deux membres de l'Équipe de haute direction, se référant aux discussions qui avaient eu lieu lors de la seizième réunion du comité, ont fait part au comité de leur profonde préoccupation concernant, respectivement, i) la sécurité informatique et ii) les risques auxquelles l'Organisation pourrait être exposée si les consultations multilatérales telles que celles ayant pour objet le droit d'auteur se prolongent, alors que la technologie évolue rapidement. Ces questions pourraient être à l'origine d'une perte de crédibilité de l'Organisation et de la remise en question de son utilité.
17. Le président a remercié le directeur général et les membres de l'Équipe de haute direction et a exprimé l'espoir que la tradition des réunions avec le comité serait maintenue.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : PROGRAMME DE REORIENTATION STRATEGIQUE

18. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
19. Le comité s'est réuni avec M. Ambi Sundaram, sous-directeur général; M. Miguel Figuerola, directeur du Département de la gestion des ressources humaines; Mme Chitra Narayanaswamy, directrice par intérim de la Division de la planification des ressources, de la gestion et de l'exécution des programmes; Mme Ingrid Wynant, consultante à la Section des engagements et du perfectionnement des ressources humaines; et M. Alberto Salvador de la Hoz, consultant externe. Pour ce qui concerne le point 5C de l'ordre du jour intitulé "Bureau de la déontologie", le comité s'est réuni avec M. Naresh Prasad, directeur exécutif (chef de Cabinet) et M. Arvard Bishop, chef du Bureau de la déontologie.

A. Programme de réorientation stratégique

20. Le programme de réorientation stratégique a été mentionné à de nombreuses reprises dans le cadre d'autres points de l'ordre du jour, ce qui démontre son impact sur tous les secteurs de l'Organisation.
21. Un rapport sur l'état d'avancement du programme a été soumis après l'échéance du délai de réception des documents fixé à 15 jours avant la réunion du comité et un exposé en PowerPoint a été présenté au cours de la réunion. Le comité examinera le rapport en détail à sa dix-huitième réunion, ainsi que tous les documents relatifs au programme de réorientation stratégique établis pour la prochaine session du Comité du programme et budget.

Observations

22. Le comité a noté que :
 - a) toutes les initiatives faisaient l'objet d'un engagement collectif de la part de l'Équipe de la haute direction et que, par ailleurs, à chaque membre de l'Équipe avait été confiée la responsabilité d'une ou de plusieurs initiatives;
 - b) les quatre valeurs fondamentales s'appliquaient à l'ensemble de l'Organisation et touchaient tous les secteurs;

- c) une nouvelle initiative intitulée "Continuité des opérations" avait été ajoutée (avec M. Sundaram en tant que responsable au niveau de l'Équipe de haute direction et M. Wei Lei en tant que chef de projet), ce qui portait à 19 le nombre total d'initiatives;
- d) le système de responsabilités et d'obligations restait conforme à l'organigramme, mais la collaboration et l'appropriation des initiatives pouvaient concerner plusieurs secteurs. Il conviendrait d'évaluer soigneusement le risque que cette approche donne lieu à une décentralisation excessive et à une perte de la maîtrise des diverses initiatives;
- e) tous les chefs de projet devaient présenter un descriptif de projet détaillé au Bureau de gestion des projets le 31 juillet 2010 au plus tard. Le montant des ressources nécessaires serait indiqué dans les descriptifs;
- f) les indicateurs de résultats (environ 20 au total pour les quatre valeurs) étaient en train d'être déterminés, ce qui permettrait d'établir l'état d'avancement des projets et le taux de réussite final;
- g) les principaux risques recensés jusque-là étaient, notamment :
 - i) le manque éventuel de ressources humaines et financières pour mener à bien un si grand nombre d'initiatives parallèles;
 - ii) une implication et une adhésion insuffisantes des membres du personnel; et
 - iii) la complexité du programme de réorientation stratégique compte tenu de son impact sur l'ensemble des secteurs de l'Organisation;des stratégies d'atténuation des risques étaient en cours d'élaboration;
- h) la nécessité, admise par la direction, de définir un juste équilibre entre la mise en œuvre et la supervision et l'établissement de rapports;
- i) l'analyse du chemin critique effectuée initialement avait permis de mettre en évidence les éléments suivants :
 - i) deux initiatives extrêmement interdépendantes (la mise en œuvre du système intégré de planification des ressources d'entreprise et le renforcement de la gestion axée sur les résultats);
 - ii) quatre initiatives ayant des répercussions importantes, principalement dans les domaines des ressources humaines et des technologies de l'information et de la communication, dont la mise en œuvre pourrait avoir une incidence négative sur celles mentionnées au point i); et
 - iii) trois initiatives stratégiques considérées comme essentielles par la direction, notamment, le renforcement du système de contrôle interne.

B. Programme de cessation volontaire de service

23. Le programme de cessation volontaire de service a été examiné à plusieurs reprises au cours de la réunion du comité. Un exposé a été présenté au comité, mais un rapport sur l'état d'avancement du programme n'a pas été soumis. Le comité a été informé qu'un rapport détaillé, dans lequel figureront les informations demandées par le comité, était en cours d'établissement pour la réunion du Comité de coordination de l'OMPI en septembre.

Observations

24. Le comité a noté que :
- a) 99 demandes avaient été approuvées et 87 membres du personnel avaient cessé leur service (certaines demandes avaient été retirées et une demande était encore en instance);
 - b) le coût total s'élevait, selon les estimations, à 23,6 millions de francs suisses, soit un montant inférieur à l'estimation initiale qui s'établissait à 30 millions de francs suisses. À la fin du mois de juin 2010, 22 millions de francs suisses avaient été déboursés;
 - c) le financement avait été assuré au moyen des provisions pour la cessation de service et les prestations après la cessation de service, qu'il conviendrait maintenant de reconstituer;
 - d) sur les 87 postes, 55 avaient été réservés aux fins de l'éventuelle titularisation d'agents temporaires de longue durée, alors que les 32 autres seraient utilisés en vue de pourvoir les postes vacants dans des domaines où des compétences précises étaient nécessaires.
25. Le comité a décidé d'examiner à sa prochaine réunion le rapport final présenté au Comité de coordination, déclarant qu'il espérait que le rapport contiendrait des informations plus précises sur les critères utilisés pour redistribuer les postes libérés dans le cadre du programme de cessation volontaire de service, ainsi que sur les procédures suivies afin de les pourvoir.

C. Bureau de la déontologie

26. Le comité s'est félicité de la création du Bureau de la déontologie, une question en suspens depuis longtemps dont le comité avait tracé les grandes lignes pour la première fois en mars 2007⁶.

⁶ Document WO/AC/4/2.

27. Le chef de cabinet a informé le comité que, à la suite d'une erreur, l'ordre de service relatif à la création du Bureau de la déontologie avait été publié sans consultation préalable du Conseil du personnel et qu'il serait réexaminé. Concernant la question soulevée par le Conseil du personnel sur les dossiers médicaux, il a déclaré que le Département de la gestion des ressources humaines étudiait la question.
28. Le chef de cabinet a également rappelé au comité que la mise en place d'un dispositif complet en matière d'exigences relatives à la déontologie et à l'intégrité constituait l'une des initiatives du programme de réorientation stratégique au titre de la valeur fondamentale de responsabilité sur les plans environnemental et social et en termes de gouvernance. Le comité a rappelé sa recommandation formulée en mai 2008⁷ selon laquelle les Normes de conduite requises des fonctionnaires internationaux devaient apparaître plus clairement sur l'Intranet. Le Bulletin quotidien de l'ONU assorti de notes explicatives pourrait être utilisé comme référence pour l'établissement d'un document analogue à l'OMPI. Aucune mesure ne semblait avoir été prise jusqu'ici.
29. De l'avis du comité, la question de la déontologie ne peut être traitée isolément. Elle est étroitement liée aux fonctions du médiateur, au système de justice interne, à la politique en matière d'enquêtes, à la réforme de la gestion des ressources humaines, à la prévention de la fraude et au système de supervision de l'OMPI dans son ensemble.
30. Le comité a attiré l'attention du chef du Bureau de la déontologie sur les nombreuses recommandations du comité relatives à des questions en rapport avec la déontologie et, en particulier, sur les observations formulées en juin 2009 au sujet de la politique proposée en matière de divulgation financière. De l'avis du comité, toutes les observations formulées à ce moment-là étaient encore fondées et devaient donc être prises en considération.

Observations

31. Le comité a noté que :
 - a) les quatre principales composantes de la politique de l'OMPI en matière de déontologie seraient :
 - i) l'établissement de normes et l'élaboration de politiques;
 - ii) la promotion des normes et des valeurs;
 - iii) la fourniture de conseils à titre confidentiel à la direction et aux membres du personnel; et
 - iv) la mise en œuvre de politiques essentielles portant, notamment, sur la divulgation financière, la dénonciation d'abus, la protection du personnel contre les représailles, etc.

⁷ Paragraphe 29.c) du document WO/AC/9/2.

- b) la prise en considération des questions de déontologie à l'OMPI devrait s'accompagner d'un changement de culture et de mentalité. Dans le cadre du programme de réorientation stratégique, il était déjà prévu de mettre en œuvre un ambitieux programme de formation après l'approbation du code de déontologie de l'OMPI par les États membres;
- c) les activités seraient menées par ordre de priorité en vue de la finalisation de la mise en œuvre de la politique en matière de divulgation financière;
- d) il serait procédé à des échanges de vues approfondis avec le Conseil du personnel au sujet de l'élaboration d'un code de déontologie de l'OMPI;
- e) la direction estimait que le principal facteur de risque était que le Bureau de la déontologie suscite un certain scepticisme parmi les membres du personnel.

Recommandations

- 32. Comme il ressort du paragraphe 29 ci-dessus, et afin de favoriser la mise en place à l'OMPI d'un dispositif homogène en matière d'exigences relatives à la déontologie, le comité recommande que le Secrétariat procède à un examen d'ensemble des questions relatives à la déontologie dans le cadre du programme de réorientation stratégique, notamment : le code de déontologie, le Bureau de la déontologie, le médiateur, le système de justice interne, les enquêtes et la révision du Statut et règlement du personnel. Les organes de supervision, l'auditeur interne, le vérificateur externe des comptes et le Comité d'audit pourraient apporter leur concours.
- 33. À des fins de transparence et en vue d'augmenter le degré de confiance du personnel, le comité recommande que, en s'inspirant des pratiques ayant fait leurs preuves dans d'autres organisations, le Secrétariat envisage d'établir des rapports annuels sur les activités du chef du Bureau de la déontologie et du médiateur, et un rapport du directeur général sur l'administration de la justice au sein du Secrétariat, y compris les affaires en instance devant le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du travail (TAOIT) et celles sur lesquelles un jugement a été rendu par le tribunal.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES RESSOURCES D'ENTREPRISE

- 34. Le comité s'est réuni avec M. Wei Lei, directeur des services informatiques et Mme Chitra Narayanaswamy, directrice par intérim de la Division de la planification des ressources, de la gestion et de l'exécution des programmes.
- 35. Des informations ont été communiquées verbalement au comité au sujet des préparatifs en vue du financement et du lancement du projet relatif au système de planification des ressources d'entreprise (système ERP). Le comité n'était donc pas en mesure de formuler des observations détaillées sur ce sujet.
- 36. Le comité a rappelé que la mise en place du système ERP était essentielle à la réalisation d'un grand nombre des initiatives lancées au titre du programme de réorientation stratégique, en particulier celles ayant trait à la gestion des ressources humaines (environ 70% des dépenses de l'Organisation) et à la gestion axée sur les résultats. La mise en œuvre du système de contrôle interne dépendrait aussi considérablement du système ERP.

37. Le comité a également noté que l'Organisation prévoyait de proposer une mise en œuvre progressive du système ERP. Cela lui permettrait de tirer parti de l'expérience acquise et de limiter le type de risques auxquels étaient exposées d'autres institutions du système des Nations Unies ayant également mis en œuvre le système ERP.
38. Le comité a pris note de la question essentielle de la définition d'un nouveau plan comptable visant à appuyer la gestion axée sur les résultats et le rapport sur l'exécution du programme. Par ailleurs, il partageait l'avis de la direction selon lequel il était difficile de définir les besoins opérationnels de manière à faire en sorte que le système ERP ne se limite pas simplement à faire office d'outil automatisé de collecte de données, mais constitue plutôt un instrument de gestion utile et un mécanisme d'information des États membres.
39. Le comité a également pris note de la mise en œuvre réussie des nouveaux modules du système financier conjointement avec la mise en place des Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS).
40. Le comité a décidé de revenir sur cette question à sa dix-huitième réunion.

**POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR
L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009**

41. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
42. Le comité s'est réuni avec M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur) et Mme Cook Robbins, chef des services des finances.
43. Le comité a reçu une version provisoire du Rapport de gestion financière, en attente d'approbation par la direction, après l'échéance du délai de réception des documents par le comité. Le comité s'est déclaré conscient des efforts considérables déployés par le Département de la gestion des finances, du budget et du programme afin de finaliser cette version provisoire.
44. La version provisoire du Rapport de gestion financière a été présentée oralement.
45. Le comité a estimé que le Rapport de gestion financière devait être examiné en parallèle avec le Rapport sur l'exécution du programme, le Rapport de validation du Rapport sur l'exécution du programme et le rapport du vérificateur externe sur les comptes pour l'exercice biennal.

Observations

46. Le comité a noté, en particulier, que :
 - a) les états financiers figuraient dans le Rapport de gestion financière;
 - b) le rapport était présenté selon le format défini dans les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS), à savoir avec des notes détaillées;

- c) compte tenu de ce nouveau format, le rapport avait été vérifié au cours de son élaboration, et de manière continue, par le vérificateur externe des comptes;
 - d) toutes les ressources extrabudgétaires figuraient dans le rapport;
 - e) comme l'avait demandé le comité, un tableau des effectifs indiquant tous les postes, ainsi que le nombre d'agents temporaires avait été incorporé dans le rapport.
47. Compte tenu de la présentation tardive de la version provisoire du Rapport de gestion financière et faute de temps pour procéder à un examen approfondi, le comité a décidé de reprendre l'examen de cette question à sa prochaine réunion, prévue au mois d'août, en vue de présenter un rapport sur ce sujet au Comité du programme et budget en septembre 2010.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009; EVALUATION

48. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
49. Le comité s'est réuni avec M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur), M. Nick Treen, directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes, M. Joe Bradley, chef de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes et Mme Maya Bachner, conseillère principale en gestion axée sur les résultats à la Section de la gestion et de l'exécution des programmes.

A. Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009

Observations

50. Le comité a observé que :
- a) le Rapport sur l'exécution du programme contenait beaucoup d'informations sur les résultats obtenus au niveau de chaque programme, mais très peu d'analyses. Il ne présentait pas une vue générale des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs stratégiques de l'Organisation dans son ensemble. Une synthèse des réalisations à l'échelle de l'Organisation était essentielle dans tout rapport sur les résultats par programme. Une telle synthèse devait également mettre en évidence les enjeux et les problèmes rencontrés au cours de la phase de mise en oeuvre;
 - b) le comité a noté que dans le rapport figuraient des chiffres globaux sur les allocations de ressources et les dépenses par programme. Ces chiffres ne donnaient pas d'indications utiles sur l'utilisation rationnelle des ressources;
 - c) le rapport sur l'exécution du programme ne permettait pas aux parties prenantes d'être raisonnablement sûres que le programme avait été mis en oeuvre de façon à la fois efficace et économique;
 - d) en l'absence d'un système de suivi et d'évaluation réguliers des résultats obtenus qui établisse un lien entre, d'une part, les dépenses et les plans de travail à tous les niveaux et, d'autre part, les objectifs précis du programme, l'utilité du rapport en tant qu'instrument de gestion était limitée.

Recommandation

51. Le comité recommande que le rapport sur l'exécution du programme soit plus analytique pour pouvoir constituer un instrument utile au service de la direction et des parties prenantes. Des données financières établissant un lien entre les dépenses et les progrès accomplis devraient y figurer de sorte que le rapport coût-efficacité de l'exécution du programme puisse être évalué.

B. Validation du Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009

Observations

52. Le comité a examiné un rapport de la Division de l'audit et de la supervision internes sur la validation du rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009 daté du 15 juin 2010. Le document a été reçu au cours de la réunion du comité, les membres du comité ayant eu de ce fait peu de temps pour l'examiner. Le comité a observé que :
- a) le rapport ne validait pas l'authenticité et la fiabilité des informations fournies dans le rapport sur l'exécution du programme concernant l'efficacité de ladite exécution et les résultats obtenus au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Au contraire, il examinait la limite de données utilisée pour évaluer l'exécution du programme par rapport à un ensemble de critères, à savoir pertinent, complet, précis, vérifiable, clair, etc.;
 - b) les conclusions du rapport présentaient néanmoins un intérêt aux fins de l'amélioration des données de référence utilisées pour évaluer les résultats obtenus;
 - c) la Section de la gestion et de l'exécution des programmes estimait que les conclusions et recommandations figurant dans le rapport de validation présentaient un intérêt au regard des efforts constamment déployés en vue d'améliorer les données de référence nécessaires pour évaluer les résultats obtenus.

C. Programme de travail de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes pour 2010-2011

Observations

53. Au cours de sa réunion, le comité a reçu un document non daté intitulé "Programme de travail de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes pour 2010-2011". Le comité a été informé que le programme de travail de cette section était déterminé par l'"Initiative de renforcement de la gestion axée sur les résultats" au titre du programme de réorientation stratégique figurant dans le descriptif de projet joint.
54. Conformément à la recommandation formulée à sa seizième réunion⁸, le comité escompte recevoir, pour sa dix-neuvième session, un programme de travail détaillé de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes pour 2010-2011.

⁸ Paragraphe 36.a) du document WO/AC/16.

D. Évaluation

55. Le comité a décidé d'examiner cette question à sa dix-neuvième réunion.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR : REVISION DE LA CHARTE DE L'AUDIT INTERNE

56. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
57. Le comité s'est réuni avec M. Nick Treen, directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes.
58. Le comité a examiné les propositions de modification de la Charte de l'audit interne de l'OMPI et a estimé qu'il n'était pas pleinement tenu compte dans les changements proposés des nouvelles perspectives au sein de l'OMPI dans les domaines de la déontologie, du contrôle interne, du respect du principe de responsabilité et du système de justice interne, ainsi que de l'évolution de la situation internationale dans le domaine de l'audit interne. Il n'était pas non plus tenu compte de la nouvelle dynamique découlant de la mise en oeuvre du programme de réorientation stratégique.
59. Le comité a donc décidé de poursuivre l'examen de la version révisée de la Charte de l'audit interne, y compris les mesures prises au regard de l'évolution de la situation, à sa prochaine réunion, prévue en août 2010. De l'avis du comité, il pourrait être nécessaire de poursuivre l'examen de cette question au cours des réunions ultérieures.
60. Néanmoins, le comité a pris une décision concernant la durée du mandat de l'auditeur interne. Il a conclu qu'un mandat non renouvelable de cinq ans permettait de répondre aux attentes et était conforme à la pratique au sein du Secrétariat de l'ONU.

Recommandation

61. Tout en poursuivant l'examen de la Charte de l'audit interne, le comité recommande que, à ce stade, le mandat du directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes soit limité à cinq ans non renouvelables.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR : CONTROLE INTERNE

62. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
63. Le comité s'est réuni avec M. Nick Treen, directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes, et M. Wei Lei, directeur des services informatiques, en vue d'examiner le point F. intitulé "Rapports d'audit internes".

A. Évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne

64. Le comité a accueilli avec satisfaction le rapport trop longtemps différé et s'est félicité de son contenu et de sa présentation. Le directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes a souligné que le rapport était conforme à la démarche globale adoptée dans le cadre du programme de réorientation stratégique. L'enquête auprès du personnel menée pour les besoins de l'étude avait également donné des résultats intéressants tant pour l'étude elle-même que pour la direction.

Observations

65. Le comité a noté que :
- a) le rapport s'inscrivait parfaitement dans le cadre du programme de réorientation stratégique et présentait un intérêt pour quatre initiatives : renforcement de la gestion axée sur les résultats; mise en oeuvre du Système de gestion des performances et de perfectionnement du personnel (PMSDS); renforcement du système de contrôle interne; et, mise en place d'un système général relatif à la déontologie et à l'intégrité;
 - b) les lignes directrices de l'INTOSAI avaient été utilisées comme base pour l'étude;
 - c) le rapport avait confirmé certaines des conclusions du rapport d'évaluation bureau par bureau de 2007, ainsi que plusieurs déclarations et recommandations formulées par le comité au cours des quatre dernières années dans le domaine des ressources humaines, en ce qui concernait la nécessité d'un cadre relatif à la déontologie et à l'intégrité, et dans le domaine de la gestion des risques;
 - d) la stratégie visant à privilégier les initiatives partant de la base, complétée par une approche reposant sur le principe hiérarchique, qui était recommandée par les consultants aux fins de la définition des risques par domaine, semblait convenir parfaitement aux besoins de l'Organisation et était conforme à la ligne d'action adoptée avec succès à la demande du comité ces dernières années pour certains projets, en particulier, le projet de nouvelle construction;
 - e) il restait encore énormément à faire étant donné que les consultants estimaient que moins de 10% des "22 mécanismes de contrôle recensés au niveau des entités avaient fait leurs preuves et étaient bien en place";
 - f) l'enquête auprès du personnel s'était révélée utile pour faciliter l'étude et recenser les domaines sensibles que la direction devait considérer comme prioritaires.

Recommandation

66. Le comité recommande que :
- a) compte tenu de l'importance de son contenu, le rapport soit porté par le Secrétariat à l'attention des États membres;
 - b) l'Équipe de la haute direction étudie le rapport et mette en oeuvre ses recommandations;

- c) le Bureau de gestion du projet relatif au programme de réorientation stratégique utilise régulièrement l'instrument d'analyse et d'évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle au niveau des entités à l'OMPI contenu dans le rapport, en vue de fournir à l'Équipe de la haute direction (en particulier les responsables au niveau de l'Équipe de la haute direction) un instrument de suivi des progrès accomplis dans l'élimination de ces insuffisances.

B. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes et rapport de situation

67. Le comité a noté que :

- a) le poste, classé au grade P5, de chef de la Section de l'audit interne n'avait pas été pourvu et il serait procédé à une autre tentative de recrutement à partir de septembre. Dans l'intervalle, en vue d'augmenter la capacité de la Section, un poste de consultant pendant 12 mois à la Section de l'audit interne, classé au grade P4, pourrait être proposé à partir du mois d'août;
- b) des postes restaient encore à pourvoir dans d'autres sections de la Division de l'audit et de la supervision internes et cette situation transparaissait dans les programmes de travail de la division pour 2010-2011. La Section des enquêtes comptait actuellement un enquêteur principal, dont le poste était classé au grade P4, un consultant affecté aux enquêtes dont le contrat arrivait à échéance à la fin de 2010 et un assistant enquêteur au bénéfice d'un contrat de courte durée de six mois. Dans la Section de l'évaluation, l'avis de vacance diffusé pour le poste de chef de section avait suscité une réponse favorable. Toutefois, le comité de sélection pour ce poste ne s'était pas encore réuni;
- c) le libellé actuel du Statut et Règlement du personnel s'avérait relativement vague concernant les procédures de recrutement, ce qui favorisait une grande flexibilité à cet égard et pouvait leur donner un caractère informel. En ce qui concernait, en particulier, les recrutements pour la Division de l'audit et de la supervision internes, il n'existait aucune disposition visant à éliminer les éventuels conflits d'intérêt en vertu de laquelle un membre d'un comité de sélection pouvait aussi faire l'objet d'un contrôle par la division.

Recommandation

68. Le comité recommande que l'élaboration, à titre provisoire, d'une politique de sélection transparente soit considérée comme prioritaire en attendant la révision générale du Statut et Règlement du personnel (voir aussi le paragraphe 9.d)).

C. Programmes de travail de la Division de l'audit et de la supervision internes

69. Conformément à la décision prise à sa dernière réunion, le comité a examiné la mise en œuvre du programme de travail au cours de la période comprise entre janvier et juin 2010.
70. Le comité a noté que :
- a) l'audit de l'assistance technique n'avait pas encore commencé;

- b) le contrôle permanent au moyen du logiciel d'aide à l'audit (ACL) avait pris du retard, mais une aide technique précieuse avait été fournie par l'Office européen des brevets (OEB);
- c) un audit du Centre d'arbitrage et de médiation était en cours de réalisation;
- d) l'audit régulier du projet relatif à la nouvelle construction avait encore permis de formuler des recommandations utiles;
- e) l'auditeur principal était en congé de maladie, ce qui retardait la mise en œuvre du programme de travail de la Section de l'audit.

D. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision

71. Le comité a appris avec consternation que des données saisies dans un système de contrôle de la mise en œuvre des recommandations en matière de supervision avaient été perdues. Le comité a rappelé que depuis sa deuxième réunion tenue en juillet 2006, il demandait la mise en place d'un système efficace de suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision. Des recommandations à cet égard avaient été formulées lors de ses six réunions successives.

Observations

72. Le comité a noté que :
- a) le Secteur administration et gestion avait pris des mesures afin de consacrer ses propres ressources à la collecte et la saisie des données nécessaires à cette activité;
 - b) le Département des technologies de l'information et de la communication avait déclaré que la base de données attendue depuis longtemps pouvait être mise au point en moins de deux mois;
 - c) des efforts considérables avaient été déployés en vue de la collecte de données après que le directeur général se fut personnellement engagé à remédier à ce problème depuis longtemps en attente d'une solution;
 - d) le document actuel de 264 pages ne pouvait pas être utilisé i) en tant qu'instrument de gestion et ii) par la direction afin d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations en matière de supervision;
 - e) l'ordre de service n° 16/2010 intitulé "Mise en œuvre des recommandations en matière de supervision" avait finalement été diffusé en mai 2010. Il établit la responsabilité des gestionnaires en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations en matière de supervision mais, comme l'avait déjà indiqué le comité, il n'aborde pas la question des conséquences en cas d'inexécution des recommandations.

Recommandations

73. Le comité recommande que :

- a) Le Secteur administration et gestion et la Division de l'audit et de la supervision internes collaborent étroitement en vue de mettre définitivement au point la base de données longtemps attendue, de sorte que l'état d'avancement des recommandations en matière de supervision puisse enfin être établi et que la priorité, en ce qui concernait leur mise en œuvre, soit accordée aux recommandations les plus pertinentes encore en suspens;
- b) les procédures relatives à la mise en œuvre des règles énoncées dans l'ordre de service n° 16/2010 soient mises en place et communiquées au comité à sa dix-neuvième réunion;
- c) la mise en œuvre du cadre de responsabilisation, y compris des sanctions éventuelles, en ce qui concernait les gestionnaires ne respectant pas les règles énoncées dans l'ordre de service n° 16/2010, soit prise en considération.

E. Point de la situation concernant les enquêtes

74. Le comité s'est félicité des rapports sur la charge de travail en matière d'enquêtes, les types d'affaires et les coûts que le directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes lui avait remis à sa demande. Il a procédé à un échange de vues avec ce dernier sur l'état d'avancement de l'élaboration du manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes et de la politique à suivre en matière d'enquêtes et sur les autres informations fournies.
75. Le comité a estimé que les explications fournies sur les procédures suivies en ce qui concernait les enquêtes réalisées en dehors de la Division de l'audit et de la supervision internes (voir la page 4 de l'annexe du document WO/GA/38/1) ne permettaient pas de donner des réponses satisfaisantes aux questions soulevées par le comité et le Conseil du personnel sur ce sujet.
76. À ce stade, le comité n'était pas en mesure de formuler des observations sur le manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes. Il a toutefois pris note des observations formulées par le Conseil du personnel sur la troisième version provisoire⁹ et des réponses fournies par l'auditeur interne.

⁹ Les deux premières versions provisoires du manuel relatif à la procédure à suivre en matière d'enquêtes n'avaient pas suscité de commentaires de la part du Conseil du personnel.

Observations

77. Le comité a noté que :

- a) le travail entrepris allait dans le sens de l'initiative lancée au titre du programme de réorientation stratégique concernant le renforcement des contrôles internes;
- b) les malentendus entre la Division de l'audit et de la supervision internes et le Conseil du personnel au sujet des procédures d'enquêtes et du manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes semblaient perdurer;
- c) une certaine confusion semblait encore régner au sujet de l'état d'avancement des enquêtes en cours et des enquêtes qui avaient été achevées mais devaient faire l'objet de mesures complémentaires. Cette situation pouvait susciter la méfiance du personnel;
- d) certaines enquêtes avaient été lancées depuis longtemps et avaient donné lieu à la suspension de certains membres du personnel depuis presque deux ans;
- e) le Conseil du personnel estimait qu'il conviendrait de mener des consultations officielles avant la mise au point définitive du projet de politique à suivre en matière d'enquêtes;
- f) une certaine confusion semblait encore régner au sujet de la question de savoir à qui incombait la responsabilité i) des enquêtes devant être réalisées par la Division de l'audit et de la supervision internes; et ii) des procédures d'établissement des faits visant à déterminer si une faute ou une irrégularité avait été commise, qui devaient être réalisées par le Département de la gestion des ressources humaines et le Département de la gestion des finances et du budget;
- g) comme indiqué plus haut, au paragraphe 29, la question de la politique à suivre en matière d'enquêtes s'inscrit dans le cadre du système de justice interne en général et doit donc être prise en considération sans tarder dans le cadre des initiatives "Réviser le cadre réglementaire pour améliorer la gestion des ressources humaines" et "Mettre en place un dispositif complet en matière d'exigences relatives à la déontologie et à l'intégrité" lancées au titre du programme de réorientation stratégique.

78. Le comité recommande que :

- a) le manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes soit établi dans les meilleurs délais afin que les enquêteurs se conforment à la méthode et aux procédures publiées;
- b) toutes les enquêtes soient menées sous la responsabilité directe de la Division de l'audit et de la supervision internes et se conforment rigoureusement aux procédures publiées;
- c) la politique à suivre en matière d'enquêtes et le manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes soient révisés, en consultation avec le Conseil du personnel, chaque année dans un premier temps, de manière à déterminer si des ajustements sont nécessaires;
- d) tous les membres du personnel interrogés par les enquêteurs reçoivent un exemplaire du rapport de l'entretien pour validation;

- e) des informations détaillées sur les enquêtes figurent dans le rapport annuel sur l'administration de la justice au sein du Secrétariat dont l'établissement est recommandé par le comité au paragraphe 33.

F. Rapports d'audit interne

Audit de suivi des systèmes de contrôle de la sécurité et des accès informatiques

- 79. Le comité a examiné le rapport d'audit interne intitulé "Audit de suivi des systèmes de contrôle de la sécurité et des accès informatiques" en collaboration avec l'auditeur interne et le directeur des Services informatiques. Ce dernier a déclaré que, selon sa propre évaluation, plus de 80% des recommandations en matière de sécurité informatique avaient été mises en oeuvre et cet objectif avait été atteint pendant la période où le chef de la Section de la sécurité informatique avait été détaché auprès de la Division de l'audit et de la supervision internes à plus de 50% pendant plus d'une année afin d'apporter son aide dans le cadre des enquêtes.
- 80. Le directeur des services informatiques a également informé le comité que le processus de détermination des besoins en matière de contrôle interne relatifs à la sécurité informatique dépendait de l'évaluation des risques liés à la sécurité informatique (détermination des informations essentielles par les chefs de programme) et des exigences en matière de continuité des opérations.

Observations

- 81. Le comité a noté que :
 - a) les liens hiérarchiques dans le Département des technologies de l'information et de la communication étaient à présent clairement déterminés au sein du Secteur administration et gestion et qu'il avait été établi que M. Pooley, vice-directeur général, Secteur de l'innovation et de la technologie, était le responsable de la sécurité informatique au niveau de l'Équipe de la haute direction;
 - b) la continuité des opérations constituait un élément décisif du programme de réorientation stratégique;
 - c) l'élaboration d'une stratégie dans le domaine des TIC était en voie d'achèvement (projet s'inscrivant dans le cadre du programme de réorientation stratégique);
- 82. Le comité escompte qu'il sera informé des progrès accomplis dans ce domaine à sa dix-neuvième réunion.

Rapport final d'audit sur le processus de création de recettes au titre du PCT; Rapport final d'audit sur le processus de création de recettes au titre des systèmes de Madrid et de La Haye

- 83. Le comité a décidé de reporter l'examen de ces rapports à sa dix-neuvième réunion, au cours de laquelle il invitera les vice-directeurs généraux M. Pooley et Mme Wang à faire part de leurs observations à cet égard.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR : VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

- 84. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
- 85. Le comité s'est réuni avec M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur).

A. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes

- 86. Conformément à la décision de l'Assemblée générale, qui a approuvé une recommandation du Comité du programme et budget (document WO/GA/38/20), le comité a été consulté par le Secrétariat au sujet des critères d'évaluation aux fins de la sélection du vérificateur externe des comptes. Le premier projet de critères d'évaluation serait modifié en conséquence.
- 87. Le comité a reçu des informations sur le nombre de propositions reçues et sur les réunions régulières du comité de sélection dans lequel siègent les coordonnateurs des sept groupes géographiques.
- 88. Le comité a demandé au Secrétariat de l'informer régulièrement des progrès accomplis à cet égard, de sorte qu'il puisse déterminer à quel moment et de quelle manière il serait en mesure d'examiner la première évaluation effectuée par le Secrétariat, conformément à la procédure de sélection convenue. Étant donné qu'aucun membre du comité n'était domicilié à Genève, le comité étudierait également, à sa prochaine réunion, quelle était la meilleure démarche à adopter.

B. Réunion avec le vérificateur externe des comptes

- 89. La réunion avec le vérificateur externe des comptes a été reportée avec son accord.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : PROJETS DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- 90. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.
- 91. Le comité s'est réuni avec Mme Isabelle Boutillon, secrétaire du Comité de construction; M. Alfio Favero, consultant, Section des projets de nouvelles constructions, Division de l'infrastructure des locaux, Secteur administration et gestion; et M. Jean-Daniel Fehr, directeur général du projet, Burckhardt+Partner SA (ci-après dénommé "pilote").
- 92. Certains membres du comité ont également pu effectuer une visite d'inspection sous la conduite de M. Hofmeister, du cabinet Behnisch Architekten, l'architecte du projet sur site.

Observations

- 93. Les documents soumis au comité n'ont pas été reçus suffisamment à temps pour qu'il puisse les examiner. Toutefois, sur la base de l'exposé oral présenté au comité par Mme Boutillon et M. Fehr, il a été noté que :

- a) le niveau d'activité avait été, comme prévu, très élevé compte tenu du processus d'aménagement du nouveau bâtiment administratif et du lancement d'appels à propositions pour la sélection d'une entreprise générale en vue de la construction de la nouvelle salle de conférence. Les efforts que le pilote, l'Équipe interne de suivi du projet et le Comité de construction avaient dû déployer en conséquence avaient contribué à retarder la présentation des rapports au comité;
- b) des progrès satisfaisants avaient toutefois été accomplis conformément aux objectifs fixés concernant les projets de nouvelles constructions et aucun nouvel élément concret n'était à porter à l'attention du comité;
- c) les discussions engagées en vue de trouver une solution à l'empiètement du périmètre de sécurité conforme aux normes minimales de sécurité au siège des organisations du système des Nations Unies (HMOSS) sur un droit de passage piéton avaient été élargies aux autorités fédérales et locales suisses, étant entendu que la FIPOI continuait de participer aux discussions, la demande de permis de construire ayant été déposée conjointement par l'OMPI et la FIPOI l'année dernière. Une solution satisfaisante à ce problème devrait être trouvée dans le courant de l'année;
- d) s'il était escompté que les discussions au sujet d'une augmentation, de l'ordre de 40 millions de francs suisses, du montant faisant l'objet de l'accord de prêt en vue du financement de la nouvelle salle de conférence aboutiraient à la signature, à bref délai, d'un accord d'augmentation de l'emprunt, il n'était pas prévu de versement d'une tranche de prêt avant 2012;
- e) l'utilisation éventuelle de la nouvelle salle de conférence par des tiers après son achèvement devrait être étudiée en 2011 et il était prévu que l'OMPI définisse, en collaboration avec la FIPOI, un cadre approprié pour l'utilisation de la nouvelle salle pendant les périodes où l'Organisation n'en aurait pas besoin pour les réunions de ses États membres ou pour les autres réunions qu'elle organise;
- f) le projet de bâtiment administratif semblait être réalisé dans les délais prescrits et dans les limites du budget et certains fonds affectés aux dépenses imprévues étaient encore à disposition.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR : REUNION AVEC LES REPRESENTANTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OMPI; SUIVI DE L'EVALUATION DU TRAVAIL ET DES ACTIVITES DU COMITE D'AUDIT DE L'OMPI

94. Le président a souhaité la bienvenue aux représentants des États membres (la liste des participants figure à l'annexe III) et leur a communiqué des informations sur les divers points ayant fait l'objet de discussions et de délibérations au cours de la session en cours du comité. Les questions suivantes ont notamment été abordées :

- Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009
- Validation du Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009
- Programme de réorientation stratégique
- Programme de cessation volontaire de service
- Réunion avec le directeur général et l'Équipe de la haute direction
- Division de l'audit et de la supervision internes :

- Évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne
- Registre des risques en ce qui concerne le projet relatif à la nouvelle construction
- Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes
- Suivi de la mise en oeuvre des recommandations en matière de supervision
- Enquêtes
- Révision de la Charte de l'audit interne
- Réunion avec le Conseil du personnel
- Bureau de la déontologie
- Planification des ressources d'entreprise
- Projet relatif à la nouvelle construction

95. Les questions susmentionnées sont traitées en détail dans le présent rapport.
96. Le président a ensuite abordé la question du suivi du rapport d'évaluation du comité (documents WO/GA/38/2 et WO/GA/38/2 Corr.). Il a souligné que depuis la réunion que lui-même et le vice-président avaient tenue avec le président de l'Assemblée générale au mois d'avril dernier, le comité n'avait pas été informé de l'évolution de la situation au regard de la décision de l'Assemblée générale (paragraphe 30 du document WO/GA/38/20) concernant la composition du comité et la rotation de ses membres, les recommandations du Groupe de travail du Comité du programme et budget créé à cet effet, ou le groupe élargi sous la direction du président de l'Assemblée générale. Il a déclaré que le comité maintenait ses recommandations et demandait de nouveau aux États membres de donner suite à la décision prise par l'Assemblée générale en 2009 concernant la composition du comité et la rotation de ses membres. Il a une fois de plus fait part des préoccupations du comité au sujet de son calendrier, de sa continuité et de son mode de fonctionnement.
97. Un certain nombre de représentants des États membres ont exprimé leur préoccupation quant aux difficultés que rencontraient actuellement les États membres en vue d'examiner les rapports et recommandations du comité. Cette situation était en rapport avec le calendrier et la durée des réunions du Comité du programme et budget (PBC) et l'impossibilité pour les États membres de procéder à un examen approfondi des différents points avant la réunion du PBC. D'autres représentants des États membres ont posé des questions précises en rapport avec les informations communiquées par le président du comité.
98. Le président, le vice-président et d'autres membres du comité ont répondu à ces questions et ont, notamment, rappelé aux représentants des États membres la recommandation formulée dans le rapport d'évaluation du comité en faveur de la constitution au sein de l'OMPI d'un nouveau niveau de structure institutionnelle, qui compterait moins de membres que le PBC et se réunirait plus fréquemment.
99. Il a été convenu que les échanges du comité avec les États membres à la fin de chacune de ses réunions trimestrielles étaient fructueux et devaient être poursuivis.

POINT 14 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DIVERSES

100. La prochaine réunion du comité devrait se tenir du lundi 23 août au vendredi 27 août 2010.
101. Sous réserve de plus amples discussions au sein du comité, le projet d'ordre du jour de cette réunion devrait comporter les points suivants :
 1. Rapport de gestion financière
 2. Vérification externe des comptes du projet relatif à la nouvelle construction
 3. Programmes de réorientation stratégique et de cessation volontaire de service
 4. Révision de la Charte de l'audit interne
 5. Planification des ressources d'entreprise
 6. Suivi de la réunion avec les représentants du Conseil du personnel
 7. Réunion avec les représentants des États membres

[L'annexe I suit]



F

WO/AC/17/1
ORIGINAL : ANGLAIS
DATE : 5 JUILLET 2010

Comité d'audit de l'OMPI

**Dix-septième réunion
Genève, 5 – 9 juillet 2010**

ORDRE DU JOUR

adopté par le Comité d'audit de l'OMPI

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Séance à huis clos
3. Réunion avec le Conseil du personnel
4. Réunion avec le directeur général et l'Équipe de la haute direction
5. Programme de réorientation stratégique
 - A. Programme de réorientation stratégique
 - B. Programme de cessation volontaire de service
 - C. Bureau de la déontologie
6. Planification des ressources d'entreprise
7. Rapport de gestion financière pour l'exercice biennal 2008-2009

...

8. Rapport sur l'exécution du programme au cours de l'exercice biennal 2008-2009; Évaluation
 - A. Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009
 - B. Validation du Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009
 - C. Programme de travail de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes pour 2010-2011
 - D. Évaluation
9. Révision de la Charte de l'audit interne
10. Contrôles internes
 - A. Évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne
 - B. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes et rapport de situation
 - C. Programmes de travail de la Division de l'audit et de la supervision internes
 - D. Suivi de la mise en oeuvre des recommandations relatives à la supervision
 - E. Point de la situation concernant les enquêtes
 - F. Rapports d'audit interne
11. Vérificateur externe des comptes
 - A. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes
 - B. Réunion avec le vérificateur externe des comptes
12. Projets de nouvelles constructions
13. Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI; suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI
14. Questions diverses

[Fin du document]

[L'annexe II suit]

LISTE DES DOCUMENTS

Signes conventionnels utilisés dans la présente liste

- * projet de document
- ** diffusé après le délai fixé pour la réception des documents, mais avant la dix-septième réunion du Comité d'audit
- *** diffusé au cours de la dix-septième réunion du Comité d'audit
- † diffusé au cours de la dix-septième réunion du Comité d'audit pour des raisons de confidentialité

POINT 1 : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

WO/AC/17/1 Prov. 1 "Projet d'ordre du jour" daté du 28 juin 2010 * / **

POINT 2 : SEANCE A HUIS CLOS

Aucun document

POINT 3 : REUNION AVEC LE CONSEIL DU PERSONNEL

- Mémoire adressé par le Conseil du personnel à M. Treen, daté du 28 mai 2010 et intitulé "Projet de manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes" ***
- Mémoire adressé par M. Treen au Conseil du personnel, daté du 23 juin 2010 et intitulé "Observations formulées par le Conseil du personnel au sujet du projet de manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes" ***
- Échange de correspondance entre M. Treen et le Conseil du personnel : ***
 - mémoire daté du 30 avril adressé par M. Nick Treen au président du Conseil du personnel
 - message électronique daté du 30 avril adressé par M. Jan Van Hecke à M. Nick Treen
 - message électronique daté du 30 avril adressé par M. Nick Treen à M. Jan Van Hecke
 - mémoire daté du 6 mai adressé par le Conseil du personnel à M. Nick Treen
- Version en mode "changements apparents" du manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes illustrant les différences entre le projet final, daté du 26 avril 2010 et la version datée de juillet 2010 ***
- numéro de novembre 2009 des Actualités du Conseil du personnel ***
- numéro d'avril 2010 des Actualités du Conseil du personnel ***

POINT 4 : REUNION AVEC LE DIRECTEUR GENERAL ET L'EQUIPE DE LA HAUTE DIRECTION

“Plan stratégique à moyen terme de l'OMPI pour 2010-2015. Première version présentée par le directeur général aux États membres le 27 mai 2010” *

POINT 5 : PROGRAMME DE REORIENTATION STRATEGIQUE

A. Programme de réorientation stratégique

“Rapport sur l'état d'avancement du programme de réorientation stratégique à l'intention du Comité d'audit de l'OMPI”, daté de juillet 2010 **

Exposé en PowerPoint intitulé “Réunion du Comité d'audit. État d'avancement du programme de réorientation stratégique”, daté de juillet 2010 ***

B. Programme de cessation volontaire de service

Aucun document

C. Bureau de la déontologie

Ordre de service n° 25/2010 intitulé “Bureau de la déontologie de l'OMPI”, daté du 9 juin 2010

POINT 6 : PLANIFICATION DES RESSOURCES D'ENTREPRISE

Aucun document

POINT 7 : RAPPORT DE GESTION FINANCIERE POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009

Projet de rapport de gestion financière pour 2008-2009 * / ***

POINT 8 : RAPPORT SUR L'EXECUTION DU PROGRAMME AU COURS DE L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009; EVALUATION

A. Rapport sur l'exécution du programme

i) Rapport sur l'exécution du programme

document WO/PBC/15/4 intitulé : Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009

ii) Rapport de validation du Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009

- document WO/PBC/15/5 intitulé : "Rapport de synthèse sur la validation du rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009", daté du 22 juin 2010 ***
- Rapport d'évaluation IAOD/EVAL/10/1 intitulé : "Validation du Rapport sur l'exécution du programme en 2008-2009", daté du 4 juin 2010 ***

iii) Gestion et exécution des programmes

Programme de travail de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes ***

B. Évaluation

- Mémoire adressé par M. Treen au directeur général, daté du 4 mai 2010 et intitulé : "Politique d'évaluation, lignes directrices et résultats de l'enquête", assorti des annexes suivantes :
 - Politique d'évaluation révisée de l'OMPI, datée du 4 mai 2010
 - Projet de lignes directrices concernant l'évaluation indépendante à l'OMPI, datée d'avril 2010 *
 - Politique d'évaluation de l'OMPI, datée du 30 août 2007
 - "Résultats de l'enquête sur les lignes directrices de la Division de l'audit et de la supervision internes concernant l'évaluation indépendante : synthèse"

POINT 9 : REVISION DE LA CHARTE DE L'AUDIT INTERNE

Mémoire adressé par M. Treen au directeur général, daté du 4 juin 2010 et intitulé : "Révision de la Charte de l'audit interne de l'OMPI", assorti des annexes suivantes :

- "Charte de l'audit interne et de la supervision de l'OMPI. Version finale de Nick(6)" *
- Version en mode "changements apparents" de la Charte de l'audit interne et de la supervision. Version finale de Nick(6)" *
- Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier. Annexe I. Charte de l'audit interne de l'OMPI

POINT 10 : CONTROLES INTERNES

A. Évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne

Document IA/01/2010 : "Bilan de l'examen des procédures de contrôle interne à l'OMPI et de l'évaluation des insuffisances en la matière", daté du 20 juin 2010 et mémoire d'accompagnement daté du 10 juin 2010 et intitulé : "Rapport final d'audit sur l'examen des procédures de contrôle interne à l'OMPI et l'évaluation des insuffisances en la matière" (IA/01/2010), adressé par M. Treen au directeur général.

B. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes et rapport de situation

Document diffusé à la seizième réunion du comité : "Rapport de synthèse trimestriel de la Division de l'audit et de la supervision internes pour la période janvier-mars 2010" et mémorandum d'accompagnement daté du 14 avril 2010, adressé par M. Nick Treen au directeur général.

C. Programmes de travail de la Division de l'audit et de la supervision internes

Document diffusé à la seizième réunion du comité : "Planification finale de l'audit interne pour l'exercice biennal 2010-2011" et mémorandum d'accompagnement daté du 23 mars 2010, adressé par M. Nick Treen au directeur général.

D. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision

- Ordre de service n° 16/2010 intitulé : "Mise en œuvre des recommandations en matière de supervision. Procédures d'établissement de rapports, définition des rôles et responsabilités", daté du 14 mai 2010
- Mémorandum adressé par M. Treen au directeur général, daté du 14 juin 2010 et intitulé "Liste des recommandations en suspens en matière de supervision", assorti des annexes suivantes :
- "État d'avancement de la mise en œuvre des recommandations en matière de supervision au 14 juin 2010"
- Tableau Excel intitulé : "Liste des recommandations en matière de supervision - juin 2010"

E. Point de la situation concernant les enquêtes

- Mémorandum adressé par le directeur général à M. Treen, daté du 21 avril 2010 et intitulé : "Manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes"
- Mémorandum adressé par M. Treen à M. Roz, daté du 22 avril 2010 et intitulé "Informations détaillées demandées par le Comité d'audit sur les enquêtes en cours". †
- Mémorandum adressé par le directeur général à M. Treen, daté du 23 avril 2010 et intitulé "Rapport de synthèse trimestriel de la Division de l'audit et de la supervision internes pour la période janvier-mars 2010" (concernant le manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes)
- Projet final de manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes (supprimé), daté du 26 avril 2010 et mémorandum d'accompagnement daté du 30 avril 2010, adressé par M. Nick Treen au directeur général, avec une copie des "Lignes directrices uniformes à l'intention des enquêteurs. deuxième édition".

- Mémoire adressé par M. Treen au directeur général, daté du 25 juin 2010 et intitulé : "Manuel de la Division de l'audit et de la supervision internes relatif à la procédure en matière d'enquêtes et politique en la matière", assorti des annexes suivantes :
 - Manuel relatif à la procédure en matière d'enquêtes, daté de juillet 2010
 - Projet de politique de l'OMPI en matière d'enquêtes, daté de juillet 2010
- Rapport de la Division de l'audit et de la supervision internes INV/2008/07(NCP) daté du 5 mai 2010 et lettre d'accompagnement adressée par le directeur général à M. Roz. †
- Document intitulé "Dépenses de la Section des enquêtes de la Division de l'audit et de la supervision internes" daté du 25 mai 2010 et lettre d'accompagnement adressée par M. Treen à M. Roz. †
- Mémoire adressé par M. Treen à M. Roz, daté du 23 juin 2010 et intitulé "Recommandations du Comité d'audit de l'OMPI à sa seizième réunion, tenue à Genève du 12 au 16 avril 2010" †

F. Rapports d'audit interne

- *Document diffusé à la seizième réunion du comité* : Document IA/04/2009 intitulé "Rapport d'audit final sur le processus de création de recettes au titre du PCT" et mémoire d'accompagnement adressé par M. Treen au directeur général (première édition : AC/15), tous deux datés du 4 novembre 2009; et,
- *Document diffusé à la seizième réunion du comité* : Document IA/06/2009 intitulé "Rapport d'audit final sur le processus de création de recettes au titre des systèmes de Madrid et de La Haye" et mémoire d'accompagnement adressé par M. Treen au directeur général, tous deux datés du 21 décembre 2009.
- Document IA/03/2010 intitulé "Rapport d'audit interne. Audit de suivi des systèmes de contrôle de la sécurité et des accès informatiques" et mémoire d'accompagnement adressé par M. Treen au directeur général, daté du 10 juin 2010 †

POINT 11 : VERIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

A. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes

- Lettre adressée par M. Roz à M. Favatier, datée du 18 mai 2010
- Lettre adressée par M. Favatier à M. Roz, datée du 3 juin 2010
- Lettre adressée par M. Roz à M. Favatier, datée du 18 juin 2010
- *Note verbale* aux coordonnateurs des groupes de l'OMPI concernant le jury de sélection, datée du 11 juin 2010

B. Réunion avec le vérificateur externe des comptes

- *Document diffusé à la quatorzième réunion du comité* : Mémoire daté du 11 novembre 2009 et intitulé "Rapport du vérificateur externe des comptes sur l'évaluation de la fonction d'audit interne à l'OMPI", adressé par M. Treen au directeur général, assorti des annexes suivantes :
 - document intitulé "Commentaires et plan d'action de la Division de l'audit et de la supervision internes concernant le rapport du vérificateur externe des comptes sur l'évaluation de la fonction d'audit interne à l'OMPI", établi par le directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes et daté du 3 novembre 2009; et,
 - document intitulé "Évaluation de la fonction d'audit interne. Rapport du vérificateur externe des comptes à l'Assemblée générale de l'OMPI", établi par le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse et daté du 11 août 2009 (version anglaise et original français).
- *Document diffusé à la seizième réunion du comité* : "Le système de supervision à l'OMPI. Coopération et répartition des rôles et des responsabilités entre le Comité d'audit, le vérificateur externe des comptes et l'auditeur interne", établi par M. Kurt Grüter, vérificateur externe des comptes, et daté du 1^{er} février 2010; et
- *Document diffusé à la seizième réunion du comité* : "Coopération et répartition des rôles et des responsabilités entre le vérificateur externe des comptes, l'auditeur interne et le Comité d'audit de l'OMPI", établi par M. Pieter Zevenbergen, membre du Comité d'audit, et diffusé le 7 avril 2010.

POINT 12 : PROJETS DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS

- Rapport sur l'état d'avancement des projets de construction de l'OMPI, daté du 28 juin 2010 et publié pour le Comité de construction par Mlle I. Boutillon (secrétaire)
**
- Rapport du pilote sur l'état d'avancement des projets, daté du 28 juin 2010 **
- Registre des risques de l'OMPI – actualités n° 27, daté du 28 juin 2010 **
- Projections relatives aux flux de trésorerie concernant les projets de nouvelles constructions, datées du 6 juillet 2010 ***

POINT 13 : REUNION AVEC LES REPRESENTANTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OMPI; SUIVI DE L'ÉVALUATION DU TRAVAIL ET DES ACTIVITÉS DU COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI

Aucun document

[L'annexe III suit]

**Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
9 juillet 2010**

Liste des participants

ANGOLA

Makiese KINKELA AUGUSTO, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

BANGLADESH

Faiyaz Murshid KAZI, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

BELGIUM

Jean DE LANNOY, Second Secretary, Permanent Mission, Belgium

EGYPT

Mohamed GAD, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

FRANCE

Albert ALLO, Counselor, Financial Affairs, Permanent Mission, Geneva

GERMANY

Heinjörg HERRMANN, Counselor, Permanent Mission, Geneva

Iliyana POPOVA, Intern, Permanent Mission, Geneva

INDIA

K. NANDINI (Mrs.), Counselor, Permanent Mission, Geneva

ITALY

Ranieri STEFANIELE, Permanent Mission, Geneva

MEXICO

José Ramón LÓPEZ, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

NEPAL

Devi Prasad Devi Prasad THAPALIYA, Intern, Permanent Mission, Geneva

OMAN

Fatima AL-GHAZALI, Minister Plenipotentiary, Permanent Mission, Geneva

SLOVENIA

Grega KUMER, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

SWITZERLAND

Alexandra GRAZIOLI (Ms.), Senior Legal Advisor, Swiss Federal Institute of Intellectual Property, Berne

SYRIAN ARAB REPUBLIC

Souheila ABBAS (Ms.), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

TUNISIA

Mohamed Abderraouf BDIYOU, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

[Fin de l'annexe III et du document]

F

OMPI



WO/AC/16/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 14 mai 2010

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI

Seizième réunion
Genève, 12 – 16 avril 2010

RAPPORT

adopté par le Comité d'audit de l'OMPI

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphe(s)
Introduction	1
Points de l'ordre du jour	
Point 1 : Adoption de l'ordre du jour	2
Point 2 : Réunion avec l'Équipe de haute direction	3 à 9
Point 3 : Contrôles internes	10 à 36
A. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes	11 à 14
B. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision	15 à 18
C. Compte rendu sur les enquêtes	19 à 22
D. Rapports d'audit interne	23 à 26
E. Programmes de travail	27 à 29
F. Évaluation	30 à 36

WO/AC/16/2
page 2

Point 4 :	Réunion avec le vérificateur externe des comptes	37 à 44
Point 5 :	Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) et comptes 2008-2009	45 à 48
Point 6 :	Système de planification des ressources d'entreprise (système ERP)	49 et 50
Point 7 :	Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes	51 à 57
Point 8 :	Programme de réorientation stratégique	58 à 67
	A. Programme de réorientation stratégique	60 à 64
	B. Programme de cessation volontaire de service	65 à 67
Point 9 :	Projets de nouvelles constructions	68 à 71
Point 10 :	Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI	72 à 74
Point 11 :	Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI	75 à 82
Point 12 :	Questions diverses	83 et 84
Annexe I :	Ordre du jour adopté par le comité	
Annexe II :	Liste des documents	
Annexe III :	Liste des participants de la réunion du Comité d'audit de l'OMPI avec les représentants des États membres	
Annexe IV :	“Coopération et répartition des rôles et des responsabilités entre vérificateur externe des comptes, auditeur interne et Comité d'audit de l'OMPI”	

INTRODUCTION

1. Le Comité d'audit de l'OMPI (ci-après dénommé "comité") a tenu sa seizième réunion du 12 au 16 avril 2010. Étaient présents MM. Gian Piero Roz (président), Khalil Issa Othman (vice-président), Geoffrey Drage, Gong Yalin, George Haddad, Akuetey Johnson, Akeem Oladele, Igor Shcherbak et Pieter Zevenbergen.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le comité a adopté le projet d'ordre du jour sous réserve de certaines modifications (annexe I).

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

RÉUNION AVEC L'ÉQUIPE DE HAUTE DIRECTION

3. Le comité s'est réuni avec des membres de l'Équipe de haute direction de l'OMPI, à savoir MM. Geoffrey Onyeama, James Pooley et Christian Wichard, vice-directeurs généraux, et MM. Ambi Sundaram et Yo Takagi, sous-directeurs généraux. Le directeur général, qui avait l'intention de présenter l'équipe, était en mission officielle en dehors de Genève tout comme Mme Binying Wang, directrice adjointe, et M. Trevor Clarke, sous-directeur général.

4. Le comité a déclaré considérer favorablement cette possibilité de rencontrer l'Équipe de haute direction et a félicité les membres de cette équipe de leur nomination récente. Il s'est dit désireux de se réunir régulièrement avec l'Équipe de haute direction, en tant qu'organe collectif, pour examiner les divers aspects interdépendants du programme de réorientation stratégique nécessitant un travail en synergie aux fins des objectifs du programme. Le comité a assuré les membres de l'équipe de son souhait de coopérer avec celle-ci, et de sa disponibilité à cet égard, tout en soulignant son statut indépendant. Il a déclaré que les principaux sujets de préoccupation du comité étaient la mise au point d'une politique d'évaluation des risques et de mesures atténuantes connexes que devraient prendre la direction ainsi qu'une gestion axée sur les résultats et une culture de la responsabilisation à tous les niveaux de l'Organisation.

5. Les membres de l'Équipe de haute direction se sont félicités de la voie d'approche positive du comité et se sont déclarés convaincus que les observations et les recommandations du comité les aideraient dans leur travail. Ils ont précisé qu'ils travaillaient bel et bien en équipe et ont souligné leur engagement collectif à identifier les risques, à rendre des comptes et à assumer des responsabilités. Les membres ont relevé les changements culturels importants en cours à l'OMPI imprimés depuis le sommet même de la pyramide, qui appelleront patience et persistance de leur part.

WO/AC/16/2
page 4

6. Répondant aux prises de position du comité, les membres de l'Équipe de haute direction ont aussi souligné leur engagement dans les domaines suivants : gestion avisée et transparence; renforcement des contrôles internes (liés à la gestion des risques) et maintien d'une communication ouverte avec le comité afin de garantir la communication d'informations en temps utile sur les faits nouveaux pertinents à l'OMPI. À cet égard, les membres de l'Équipe de haute direction se sont dits convaincus que les nouvelles structures organiques et administratives simplifieraient leurs relations avec le comité.
7. D'autres questions pouvant constituer un risque majeur ont été mises en évidence, au nombre desquelles les recettes et la maîtrise des coûts, la réputation de l'OMPI, la communication interne entre la direction et le personnel ainsi que la nécessité de suivre attentivement l'évolution du niveau de confiance des États membres en l'utilité de l'Organisation à l'aune de la capacité de celle-ci de fournir des solutions multilatérales à ses clients.
8. Le comité s'est félicité de la solidarité de l'Équipe de haute direction et de sa volonté d'ancrer des pratiques de bonne gestion pour atteindre les objectifs de l'Organisation.
9. Il a été convenu que les réunions entre le comité et l'Équipe de haute direction devraient être maintenues.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

CONTRÔLES INTERNES

10. Les documents soumis au comité au titre de ce point de l'ordre du jour sont énumérés dans l'annexe II du présent rapport.

A. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes

11. M. Nick Treen, directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes, et M. Jean-Marc Guiramand, chef de la Section des engagements et du perfectionnement des ressources humaines, ont fourni verbalement au comité des informations et des explications sur la situation de l'effectif de la Division de l'audit et de la supervision internes.
12. Le comité a observé que, malgré les observations et recommandations formulées à plusieurs reprises par le passé, cette division avait encore des postes à pourvoir. Il a en outre relevé que les crédits du budget révisé pour 2008-2009 de la division n'avaient pas été entièrement utilisés.
13. Répondant à une question du comité, M. Guiramand a fourni des informations sur la procédure de recrutement pour les postes de chef de la Section de l'audit interne et de chef de la Section de l'évaluation, respectivement. Le comité a noté avec préoccupation que cette procédure durait, aussi bien en raison des règles à suivre que pour des questions de gestion, depuis plus de 18 mois pour le premier poste et plus de 10 mois pour le second. Sur la base de ces observations, le comité a conclu que ces deux postes essentiels ne pourraient vraisemblablement pas être pourvus avant plusieurs mois.

WO/AC/16/2
page 5

Recommandation

14. Le comité recommande que chaque service concerné déploie tous les efforts nécessaires pour pourvoir le plus rapidement possible les postes vacants à la Division de l'audit et de la supervision internes.

B. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision

15. M. Wei Lei, directeur des Services informatiques, et M. Treen ont fourni verbalement au comité des informations et des explications sur la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision.

Observations

16. Le comité a pris note

- a) de la déclaration de M. Wei selon laquelle la mise au point d'un instrument informatique pour les fonctions de base de saisie du suivi des recommandations relatives à la supervision et d'établissement de rapports à ce sujet était simple d'un point de vue technique. Il existe même des logiciels commerciaux de série, d'une complexité et d'un coût variables. À son avis, il s'agit désormais de savoir comment les recommandations seront traitées et qui sera chargé de cette tâche. À cet égard, deux questions bien précises sont à traiter avant que l'instrument informatique déjà mis au point puisse devenir pleinement opérationnel : i) qui sera responsable du processus de suivi des recommandations relatives à l'audit? et ii) qui utilisera l'instrument (saisie de données centralisée par opposition à saisie de données décentralisée, par exemple). L'instrument mis au point par les Services informatiques pourrait être amélioré si besoin était, mais lesdits services ne seraient responsables ni du processus, ni de l'utilisation;
- b) de l'assentiment de M. Treen sur le fait que le principal problème consiste à savoir qui sera responsable de quoi. Le comité a été informé que la diffusion éventuelle d'un avis au personnel pour préciser les rôles et responsabilités respectifs au sein de l'OMPI était une question toujours à l'examen auprès du Cabinet du directeur général. Toutefois, de grands progrès ont été accomplis pour traiter les recommandations en suspens grâce, en particulier, aux mesures très strictes prises par le directeur général.

17. Le comité s'est félicité des mesures prises par le directeur général et a décidé d'examiner, à sa dix-septième réunion, les progrès accomplis en ce qui concerne la répartition des responsabilités aux fins de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision ainsi que l'état actuel de cette mise en œuvre.

WO/AC/16/2
page 6

Recommandations

18. Le comité recommande

- a) qu'un projet final d'avis au personnel sur le suivi des recommandations relatives à la supervision lui soit soumis pour examen à temps avant sa prochaine réunion; et
- b) qu'une décision soit prise quant à la personne chargée de la surveillance et de la manipulation de l'instrument informatique conçu pour prendre en charge le suivi des recommandations relatives à la supervision.

C. Compte rendu sur les enquêtes

19. M. Treen a fourni verbalement au comité des informations et des explications. Durant la plus grande partie de cette partie de la réunion, Mme Joan Connors, enquêteur principal, et M. Ian Hamilton, membre du personnel de l'ONU-Genève détaché à la Section des enquêtes de la Division de l'audit et de la supervision internes, étaient aussi présent.

20. Bien que le comité puisse examiner chaque rapport d'enquête, il ne l'a jamais fait jusqu'à présent au motif qu'il souhaitait respecter le caractère privé et la confidentialité de ces données. Le comité est donc tributaire des informations détaillées exhaustives que lui fournit la Division de l'audit et de la supervision internes.

Observations

21. Le comité a pris note de ce qui suit :

- a) le manuel sur la réalisation des enquêtes et le projet de politique à suivre en matière d'enquêtes ne sont toujours pas terminés malgré les nombreuses recommandations formulées par le comité depuis sa quatrième réunion tenue en mars 2007 et les assurances renouvelées de M. Treen en ce qui concerne une date d'achèvement¹;
- b) malgré ses observations antérieures² ainsi que les explications et assurances de M. Treen, le comité déplore que les assurances données n'aient pas été suffisantes à propos du fait que les enquêtes étaient conduites d'une manière indépendante et transparente et que les bonnes méthodes de travail avaient été appliquées en attendant la diffusion du manuel sur la réalisation des enquêtes et de la politique à suivre en matière d'enquêtes;

¹ Voir le paragraphe 13c) du document WO/AC/4/2; les paragraphes 17b) et c) et 18d) du document WO/AC/5/2, les paragraphes 9c) et 10b) du document WO/AC/7/2, le paragraphe 16e) du document WO/AC/11/2, les paragraphes 15 et 19c) du document WO/AC/12/2, le paragraphe 19b) du document WO/AC/13, les paragraphes 27 et 40b) du document WO/AC/14/2 ainsi que les paragraphes 59 à 61 du document WO/AC/15/2.

² Voir les paragraphes 15 et 19c) du document WO/AC/12/2 et le paragraphe 26 du document WO/AC/14/2.

WO/AC/16/2
page 7

- c) les informations sur les enquêtes figurant dans le rapport de synthèse de la Division de l'audit et de la supervision internes ne permettent pas au comité d'évaluer d'une manière appropriée les progrès accomplis dans ce domaine sensible. En outre, aucune information n'a été fournie sur les enquêtes menées en dehors de la Division de l'audit et de la supervision internes. Les informations sur la participation d'administrations extérieures sont aussi insuffisantes;
- d) les rapports de synthèse soumis au comité, aussi bien à sa réunion en cours qu'à sa réunion antérieure, ne contenaient aucune information sur les dépenses durant l'exercice biennal, ni sur le coût de chaque enquête ni encore sur le temps consacré à ces enquêtes. La justification de ces diverses enquêtes et le classement par ordre de priorité de celles-ci sont donc flous;
- e) les principes directeurs régissant les enquêtes menées depuis 2009 ont été mis sur la page d'accueil de l'Intranet de la Section des enquêtes.

Recommandations

22. Le comité recommande, en vue de sa prochaine réunion,

- a) qu'un rapport détaillé soit établi, indiquant la structure de toutes les enquêtes menées en 2008 et 2009, respectivement : le nom de la personne ou du service ayant demandé l'enquête (plainte déposée par un membre du personnel, recours, suspicion de fraude, demande émanant de la DGRH, etc.); le nom de la personne ayant supervisé et mené l'enquête (Division de l'audit et de la supervision internes, consultant, etc.); les prévisions de coûts; le temps consacré (depuis le moment où la demande a été reçue jusqu'à l'établissement du rapport final, y compris le temps effectivement consacré par la Division de l'audit et de la supervision internes, les membres du personnel des Services informatiques ou les consultants à la conduite de l'enquête elle-même; les résultats (procédure disciplinaire, recours pour absence de faute, etc.); la participation, s'il y a eu lieu, de la police locale ou de l'autorité judiciaire; et la description concise de l'enquête respectant le caractère confidentiel de l'enquête et le caractère privé des données sur le membre du personnel intéressé. Le rapport devrait aussi comprendre des informations sur le nombre et la nature des demandes d'enquête rejetées par la Division de l'audit et la supervision internes ainsi qu'une mention des enseignements tirés en vue de promouvoir de meilleures pratiques au sein de l'OMPI;
- b) que le projet final de manuel sur la réalisation des enquêtes et de politique à suivre en matière d'enquêtes soit soumis au comité.

WO/AC/16/2
page 8

D. Rapports d'audit interne

Section des voyages et de l'administration des missions de l'OMPI

23. En ce qui concerne le rapport d'audit interne n° IA/01/2009 intitulé "Audit relatif aux voyages et à l'administration des missions à l'OMPI", daté du 11 mars 2009 et examiné antérieurement par le comité à ses quatorzième et quinzième réunions, le comité s'est réuni avec M. Ambi Sundaram, sous-directeur général, M. Miguel Figuerola, directeur du Département de la gestion des ressources humaines, M. Colin Buffam, directeur adjoint chargé des systèmes, des procédures et de la gestion des changements de la Division des achats et des voyages, et Mme Neila Krifi, chef de la Section des voyages et de l'administration des missions.

24. Le comité a été informé que M. Sundaram avait créé un groupe en charge des voyages ayant pour tâche de formuler des recommandations sur l'actualisation des politiques actuelles applicables aux voyages, compte tenu des observations et des recommandations figurant dans le rapport relatif à l'audit de la Section des voyages et de l'administration des missions, établi par la Division de l'audit et de la supervision internes, ainsi que sur les changements de pratiques et de réglementation du secteur des transports aériens et des conditions spéciales négociées par les institutions des Nations Unies à Genève. Ces recommandations compléteront les changements récents mis en œuvre par le directeur général dans ce domaine.

25. Le comité s'est félicité de cette initiative. Il a reconnu qu'il était nécessaire de promouvoir des règles claires et transparentes et a dit partager l'avis de M. Sundaram, selon lequel cette nouvelle politique pourrait nécessiter un changement de comportement de la part des membres du personnel qui considéraient certaines pratiques actuelles comme des droits acquis.

Processus de création de recettes au titre des systèmes du PCT, de Madrid et de La Haye

26. Compte tenu des délais et de l'absence, pour des raisons de santé, de l'administrateur principal à l'audit interne, le comité a décidé de reporter l'examen du rapport d'audit interne n° IA/04/2009 intitulé "Final Audit Report on the PCT Revenue Generation Process" (rapport final d'audit sur le processus de création de recettes au titre du PCT), daté du 4 novembre 2009, et le rapport d'audit interne n° IA/06/2009 intitulé "Final Audit Report on the Revenue Generation Process for the Madrid and the Hague Systems" (rapport final d'audit sur le processus de création de recettes au titre des systèmes de Madrid et de La Haye), daté du 21 décembre 2009.

E. Programmes de travail

27. M. Treen a fourni verbalement au comité des informations et des explications.

28. Le comité a été mis en possession d'un jeu de documents sur la planification des activités d'audit interne (dont un programme de travail détaillé, une évaluation des risques et des besoins, une stratégie applicable à l'audit et le programme et budget) pour 2010-2011,

WO/AC/16/2
page 9

daté du 30 décembre 2009, ainsi que des observations du directeur général, datées du 12 février 2010. Un programme de travail détaillé révisé, daté du 23 mars, a été remis au président du comité le 12 avril, premier jour de la seizième réunion du comité.

Apparemment, un premier jeu de ces documents n'avait pas été adressé à la bonne personne et n'a donc pas été reçu par le comité. L'examen des documents relatifs à la planification des activités et du programme de travail détaillé a donc dû être repoussé à la réunion suivante du comité, en juin, qui sera alors tenu de limiter son examen à la mise en œuvre du programme de travail pour la période allant de janvier à juin 2010.

29. Le comité a aussi été mis en possession d'un plan d'évaluation pour l'exercice 2010-2011 et d'une stratégie d'évaluation pour l'exercice 2010-2011, tous deux datés du 17 décembre 2009, qui sont examinés dans les paragraphes 33 et 34 ci-dessous.

F. Évaluation

30. M. Favatier, directeur financier (contrôleur), M. Bradley, chef de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes, et M. Nick Treen ont donné des informations et des explications sur le régime de l'évaluation à l'OMPI.

31. Le comité a été informé de l'état d'avancement des travaux relatifs au renforcement du cadre de conception de la gestion axé sur les résultats et au perfectionnement des rapports établis sur l'évaluation des performances. Il a dit estimer que les informations qui lui avaient été données n'étaient pas claires sur la question de savoir quand l'OMPI se doterait d'un système de contrôle et d'évaluation de la mise en œuvre de ses travaux à l'aune d'échéanciers ou de normes et des résultats obtenus compte tenu de leur utilité pour les utilisateurs finals et de leur intérêt pour les objectifs et buts stratégiques de l'Organisation.

32. Le comité a souligné le fait que l'évaluation des performances était un élément de contrôle important garantissant aux parties prenantes et à la direction que les ressources en personnel, dont le coût représentait environ 75% des dépenses de l'OMPI pour l'exercice biennal précédent, étaient utilisées d'une manière efficace et effective. Le comité s'est déclaré d'avis que, en l'absence d'un système de contrôle des programmes et d'évaluation de leurs résultats, le cadre de contrôle de l'Organisation demeurerait inadéquat. Ce système est aussi un élément essentiel de l'évaluation des compétences de la direction, aspect qui a été souligné dans le rapport de l'évaluation bureau par bureau établi par PricewaterhouseCoopers.

33. Après avoir examiné les activités sur l'évaluation indépendante menées par la Division de l'audit et de la supervision internes depuis l'adoption de la politique d'évaluation en 2007, le comité a conclu que des progrès considérables restaient à accomplir. À cet égard, il a examiné le programme de travail de la Division de l'audit et de la supervision internes pour l'évaluation 2010-2011 et n'a pu éviter de conclure que ce programme manquait d'un élément central et était imprécis quant au niveau élevé des évaluations indépendantes que la Division de l'audit et de la supervision internes proposait de mener et à la nature des problèmes qu'elle se proposait de traiter. En l'absence d'informations détaillées et de ce que le comité estimait être une évaluation appropriée du coût des activités envisagées, il n'était pas possible au comité de se prononcer sur le fond et la faisabilité d'un tel programme. Le comité a noté que

WO/AC/16/2
page 10

M. Treen estimait, quant à lui, que le degré de détail des informations fournies était suffisant, y compris en ce qui concernait le coût estimé des consultants et des journées de travail du personnel.

34. Le comité s'est déclaré profondément préoccupé après avoir appris de la bouche de M. Treen que le plan d'évaluation pour l'exercice 2010-2011 était désormais moribond en raison de l'absence de certains membres du personnel, à savoir l'administrateur principal chargé de l'évaluation qui était en congé maternité, et des retards déjà mentionnés pour pourvoir le poste de chef de la Section de l'évaluation. Le comité a demandé la raison pour laquelle un programme non opérationnel avait été soumis à son examen, et s'est déclaré convaincu que des ressources pouvaient être obtenues en confiant à des entreprises extérieures la réalisation d'évaluations indépendantes, sous réserve qu'un programme de travail bien établi soit mis au point (voir aussi le paragraphe 28 ci-dessus).

35. Le comité a déclaré estimer que le rythme auquel la fonction d'évaluation à l'OMPI évoluait, faisant de la stratégie d'évaluation 2010-2015 un exercice pour la forme, constituait une préoccupation sérieuse.

Recommandations

36. Le comité recommande que les documents ci-après lui soient soumis pour examen à sa dix-septième réunion :

- a) un programme de travail pour 2010-2011 pour la Section de la gestion et de l'exécution des programmes, détaillant les activités visant à mettre en place une évaluation du contrôle et des performances dans le cadre de la budgétisation axée sur les résultats de l'OMPI. Ce programme devrait reconnaître l'amélioration du cadre de contrôle comme l'un des résultats attendus;
- b) un programme de travail détaillé pour la Division de l'audit et de la supervision internes en 2010-2011, portant sur les activités visant à mener des évaluations indépendantes avec estimation des coûts appropriée et recensement des sources éventuelles de financement pour compléter les ressources disponibles de la division, si nécessaire, en vue de confier à des entreprises extérieures une partie du travail. Ce plan devrait comprendre un diagramme indiquant les délais pour chaque évaluation et la façon dont ces évaluations seraient rattachées au programme de réorientation stratégique;
- c) une politique d'évaluation révisée tenant compte de l'indépendance de la Division de l'audit et de la supervision internes lors de l'établissement du programme de travail définitif, dans le respect des bonnes pratiques de l'Organisation des Nations Unies, précisant les rôles et responsabilités respectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes et de la Section de la gestion et de l'exécution des programmes lors de la réalisation des évaluations.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

RÉUNION AVEC LE VÉRIFICATEUR EXTERNE DES COMPTES

37. Le comité s'est réuni avec M. Kurt Grüter, vérificateur externe des comptes de l'OMPI et directeur, et M. Didier Monnot, Contrôle fédéral suisse des finances.

38. Les deux parties se sont félicitées de cette possibilité d'échanger des vues et d'établir une coopération plus étroite, aussi en prévision des importants changements devant affecter la structure de supervision dans les deux années à venir, à savoir la prise de fonctions d'un nouveau vérificateur externe des comptes en 2012 et la redéfinition du comité à compter de cette année-là. Il a été noté qu'une phase de transition bien planifiée était nécessaire pour garantir un transfert des connaissances approprié par les deux parties.

39. À cet égard, le vérificateur externe des comptes a rassuré le comité sur la "passation de pouvoirs" au nouveau vérificateur externe des comptes, y compris en ce qui concerne la communication des fichiers et le transfert des connaissances. M. Grüter a relevé que, puisque son bureau se trouvait près de Genève, une assistance supplémentaire pourrait être fournie après le 1^{er} janvier 2012 si cela était nécessaire. Le comité a accueilli avec satisfaction cette information.

40. Il a été noté que le vérificateur externe des comptes et le comité avaient la même mission, à savoir contribuer à la bonne gestion de l'OMPI, et qu'une coopération plus étroite ainsi qu'une harmonisation des activités entre les trois organes de supervision (le vérificateur externe des comptes, le comité et la Division de l'audit et de la supervision internes) contribueraient à remplir cette mission commune. Il a été aussi pris note du fait qu'il était nécessaire de procéder à un échange de vues sur le type d'apports que les parties souhaitaient recevoir les uns des autres tout en préservant intégralement leur indépendance.

41. À cette fin, une réunion tripartite a été programmée à l'occasion de la réunion suivante du comité, aussi pour échanger des vues sur le contrôle interne à l'OMPI et examiner des documents sur la coopération tripartite établis par M. Grüter et M. Zevenbergen (voir l'annexe IV). En outre, le comité a fait sienne la proposition de M. Grüter de tenir des réunions communes au début et à la fin de chaque année pour examiner les programmes et analyser les résultats.

42. En ce qui concerne la coopération actuelle, M. Grüter et M. Monnot ont mentionné leurs bonnes relations avec la Division de l'audit et de la supervision internes. Le comité a décidé d'examiner, à sa réunion suivante, le rapport du vérificateur externe des comptes intitulé "Évaluation de la fonction d'audit interne", daté du 11 août 2009, comprenant l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport.

43. Les deux parties ont souligné l'importance du suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision. Le comité a aussi relevé l'accent mis, dans le programme de travail du vérificateur externe des comptes, sur le passage de l'OMPI aux normes IPSAS.

44. Faisant suite à une proposition émanant du directeur général en septembre 2009³, le comité s'est déclaré aussi convaincu qu'il serait utile que les trois organes de supervision (collaboration tripartite) se réunissent régulièrement pour examiner des questions pertinentes portant sur la supervision, les contrôles internes et l'évaluation des risques à l'OMPI. Si le besoin s'en faisait sentir, ces réunions pourraient être suivies d'une réunion conjointe de représentants des trois organes de supervision avec le directeur général.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES DU SECTEUR PUBLIC (NORMES IPSAS) ET COMPTES 2008-2009

45. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.

46. M. Ambi Sundaram, sous-directeur général, M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur), et Mme Cook Robbins, chef des Services des finances, ont donné verbalement au comité des informations et des explications.

47. Le comité s'est félicité du fait que les états financiers de l'Organisation pour l'exercice s'achevant au 31 décembre 2009 avaient été établis à temps, dans le respect des dispositions du Règlement financier et de son règlement d'exécution, malgré le travail supplémentaire engendré par le passage aux normes IPSAS.

48. Le comité a noté ce qui suit :

- a) les états financiers ont été établis conformément aux normes IPSAS alors que les chiffres ont été calculés sur la base des normes UNSAS pour faciliter les comparaisons ultérieures. Il a en outre noté que les soldes d'ouverture pour l'exercice biennal 2010-2011, communiqués au début de l'année conformément aux normes de fermeture UNSAS de l'exercice biennal antérieur, seraient revus pour satisfaire aux normes IPSAS relatives aux comptes rétroactivement. Cela, toutefois, n'aurait aucune incidence sur les opérations du programme;
- b) durant l'exercice biennal, il y a eu une diminution des recettes provenant des taxes du système du PCT (-7,5 millions de francs suisses) et une augmentation de celles provenant des systèmes de Madrid et La Haye (+4,5 et +0,4 millions de francs suisses, respectivement). Les dépenses de personnel ont augmenté, passant de 70 à 75% du total des dépenses entre l'exercice 2006-2007 et l'exercice biennal 2008-2009. Le comité a été informé que cette augmentation de pourcentage devait essentiellement être attribuée au fait que les dépenses autres que les dépenses de personnel avaient été maintenues sous contrôle strict, provoquant une hausse des répercussions des dépenses de personnel sur l'ensemble des dépenses, ainsi qu'à des raisons techniques (avancements d'échelon, ajustements obligatoires des traitements, etc.);

³ Voir le paragraphe 3 du document WO/AC/15/2.

WO/AC/16/2
page 13

- c) les états financiers montraient à la fin de l'exercice biennal une forte augmentation du passif pour les provisions pour la cessation de service et les prestations médicales après la cessation de service (de 81 à 99 millions de francs suisses). Cela est dû à une mise à jour de l'étude actuarielle et au fait que tous les membres du personnel ont acquis des droits supplémentaires parce qu'ils ont effectué une année de service supplémentaire. Les répercussions du programme volontaire de cessation de service ne sont pas prises en compte dans ces chiffres, mis à part les versements à la cessation de service déjà effectués en 2009. Les provisions pour ces prestations, d'un montant de 45,9 millions de francs suisses à la fin de 2009, seront minorées du coût des versements à la cessation de service en 2010 et devront être reconstituées. La différence entre les ressources cibles et les ressources réelles sera donc probablement plus élevée à la fin de 2011;
- d) on trouvera dans le rapport financier qui sera diffusé ultérieurement cette année davantage d'informations détaillées sur les comptes pour 2008-2009. Le comité reviendra donc éventuellement sur ces questions lorsque le rapport sera disponible (voir aussi le paragraphe 65.c) ci-dessous sur le programme de cessation de service volontaire).

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

**SYSTÈME DE PLANIFICATION DES RESSOURCES
D'ENTREPRISE (SYSTÈME ERP)**

49. Le comité s'est réuni avec M. Ambi Sundaram, sous-directeur général, M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur), M. Wei Lei, directeur des Services informatiques, Mme Cook Robbins, chef des Services des finances, Mme Chitra Narayanaswamy, conseiller principal au Secteur administration et gestion, et M. Robert Lawton, chef de projet du Département de la gestion des finances, du budget et du programme.

50. La mise en œuvre des normes IPSAS et d'un nouveau module du système financier utilisé à l'Organisation font partie du même projet. Le comité a été mis en possession d'une brève liste de points concernant cette mise en œuvre et escompte prendre connaissance d'un rapport exhaustif à sa réunion suivante.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

**PROCÉDURE DE SÉLECTION DU VÉRIFICATEUR
EXTERNE DES COMPTES**

51. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.

WO/AC/16/2
page 14

52. M. Ambi Sundaram, sous-directeur général, M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur), et Mme Cook Robbins, chef des Services des finances, ont donné verbalement au comité des informations et des explications.

53. Le comité a noté que, bien qu'il ait reçu des copies du courrier adressé aux États membres, il n'a pas encore été consulté par le Secrétariat sur la procédure en soi, ni sur les délais, ni encore sur la participation escomptée du comité. Le comité a aussi noté que la Division de l'audit et de la supervision internes prendrait part à la procédure, ainsi qu'il était mentionné dans la proposition soumise aux États membres en septembre dernier.

54. Le comité s'est déclaré préoccupé par le fait que les délais proposés aux États membres en 2009, et approuvés par ceux-ci, impliquaient que la procédure de sélection serait achevée seulement trois mois avant la prise de fonctions du nouveau vérificateur externe des comptes le 1^{er} janvier 2012. De l'avis du comité, cette période de transition pourrait être trop brève pour garantir le transfert approprié des connaissances du vérificateur actuel, et appeler un effort important de la part du nouveau vérificateur externe des comptes pour se familiariser avec l'Organisation, notamment en raison du fait qu'il aura à approuver les comptes pour l'exercice 2010-2011.

55. Le comité a informé le Secrétariat que, à son avis, la procédure de sélection ne portait pas sur un achat de prestation mais sur une nomination. Par conséquent, compte tenu du caractère international de l'OMPI, l'évaluation financière ne devrait pas être incorporée dans les critères de sélection. Toutefois, la proposition financière en soi devrait être soumise au Comité de sélection, et examinée par celui-ci, pour veiller à la cohérence des parties importantes de la proposition. Par conséquent, il peut être nécessaire de modifier l'appel à propositions sur ce point.

56. Le Comité a noté qu'il prendrait connaissance des critères d'évaluation proposés et de l'évaluation technique initiale, tous relevant de la compétence des Services des finances, pour examen en avril et en août 2010, respectivement. Le comité devra examiner s'il peut approuver de tels délais et en informera le Secrétariat.

Recommandation

57. Le comité recommande que la proposition financière ne soit pas considérée comme un critère de sélection du vérificateur externe des comptes et que l'appel à propositions soit modifié en conséquence.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

PROGRAMME DE RÉORIENTATION STRATÉGIQUE

58. Les documents soumis au comité sont énumérés dans l'annexe II.

59. Le comité s'est réuni avec M. Ambi Sundaram, sous-directeur général, M. Miguel Figuerola, directeur du Département de la gestion des ressources humaines, Mme Thérèse Dayer, sous-directrice et chef de la Section de la prévoyance sociale, et Mme Chitra Narayanaswamy, conseillère principale au Secteur administration et gestion.

WO/AC/16/2
page 15

A. Programme de réorientation stratégique

60. Un rapport sur l'état d'avancement du programme de réorientation stratégique a été présenté par M. Sundaram. Le comité s'est félicité du fait que le rapport comprenait une feuille de route pour la mise en œuvre du programme; il s'agissait de la feuille de route que le comité avait réclamée à plusieurs reprises.

61. Le comité a pris note

- a) des explications fournies par M. Sundaram selon lesquelles la feuille de route constituait un travail en cours qui avait été achevé en simplement trois mois;
- b) de la structure du programme de réorientation stratégique, fondé sur les quatre valeurs suivantes : l'orientation vers une culture de service aux clients, unis dans l'action, responsabilisation au service des résultats et responsabilité sur les plans environnemental et social et en termes de gouvernance. Chaque valeur a été assortie de résultats et d'indicateurs de résultats, et 18 initiatives ont été recensées à l'appui des résultats. Chaque initiative a été liée à un ou de nombreux objectifs stratégiques de l'Organisation, voire à tous ces objectifs;
- c) de l'identification des interdépendances des initiatives ainsi que de l'attribution de responsabilités spécifiques à chaque membre de la haute direction, dont le directeur général soi-même, afin que chaque initiative soit réalisée dans le délai donné. À cet égard, le comité a été informé que les membres de l'Équipe de haute direction avaient signé un accord avec le directeur général valable jusqu'à la fin de l'année en cours, et que le cadre de responsabilisation global et le plan stratégique à moyen terme étaient toujours en cours d'élaboration;
- d) de l'incorporation des initiatives, ce qui permettrait de contribuer à faire en sorte que l'OMPI ne fonctionne plus comme un ensemble d'éléments séparés. Le comité a aussi évalué le rôle du bureau de gestion du projet ainsi que les travaux en cours relatifs à la gestion axée sur les résultats et le cadre de responsabilisation. Il a été aussi informé du fait que certaines initiatives en rapport avec le programme de réorientation stratégique, telles que la restructuration initiale qui a suivi l'adoption des objectifs stratégiques révisés, avaient déjà été achevées, et que la structure de gouvernance du programme de réorientation stratégique n'avait pas été complètement définie;
- e) de toutes les initiatives, notamment celles concernant le renforcement de la gestion axée sur les résultats et du système de contrôle interne, ce système étant placé sous la supervision directe du directeur général;
- f) de l'absence d'informations sur les coûts, notamment pour les initiatives déjà achevées. Le comité a été informé du fait que les délibérations, à ce stade, avaient avant tout été axées sur les résultats et non sur les ressources, et que ces éléments des besoins en ressources déjà incorporés dans le programme de travail faisaient actuellement l'objet d'un examen par le directeur général. Certains projets tels que le système ERP étaient en cours de planification et des estimations de

WO/AC/16/2
page 16

ressources allaient être effectuées aux fins de la proposition qui serait soumise aux États membres. Une composante importante des ressources nécessaires était les ressources en personnel et le bureau de gestion du projet ainsi que les responsables de projet, et des responsables de l'Équipe de haute direction s'efforceraient de quantifier les besoins en ressources lorsque ceux-ci n'étaient pas couverts par le programme de travail/le budget actuel, ni les propositions de nouveaux projets. Le comité a souligné que les informations sur les coûts devraient comprendre les initiatives déjà achevées et/ou dont le budget avait déjà été calculé, en sus des éléments à budgétiser et des sources de financement éventuelles. Il a aussi soulevé la question de la formation de la direction, défaillance majeure mise en évidence dans le rapport de l'évaluation bureau par bureau établi par PricewaterhouseCoopers (PWC);

- g) de l'absence d'informations fournies au comité sur la méthode suivie aux fins de l'exercice de restructuration désormais achevé, ainsi qu'il est mentionné dans le paragraphe 60.d) ci-dessus, même si le comité a été chargé de superviser cet exercice dans le cadre de son suivi de l'évaluation bureau par bureau réalisée par PWC, conformément à une décision de l'Assemblée générale selon laquelle le comité devrait surveiller l'état d'avancement de la mise en œuvre du programme de réorientation stratégique.

62. Le comité a demandé

- a) comment les progrès accomplis pourraient être mesurés? comment le comité pourrait contrôler ces progrès? et comment mettre en œuvre la responsabilité des directeurs? Le comité a été informé que des points de comparaison seraient définis lors des étapes ultérieures, pour mesurer les résultats. Ces points de comparaison comprendraient deux études, l'une concernant les clients et l'autre, le personnel. Une étude sur les contrôles internes avait déjà été menée, par la Division de l'audit et de la supervision internes, dans le cadre de l'évaluation interne, sur les lacunes en matière de contrôle, dont les résultats devraient être connus sous peu.
- b) si toutes les initiatives avaient déjà été planifiées et évaluées du point de vue coût-efficacité?
- c) si l'Organisation avait les ressources, y compris les savoir-faire et compétences qui avaient manqué au Secrétariat (et l'incidence du programme de cessation volontaire de service à cet égard) pour exécuter le programme de cessation volontaire de service? À cet égard, le comité a rappelé que, lorsque le programme d'améliorations structurelles avait été lancé en 2008, il avait posé la même question à propos du travail considérable nécessaire à la mise en œuvre de ce programme.

WO/AC/16/2
page 17

63. Le comité a renouvelé ses demandes antérieures en ce qui concerne
- a) un tableau relatif à la dotation en personnel, montrant tous les postes par grade dans chaque unité et, séparément, tous les agents temporaires. Il a été reconnu que ces points de repère étaient essentiels pour gérer l'Organisation d'une manière appropriée et assurer le suivi des changements structurels;
 - b) une analyse du chemin critique, nécessaire pour recenser notamment les éléments obligatoires et les éléments facultatifs du programme de réorientation stratégique.

Recommandation

64. À la lumière du mandat qui lui a été confié par les États membres pour superviser le programme de réorientation stratégique, le comité recommande qu'un rapport sur l'état d'avancement des travaux lui soit soumis à chacune de ses réunions trimestrielles.

B. Programme de cessation volontaire de service

65. Le comité a pris connaissance d'un rapport de synthèse sur le programme de cessation volontaire de service, qui complète le rapport sur l'état d'avancement des travaux qui lui a été remis en vue de sa quinzième réunion.

66. Le comité a noté

- a) que 88 demandes de départ avaient été acceptées, dont 65 au titre du plan de départ anticipé à la retraite et 23 au titre du programme de cessation volontaire de service. Sur ces 88 demandes, 57 concernaient des membres du personnel de la catégorie des services généraux ("G"), 27 des membres du personnel de la catégorie professionnelle ("P") et 4 des membres du personnel de la catégorie "D" (directeur). Aucune information n'a toutefois été fournie sur la répartition par grade au sein de chaque catégorie, ni sur le pourcentage par grade de ces départs par opposition au nombre total de membres du personnel occupant un poste fixe;
- b) que la majorité de ces demandes émanaient de personnes travaillant dans le secteur des brevets ou dans le secteur administration et gestion, ces deux secteurs employant le plus grand nombre de fonctionnaires et d'agents. 27 de ces départs ont eu lieu en 2009, le restant devant avoir lieu entre janvier et juin 2010;
- c) que le coût total du programme n'était pas encore fixé et que des informations restaient à fournir sur son financement et sur ses répercussions sur les provisions pour la cessation de service et les prestations après la cessation de service;
- d) qu'aucune information n'avait été fournie à propos de l'utilisation prévue des postes vacants à la suite du programme de cessation volontaire de service;

WO/AC/16/2
page 18

- e) que des entretiens de départ avaient eu lieu et continueraient d'avoir lieu pour tous les membres du personnel cessant leurs activités.

Recommandation

67. A la lumière du mandat qui lui a été confié par les États membres pour superviser le programme de cessation volontaire de service, le comité recommande qu'un rapport détaillé lui soit soumis à sa prochaine réunion. Ce rapport devra comprendre des informations sur tous les sujets mentionnés dans les paragraphes précédents.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR

PROJETS DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS

68. Les documents présentés au comité figurent à l'annexe II.

69. Le comité a rencontré M. Ambi Sundaram, sous-directeur général; Mme Isabelle Boutillon, secrétaire du Comité de construction; M. Alfio Favero, consultant, Section des projets relatifs à la nouvelle construction, Division des bâtiments, Secteur de l'administration et de la gestion; et M. Jean-Daniel Fehr, directeur général du projet, Burckhardt+Partner SA (ci-après dénommé "pilote").

70. Le comité a noté que :

- a) l'accord de compromis conclu avec l'entreprise générale sur le conseil donné par le pilote au Comité de construction aux termes duquel le nouveau bâtiment administratif serait livré à l'OMPI en trois étapes : i) à la date initialement prévue du 8 octobre 2010, en ce qui concerne 80% du bâtiment; ii) le 5 novembre 2010, pour le reste, c'est-à-dire le rez-de-chaussée, le premier étage et le premier sous-sol; et iii) à la fin de novembre, en ce qui concerne le nouveau centre informatique, comme convenu dans un avenant ajouté au contrat original en 2009, lorsque le centre informatique a été ajouté au projet;
- b) ce délai était largement dû aux travaux supplémentaires qu'il avait fallu réaliser et constituait une solution pragmatique aux retards occasionnés par la modification des prescriptions et des travaux non prévus et permettrait, dans une large mesure, au personnel de l'OMPI d'emménager dans le nouveau bâtiment selon les prévisions initiales sans entraîner de frais supplémentaires;
- c) par conséquent, les modifications apportées au contrat conclu avec l'entreprise générale étaient en cours de finalisation et incluraient notamment la suppression de tout délai de grâce afférent aux pénalités applicables en cas de dépassement des nouvelles dates de livraison alors que le contrat original prévoyait un délai de grâce de deux semaines;

WO/AC/16/2
page 19

- d) des discussions étaient en cours avec les autorités en vue de régler un possible empiètement du périmètre de sécurité, qui est aux normes minimales de sécurité au siège des organisations du système des Nations Unies (H-MOSS), sur un droit de passage piéton; le comité serait tenu au courant de cette question à sa prochaine réunion;
- e) une fois le nouveau bâtiment administratif occupé, il ne resterait plus de bâtiment loué à l'exception d'un entrepôt destiné aux archives du PCT;
- f) en ce qui concerne l'occupation du nouveau bâtiment administratif, le Secrétariat avait déjà publié un mémorandum du directeur général sur les locaux à usage de bureaux concernant essentiellement la restructuration en cours et les locaux existants. De nouveaux principes directeurs seraient publiés dans un futur avis au personnel qui sera applicable dès le déménagement dans le nouveau bâtiment. Divers regroupements de personnel seraient finalement nécessaires dans l'ensemble des bâtiments une fois l'occupation du nouveau bâtiment terminée. Le pilote n'interviendrait pas dans cette étape. Le comité comptait être tenu au courant de cette question à sa prochaine réunion.
- g) une fois le nouveau bâtiment administratif livré, le contrat prévoyait une garantie de deux ans contre les défauts superficiels et de cinq ans contre les défauts cachés. C'était à l'équipe de gestion du bâtiment et des locaux de l'OMPI qu'il incomberait de demander à l'entrepreneur de s'acquitter des travaux exigés par la garantie, le cas échéant. La question se posait de savoir comment il serait fait état du risque résiduel de faire intervenir le garant. Il s'agit d'un point que le comité devrait revisiter dans le contexte de la création d'un cadre approprié de gestion des risques à l'échelle de l'Organisation.
- h) la procédure d'appel à propositions pour la sélection d'une entreprise générale en vue de la construction de la nouvelle salle de conférence avait bien avancé. Le comité de sélection s'était réuni et avait "présélectionné" pour l'étape de l'appel d'offres, certaines entreprises, qui étaient toutes, d'après les informations reçues par le comité, qualifiées pour mener à bien ce projet spécial. En ce qui concerne la confidentialité de la procédure de sélection, le comité a été informé que les recommandations formulées par le comité et la Division de l'audit et de la supervision internes concernant les mesures de sécurité strictes relatives à l'accès aux informations avaient été mises en œuvre.
- i) des modifications étaient sur le point d'être apportées au contrat de prêt conclu pour le nouveau bâtiment administratif afin de l'augmenter de 40 millions de francs suisses pour la nouvelle salle de conférence. Aucune nouvelle tranche de prêt n'avait été versée dans le cadre du contrat de prêt initial depuis le versement de 50 millions de francs suisses en mars 2009. L'OMPI continuait de faire appel aux services d'un conseiller financier indépendant aux fins des modifications du contrat de prêt susmentionnées et pour se faire conseiller au sujet de l'échelonnement du versement du prêt, compte tenu en particulier de l'évolution du taux d'intérêt.

WO/AC/16/2
page 20

- j) Le registre des risques de l'OMPI recensait désormais les risques relatifs à la nouvelle salle de conférence. Le Comité d'audit avait été informé que des mesures pour réduire ces risques seraient consignées dans le registre après la désignation de la nouvelle entreprise générale pour la nouvelle salle de conférence.

71. Le comité a félicité l'équipe pour la clarté et l'exhaustivité de la documentation présentée et pour les progrès réalisés en vue de vraisemblablement achever le projet relatif à la nouvelle construction dans les délais et dans les limites du budget.

POINTS 10 ET 11 DE L'ORDRE DU JOUR

SUIVI DE L'ÉVALUATION DU TRAVAIL ET DES ACTIVITÉS DU COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI; RÉUNION AVEC LES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OMPI

Point 10 : Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI⁴

72. Le président a communiqué au comité les résultats du Groupe de travail sur les questions relatives au Comité d'audit, réuni les 9 et 10 février 2010. Il leur a fait savoir qu'une réunion de consultation de suivi entre le président de l'Assemblée générale et les coordonnateurs de groupe de l'OMPI était prévue le 19 avril et que lui-même et le vice-président se réuniraient avec le président de l'Assemblée générale après les consultations.

73. Le comité a fait part de sa profonde préoccupation au sujet de l'ajournement incessant d'une décision des États membres, qui est retardée depuis plus de deux ans, concernant la composition du comité et un mécanisme de rotation. De l'avis du comité, ces retards risquent d'entraîner une grave détérioration de la supervision à l'OMPI si l'Organisation devait disposer, à compter de 2012, d'un Comité d'audit composé de nouveaux membres peu au fait de son fonctionnement et des travaux du comité, ainsi que d'un nouveau vérificateur externe des comptes dont la nomination est susceptible de n'être confirmée que trois mois avant le début de son mandat.

74. Le comité est d'avis que, si aucune décision n'est prise d'ici à la mi-juin 2010, son fonctionnement et ses activités en 2011, et peut-être également en 2012, risquent d'être compromis.

Point 11 : Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI

75. À la suite de deux réunions informelles similaires (le 21 août 2009 et le 4 décembre 2009), une réunion a eu lieu avec des représentants des États membres de l'OMPI. La liste des participants figure à l'annexe III. Lors de la réunion du Groupe de

⁴ Documents WO/GA/38/2 et WO/GA/38/2 Corr.

WO/AC/16/2
page 21

travail sur les questions relatives au Comité d'audit en février 2010, les États membres ont exprimé leur satisfaction à l'égard de ces réunions informelles et sont convenus qu'elles devraient être institutionnalisées.

76. Le président a donné des informations aux représentants sur les divers points figurant à l'ordre du jour du comité. Il les a informés que le comité s'était réuni pour la première fois avec les membres de la nouvelle équipe de haute direction (voir les paragraphes 3 à 9 ci-dessus) et qu'un échange de vues fructueux avait eu lieu.

77. Les points mentionnés dont le président a informé les représentants ainsi que les discussions ultérieures étaient les suivants :

- a) Le programme de réorientation stratégique et la feuille de route initiale présentés par la direction. Le comité a déclaré qu'il continuerait de suivre le progrès et la mise en œuvre du programme de réorientation stratégique et de la feuille de route, qui contenaient des initiatives anciennes et récentes, telles que la révision du Statut et Règlement du personnel, les normes IPSAS, un système de planification des ressources internes (système ERP) et le programme de cessation volontaire de service.
- b) La demande répétée du comité de pouvoir disposer d'un tableau des effectifs affichant les postes et la liste du personnel.
- c) Le projet de nouvelle construction, y compris le jugement favorable porté par le comité concernant la documentation et la présentation claires et méthodiques et les progrès réguliers du projet.
- d) Les questions relatives à la Division de l'audit et de la supervision internes.
- e) Les comptes pour l'exercice biennal 2008-2009.

Les informations fournies aux représentants figurent dans le corps du présent rapport.

78. Les représentants ont fait part de leur gratitude pour les informations fournies et pour le travail du comité. La séance d'information a été suivie d'une séance de questions-réponses et de discussions.

79. Le président a soulevé la question du futur du comité. Il a de nouveau souligné l'importance du principe de continuité, qui pourrait être réalisé par le maintien dans leurs fonctions de certains membres du comité actuel pendant une année supplémentaire une fois que les États membres auraient décidé le nombre de membres du futur comité. Il a également souligné que le rythme des rotations était déterminant et que, ainsi que cela avait été déclaré précédemment lors de précédentes occasions, les membres du comité auraient préféré que la rotation ait eu lieu deux ans, ou au moins un an, plus tôt. Il incombait désormais aux États membres de prendre une décision sur la taille du comité d'ici à juin 2010 de façon à disposer de suffisamment de temps pour la nomination et la sélection des nouveaux membres. Il a été proposé de faciliter la période de transition, si une réduction du nombre de membres devait être décidée, que le nombre retenu de membres du comité devait être de neuf pour 2011 et que

WO/AC/16/2
page 22

ce dernier devait se composer de membres actuels et nouveaux. À partir de 2012, le comité serait entièrement composé de nouveaux membres et la rotation proprement dite commencerait conformément à la décision des États membres.

80. Le président a également appelé l'attention des représentants sur les recommandations du comité, notamment celles contenues dans son rapport d'évaluation, et il a déclaré que le comité les soutenait. Par ailleurs, il a rappelé aux représentants que le statut juridique des membres du comité vis-à-vis de l'Organisation et de son pays hôte restait à définir. Finalement, il a de nouveau souligné qu'il était nécessaire que les États membres examinent la question déjà ancienne de l'absence d'un soutien professionnel approprié au comité. Ce soutien était devenu indispensable pour garantir l'efficacité des travaux et des activités du comité et devrait jouer un rôle essentiel en 2011 et en 2012 lorsque le comité se trouverait en phase de transition avec une partie de ses membres renouvelée.

81. Les représentants se sont dit confiants quant aux travaux du comité et à la nécessité de poursuivre ces travaux à l'avenir. Ils ont marqué leur accord avec le principe de continuité et sont convenus qu'il était urgent de parvenir à un accord concernant le nombre de membres du comité de façon à permettre aux procédures de composition et de rotation d'aller de l'avant en respectant les délais et suivant une procédure méthodique.

Recommandations

82. Le comité recommande que :

- a) les États membres parviennent urgemment et en temps voulu à un consensus sur les procédures de composition, de rotation et de sélection du comité de façon à pouvoir désigner et sélectionner de nouveaux membres et à assurer la continuité au moyen d'un comité composé de membres actuels et nouveaux en 2011.
- b) les États membres poursuivent l'examen des recommandations du comité, en particulier de celles qui figurent dans le rapport d'évaluation du comité.
- c) les États membres envisagent l'approbation des ressources nécessaires pour le soutien d'un secrétariat professionnel au comité;
- d) le président et le vice-président du comité soient associés à toutes les consultations concernant les recommandations du comité.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

QUESTIONS DIVERSES

C. Prochaine réunion du Comité d'audit de l'OMPI

83. La prochaine réunion du comité devrait se tenir du lundi 5 juillet au vendredi 9 juillet 2010.

WO/AC/16/2
page 23

84. Sous réserve de plus amples discussions au sein du comité, le projet d'ordre du jour de cette réunion devrait comporter les points suivants :

1. Réunion avec le directeur général et l'équipe de haute direction
2. Contrôles internes :
 - A. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes
 - B. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision
 - C. Éléments nouveaux concernant les enquêtes
 - D. Rapports d'audit interne
 - E. Programmes de travail
 - F. Évaluation
3. Réunion avec le vérificateur externe des comptes
4. Planification des ressources internes (ERP)
5. Programme de réorientation stratégique
 - A. Plan du programme de réorientation stratégique
 - B. Programme de cessation volontaire de service
6. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes
7. Projets de nouvelles constructions
8. Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI
9. Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
10. Questions diverses

[L'annexe I suit]

WO/AC/16/2

ANNEXE I

OMPI



WO/AC/16/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 12 avril 2010

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

F

COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI

**Seizième réunion
Genève, 12 au 16 avril 2010**

ORDRE DU JOUR

adopté par le Comité d'audit de l'OMPI

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Réunion avec l'équipe de haute direction
3. Contrôles internes :
 - A. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes
 - B. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision
 - C. Éléments nouveaux concernant les enquêtes
 - D. Rapports d'audit interne
 - E. Programmes de travail
 - F. Évaluation
4. Réunion avec le vérificateur externe des comptes

WO/AC/16/2
Annexe I, page 2

5. Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) et comptes pour 2008-2009
6. Planification des ressources internes (ERP)
7. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes /...
8. Programme de réorientation stratégique
 - A. Plan du programme de réorientation stratégique
 - B. Programme de cessation volontaire de service
9. Projets de nouvelles constructions
10. Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI
11. Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
12. Questions diverses

[L'annexe II suit]

WO/AC/16/2

ANNEXE II

LISTE DES DOCUMENTS

Les italiques désignent les documents transmis après le délai de réception de deux semaines précédant la réunion du comité

Point 1 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour

WO/AC/16/1 Prov. "Projet d'ordre du jour"

Point 2 de l'ordre du jour : Réunion avec l'équipe de haute direction

WO/CC/61/2 "Nomination des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux", daté du 29 mai 2009

Point 3 de l'ordre du jour : Contrôles internes

Évaluation des lacunes en matière de contrôle interne

Lettres relatives à l'évaluation des lacunes en matière de contrôle interne adressées par M. Zevenbergen à M. Treen, en date du 16 septembre 2009, et par M. Treen à M. Zevenbergen en date du 21 septembre 2009.

Points de l'ordre du jour :

- A. Effectifs de la Division de l'audit et de la supervision internes – aucun document
- B. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision – aucun document
- C. Éléments nouveaux concernant les enquêtes
 - Mémoire intitulé "Rapport d'activités annuel de la Section des enquêtes de la Division de l'audit et de la supervision internes pour 2009 et Programme général en matière d'enquête pour 2010" daté du 26 janvier 2010, adressé par Nick Treen au directeur général;
 - Rapport d'activités annuel de la Section des enquêtes, daté du 20 janvier 2010;
 - Programme général en matière d'enquête de la Section des enquêtes pour 2010, daté du 20 janvier 2010;

WO/AC/16/2
Annexe II, page 2

- *Mémoire "Rapport de synthèse semestriel de la division de l'audit et de la supervision internes sur des dossiers appelant une enquête au 25 mars 2010", daté du 25 mars 2010, adressé par Nick Treen au directeur général;*
- *Mémoire "Rapport de synthèse semestriel de la division de l'audit et de la supervision internes sur des dossiers appelant une enquête au 25 mars 2010", daté du 30 mars 2010, du directeur général à Nick Treen; et*
- Extrait intitulé "Indépendance de la supervision interne" du document des Nations Unies A/64/288 intitulé "Activités du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour la période allant du 1^{er} août 2008 au 31 juillet 2009", daté du 25 août 2009.

C. Rapports d'audit interne

- Document IA/01/2009 intitulé "Audit relatif aux voyages et à l'administration des missions à l'OMPI", avec mémoire interne d'accompagnement daté du 11 mars 2009, adressé par M. Treen au directeur général;
- Document IA/04/2009 intitulé "Rapport d'audit final sur le processus de création de recettes au titre du PCT", avec mémoire d'accompagnement daté du 4 novembre 2009 adressé par M. Treen au directeur général daté du 4 novembre 2009 (première édition : AC/15); et
- Document IA/06/2009 : "Rapport d'audit final sur le processus de création de recettes au titre des systèmes de Madrid et de La Haye", avec mémoire d'accompagnement adressé par M. Treen au directeur général, datés du 21 décembre 2009.

D. Programmes de travail

- "Planification de l'audit interne pour l'exercice biennal 2010-2011", avec mémoire d'accompagnement adressé par M. Treen au directeur général, daté du 30 décembre 2009;
- Mémoire intitulé "Planification de l'audit interne pour l'exercice biennal 2010-2011", daté du 12 février 2010, adressé par le directeur général à M. Nick Treen;
- Message électronique intitulé "Planification de l'audit interne pour l'exercice biennal 2010-2011", daté du 15 février 2010, adressé par M. Treen au directeur général;
- *"Planification finale de l'audit interne pour l'exercice biennal 2010-2011", avec mémoire d'accompagnement daté du 23 mars 2010, adressé par M. Nick Treen au directeur général;*

WO/AC/16/2
Annexe II, page 3

- “Rapport de synthèse trimestriel de la Division de l’audit et de la supervision internes pour la période octobre–décembre 2009”, avec mémorandum d’accompagnement adressé par M. Nick Treen au directeur général, daté du 28 janvier 2010; et
- *“Rapport de synthèse trimestriel de la Division de l’audit et de la supervision internes a pour la période janvier-mars 2010”, avec mémorandum d’accompagnement daté du 14 avril 2010, adressé par M. Nick Treen au directeur général.*

E. Évaluation

- “Stratégie d’évaluation de l’OMPI pour la période 2010-2015”, avec mémorandum d’accompagnement adressé par M. Nick Treen au directeur général, daté du 17 décembre 2009;
- Document EV/04/2009 “Plan d’évaluation biennal pour 2010-2011”, daté du 17 décembre 2009; et
- Document EV/05/2009 2009 “Rapport d’activités détaillé”, daté du 17 décembre 2009.

Point 4 de l’ordre du jour : Réunion avec le vérificateur externe des comptes

- Extrait du rapport d’évaluation du Comité d’audit– Partie III “Mécanismes de gouvernance et de supervision dans le système des Nations Unies” paragraphes 29 à 41;
- “Le système de supervision de l’OMPI. Coopération et répartition des rôles et des responsabilités entre Comité d’audit, vérificateur externe des comptes et auditeur interne”, daté du 1^{er} février 2010, élaboré par M. Kurt Grüter, vérificateur externe des comptes; et
- *“Coopération et répartition des rôles et des responsabilités entre vérificateur externe des comptes, auditeur interne et comité d’audit de l’OMPI”, transmis le 7 avril 2010, élaboré par M. Pieter Zevenbergen, membre du comité d’audit.*

Point 5 de l’ordre du jour : Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS) et comptes pour 2008-2009

- “Mise à jour du projet FRR-IPSAS pour le Comité d’audit”, daté du 22 March 2010, élaboré par R. Lawson, chef de projet;
- *note sur la “mise en œuvre des normes IPSAS”, daté du 29 mars 2010;*

WO/AC/16/2
Annexe II, page 4

- *états financiers pour l'exercice biennal se terminant le 31 décembre 2009, avec lettre d'accompagnement datée du 29 mars 2010; et*
- *“Note de discussion finale. OMPI (WIPO) Interim Audit 2009. Audit intermédiaire 2009 des comptes de l'exercice biennal 2009 – 2009 de l'OMPI”*

Point 6 de l'ordre du jour : Planification des ressources internes (ERP)

WO/PBC/12/4.c) Proposition relative à la mise en œuvre d'un système de planification des ressources internes.

Point 7 de l'ordre du jour : Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes

- WO/PBC/14/5 “Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes” (WO/GA/38/15 “Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes”);
- WO/PBC/14/13 “Rapport” de la quatorzième session du Comité du programme et budget;
- extrait de WO/GA/38/20 “Rapport” de l'Assemblée générale;
- circulaire CN 3063 “Nomination du vérificateur externe des comptes” datée du 15 décembre 2009;
- note verbale datée du 11 mars 2010 sur le jury de sélection d'un vérificateur externe des comptes;
- *“Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes”, datée du 29 mars 2010, élaborée par M. Favatier et Mme Cook Robbins;*
- *“Annexe C. Appel à propositions pour la nomination du vérificateur externe des comptes de l'OMPI”; et*
- *copies de notes verbales adressées aux missions permanentes de la Suède, de la Zambie, de l'Inde, du Royaume-Uni, de la Lettonie, de la Malaisie, de la Norvège, du Pakistan et de l'Espagne, datée du 30 mars 2010.*

Point 8 de l'ordre du jour : Programme de réorientation stratégique

A. Programme de réorientation stratégique

“Rapport sur l'avancement du programme de réorientation stratégique à l'intention du Comité d'audit de l'OMPI”, daté d'avril 2010.

WO/AC/16/2
Annexe II, page 5

B. Programme de cessation volontaire de service

- *Diapositives PowerPoint “Programme de cessation volontaire de service 2009-2010” en date du 12 avril 2010, élaborées par la Division des ressources humaines;*
- diapositives PowerPoint présentées à la quinzième session du Comité d’audit de l’OMPI;
- ordre de service OI/56/2009 “Programme de cessation volontaire de service – Prolongation du délai pour le dépôt d’une demande officielle”, daté du 17 septembre 2009; et
- ordre de service OI/44/2009 “Programme de cessation volontaire de service”, daté du 20 juillet 2009.

Point 9 de l’ordre du jour : Projets de nouvelles constructions

Rapports sur l’état d’avancement des travaux et calendrier

- *Rapport sur l’état d’avancement des projets par le pilote, daté du 31 mars 2010*
- *Rapport sur l’état d’avancement des projets de construction de l’OMPI, daté du 31 mars 2010, publié pour le Comité de construction par Mlle I. Boutillon (secrétaire); et*
- *Calendrier indicatif de l’occupation du nouveau bâtiment, daté du 31 mars 2010*

Charte des projets de construction de l’OMPI

- Charte des projets de construction de l’OMPI v. 09 (2010) publiée le 26 mars 2010; et
- version en mode “changements apparents” de la charte illustrant les différences entre les versions vs. 08 et vs. 09.

Contrats et avenants aux contrats

Tableaux des contrats et des avenants aux contrats, datés du 31 mars 2010.

Registre des risques

Registre des risques de l’OMPI – mises à jour n^{oos} 24 et 25, datées du 26 mars 2010.

WO/AC/16/2
Annexe II, page 6

Flux de trésorerie

“Projections relatives aux flux de trésorerie”, datées du 12 avril 2010.

Projet Neutralité carbone

Rapport sur l'état d'avancement du projet Neutralité carbone, daté du 6 avril 2010, publié par Mlle I. Boutillon (chef de projet).

Point 10 de l'ordre du jour : Suivi du rapport sur l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI – aucun document

Point 11 de l'ordre du jour : Réunion avec le groupe de travail sur la composition du Comité d'audit de l'OMPI et mise en œuvre de ses recommandations – aucun document

[L'annexe III suit]

WO/AC/16/2

ANNEXE III

Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
16 avril 2010

Liste des participants

ALGERIA

Hayet MEHADJI (Mrs), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

ANGOLA

Makiese KINKELA AUGUSTO, Third Secretary, Permanent Mission, Geneva

CHINA

WANG Xiaoying, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

EGYPT

Mohamed GAD, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

FRANCE

Albert ALLO, Counselor, Financial Affairs, Permanent Mission, Geneva

SLOVENIA

Andrej LOGAR, Ambassador, Permanent Mission, Geneva

Dušan VUJADINOVIČ, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

SWITZERLAND

Alexandra GRAZIOLI (Ms.), Senior Legal Advisor, Swiss Federal Institute of Intellectual Property, Berne

WO/AC/16/2
Annexe III, page 2

THAILAND

Tanyarat MUNGKALARUNGS, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

TUNISIA

Mohamed Abderraouf BDIOUI, Counsellor, Permanent Mission, Geneva

[L'annexe IV suit]

WO/AC/16/2

ANNEXE IV

Coopération et répartition des rôles et des responsabilités entre vérificateur externe des comptes, auditeur interne et Comité d'audit de l'OMPI

Document établi par M. Pieter Zevenbergen,
Comité d'audit de l'OMPI
Avril 2010

Introduction

Ce document présente des idées sur la coopération et la répartition des rôles et des responsabilités entre vérificateur externe des comptes, auditeur interne et Comité d'audit de l'OMPI et apporte un complément au document établi intitulé "Le système de supervision de l'OMPI" par le vérificateur externe des comptes à la date du 1^{er} février 2010.

"Dans pratiquement toutes les pays, le secteur public joue un rôle fondamental dans la société et une bonne gestion dans le secteur public permet d'encourager l'utilisation efficace des ressources et la responsabilisation en matière d'administration de ces ressources, d'améliorer la gestion et la prestation de services et de contribuer ainsi à améliorer la vie de chacun. Une bonne administration est également essentielle pour renforcer la fiabilité des entités du secteur public, ce qui est en soi nécessaire si ces dernières veulent réaliser leurs objectifs." (Fédération internationale des comptables (IFAC), Corporate Governance in the Public Sector: A Governing Body Perspective, 2001).

1. Organisation de la vérification externe des comptes de l'OMPI et activités du Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse

Pour obtenir une bonne gestion et édicter des règlements applicables, il faut notamment améliorer les modes de gestion et renforcer la capacité exécutive et la crédibilité publique de l'OMPI. Dans les organisations internationales, les États confient la gestion des ressources aux membres (nommés) de la haute direction de l'OMPI. L'Assemblée générale approuve le budget de la haute direction pour l'administration des activités de l'OMPI. À la fin de l'exercice biennal, la haute direction est tenue de rendre compte de sa gestion à l'Assemblée générale. Étant donné que cette dernière n'est pas en mesure de vérifier les comptes présentés par la haute direction, le vérificateur externe des comptes est mandaté en vertu du règlement de l'Organisation afin de vérifier ces comptes et de faire part de ses conclusions à l'Assemblée générale.

WO/AC/16/2
Annexe IV, page 2

L'Assemblée générale fait appel au Contrôle fédéral des finances (CDF) pour fournir une assurance indépendante que les activités de l'OMPI sont menées, et justifiées, conformément aux intentions de l'Assemblée générale. Le CDF joue un rôle important dans la préservation de l'intégrité des systèmes d'administration. Le vérificateur externe des comptes veille à ce que l'Assemblée générale ait accès à des informations d'audit indépendantes dans le cadre de l'obligation de rendre compte et de l'examen minutieux auxquels est soumis la haute direction.

Le rapport du vérificateur externe des comptes certifie que les comptes sont raisonnables et équilibrés et garantit à l'Assemblée générale et aux parties prenantes que les ressources approuvées par les États membres ont bien été utilisées aux fins prévues. Le vérificateur externe des comptes réalise également des audits ayant un bon rapport qualité-prix afin de renseigner la haute direction sur le degré de parcimonie, d'efficacité et d'efficacité avec lequel les projets ont été exécutés. Ce dernier audit permet au directeur général d'améliorer les résultats de l'Organisation.

Étant donné que la direction de l'OMPI dispose de la faculté de gérer au nom des États membres les finances dans le domaine des brevets et de la propriété intellectuelle, elle doit respecter et protéger le droit et les règlements sans s'écarter du principe d'une administration conforme au droit et aux règlements.

Les institutions de vérification des comptes représentent une partie importante du système de supervision administrative; elles jouent un rôle clé dans la promotion d'une administration fondée sur le respect du droit et des règlements et renforcent le principe d'une gestion régie par le droit et les règlements.

La mise en place d'une administration hautement efficace à bas prix est un objectif important pour une gestion publique moderne. Ces dernières années, les organisations internationales ont pris une série de mesures visant à réduire les frais généraux et à renforcer l'efficacité de l'administration. En réaction, les institutions de vérification des comptes ont intensifié les audits des recettes et dépenses publiques et d'autres types de recettes et de dépenses financières, tout en favorisant progressivement la réalisation d'audits de gestion.

2. Ouverture et transparence des mesures administratives

La responsabilité, la transparence et des systèmes d'information ouverts sont un aspect important d'une bonne gestion et la transparence du processus décisionnel est fondamentale pour prendre des décisions avisées et réaliser des placements sûrs dans le secteur public. La responsabilité et la primauté du droit exigent un esprit d'ouverture et un travail d'information réalisé de façon satisfaisante pour que la haute direction, les analystes externes et les parties prenantes puissent contrôler les performances et le respect du droit.

“Les principes d'une bonne gestion – transparence et responsabilité; loyauté et équité; efficacité et efficacité; respect du droit; et normes élevées de comportement éthique – représentent le fondement sur lequel doit s'établir la transparence gouvernementale.”
(Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) Policy Brief, Public Sector Modernisation Open Government, 2005)

WO/AC/16/2
Annexe IV, page 3

Le public attend que les personnes ayant la responsabilité de gérer l'argent public rendent des comptes au sujet de l'usage qu'ils en font. La transparence des résultats d'audit permet aux parties prenantes et au public d'examiner les résultats des programmes de l'OMPI et de vérifier si ces résultats s'améliorent. C'est un moyen important pour permettre au public d'examiner et de contrôler les recettes et les dépenses publiques.

3. Promotion d'une bonne gestion

La mise en place de services de supervision, de conseil et de prévision permet aux institutions de contrôle des finances de contribuer à faire en sorte que les fonctionnaires de l'OMPI gèrent les fonds publics et d'autres ressources de façon transparente, équitable et honnête, tout en s'acquittant de leurs tâches avec la plus grande intégrité.

4. Supervision

Une bonne gestion exige un contrôle permanent afin de veiller à ce que les politiques générales et les stratégies soient mises en œuvre comme prévu et que les résultats globaux de la direction soient à la hauteur des attentes et des besoins dans le cadre des politiques, des lois et des règlements. Les institutions de vérification des comptes aident les organes directeurs à exercer leur contrôle en évaluant si les entités exécutives de l'OMPI accomplissent ce qu'elles sont censées accomplir, dépensent les fonds alloués aux fins prévues et sont conformes aux lois et aux règlements. Il incombe également aux institutions de vérification des comptes d'évaluer l'efficacité et l'efficacités de la mise en œuvre des programmes et activités de la direction de l'OMPI afin de vérifier qu'ils respectent les normes et encouragent le développement d'une bonne gestion.

5. Observation

Les institutions de vérification des comptes pourraient fournir des conseils afin d'aider les personnes faisant l'objet d'une vérification et d'autres décideurs en déterminant quels programmes et politiques fonctionnent ou ne fonctionnent pas, en donnant des indications afin d'ajuster leurs politiques et en communiquant des informations sur les pratiques recommandées.

En accomplissant leur travail de façon systématique et objective et en tirant des conclusions fondées sur des preuves, les institutions de vérification des comptes donnent une description juste des problèmes et des faiblesses, des répercussions et des responsabilités et les combinent avec des recommandations utiles.

6. Prévision

La méthode de vérification des comptes fondée sur les risques place la vérification dans le cadre général de la gestion des risques de l'organisation, ce qui permet de recenser et de prévenir les risques inacceptables. Cette approche permet de fournir à l'organisation des informations utiles et pertinentes pour la gestion de ses risques.

WO/AC/16/2
Annexe IV, page 4

L'institution chargée de vérifier les comptes peut aussi aider les organisations à anticiper les événements en recensant les tendances et en focalisant leur attention sur les nouveaux défis avant qu'ils ne deviennent des crises, ce qui aide à la prise de décisions.

7. Code de conduite

La conduite des vérificateurs des comptes devrait être irréprochable à tout moment et en toutes circonstances. Les institutions de contrôle des finances sont tenues d'adhérer au code de déontologie de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) ou à une autre approche systématique en matière de déontologie.

8. Objectivité, intégrité et honnêteté

Les institutions de vérification des comptes sont tenues d'adhérer totalement aux principes d'objectivité, d'intégrité et d'honnêteté pour inspirer la confiance du public. Pour préserver ces trois principes, ces institutions s'acquittent de leur mission et prennent des décisions conformément à l'intérêt général de ceux et celles qui s'appuient sur leurs rapports, y compris le public.

En accomplissant leur mission, les institutions de contrôle des finances renforcent la gestion publique. En veillant au respect de l'obligation de rendre des comptes, en protégeant les valeurs fondamentales de l'administration, en assurant des services de supervision, de conseil et de prévision, les vérificateurs des comptes aident les gestionnaires et les fonctionnaires à gérer les affaires publiques de façon transparente, équitable et honnête, tout en s'acquittant de leur propre mission avec la plus grande intégrité.

9. Du principe de responsabilité à une bonne gestion

Dans le sens classique et formel, le principe de responsabilité publique peut être défini comme l'obligation des organismes publics de rendre publiquement compte de l'exercice de leurs responsabilités à ceux qui les leur ont confiées et d'en répondre devant ces derniers.

Dans un sens plus moderne et ouvert, il peut être défini comme une relation sociale dans laquelle un organisme public ressent l'obligation d'expliquer et de justifier publiquement sa conduite à qui de droit.

La responsabilité à l'égard du public a trois fonctions principales (Bovens, 2005) :

- contrôle démocratique : elle fournit aux représentants politiques et aux électeurs les informations nécessaires pour juger de l'équité, de l'efficacité et de l'efficience de la gestion. En conséquence, la responsabilité à l'égard du public peut être définie comme une caractéristique d'une gestion démocratique et une condition sine qua non pour cette dernière;
- renforcement de l'intégrité : le caractère public de cette responsabilité constitue une garantie contre la corruption, le népotisme, l'abus de pouvoir et d'autres formes de comportement inapproprié;

WO/AC/16/2
Annexe IV, page 5

- amélioration des résultats : elle stimule l'apprentissage individuel ou institutionnel.

Ensemble, ces trois fonctions créent une quatrième fonction de responsabilité à l'égard du public : la préservation ou le renforcement de la légitimité de la gestion publique.

Par leur attachement au principe de responsabilité à l'égard du public, les institutions de contrôle des finances consolident toutes ces dimensions de la gestion publique et, ce faisant, améliorent la qualité et stimulent la vitalité de la démocratie, ce qui nous amène à la notion de bonne gestion, dont la responsabilité à l'égard du public représente un aspect important.

Cette notion se trouve au cœur du travail de toute institution de vérification des comptes. À cet égard, la définition qu'en donnent les Nations Unies constitue un bon point de départ, qui se fonde sur huit caractéristiques :

- | | |
|---------------------|---|
| Démocratie : | 1. Participation
2. Recherche du consensus |
| Respect de la loi : | 1. Appliquer la loi
2. Impartialité et ouverture |
| Fonctionnement : | 1. Régi par la demande
2. Efficacité et efficience |
| Résultats : | 1. Transparence
2. Responsabilité |

Le vérificateur externe des comptes, l'auditeur interne et le Comité d'audit de l'OMPI devraient avoir pour objectif d'examiner et d'améliorer la régularité, l'efficience, l'efficacité et l'intégrité de l'administration de l'OMPI.

À cet égard, nous fournissons à l'Assemblée générale, à la direction et aux parties prenantes des informations basées sur les audits et les données d'expérience des audits ou de supervision.

En principe, les informations sont généralement aussi à la disposition du public. De plus, le vérificateur externe des comptes, l'auditeur interne et le Comité d'audit de l'OMPI ont tous trois le devoir de contribuer à une bonne administration publique en communiquant des informations et en collaborant avec des confrères à Genève ou à New York.

À titre personnel, je crois que la qualité, la fiabilité et la faisabilité sont les principaux facteurs de nos produits et de notre indépendance et que l'efficience et l'efficacité caractérisent nos méthodes de travail.

WO/AC/16/2
Annexe IV, page 6

10. Stratégie : accent mis sur les performances et le fonctionnement de l'administration publique

Les administrations de vérification de comptes concentrent leurs efforts sur les performances et le fonctionnement de l'administration (publique). Tous nos audits examinent les questions relatives à la pérennité des finances publiques, les besoins d'information de l'Assemblée générale, la fragmentation des politiques générales et de leur mise en œuvre, les répercussions des politiques générales à l'échelle des Nations Unies et l'intégrité.

Les activités liées aux performances sont axées sur les politiques générales et leur mise en œuvre – et les liens entre elles – par la haute direction et les institutions qui y sont associées. À cet égard, les éléments clés d'une bonne gestion sont un fonctionnement régi par la demande ainsi que l'efficacité et l'efficacités. Par conséquent, nos audits cherchent à déterminer :

- si l'OMPI, dans sa politique, est sensible aux besoins des États membres et des parties prenantes;
- si la politique de l'OMPI est réalisable et exécutoire (efficacité de la politique);
- si la politique efficace et efficiente;
- si l'organisme public, par exemple, l'OMPI est capable de mettre en place des dispositifs d'apprentissage.

En outre, certaines des priorités établies par l'OMPI consistent à tirer le meilleur parti de sa capacité limitée. En ce qui concerne l'audit, l'ordre du jour pourrait se limiter à des domaines qui dépendent, pour l'essentiel, des performances.

Cette capacité limitée détermine la nécessité d'établir des priorités. Le travail d'audit relatif au fonctionnement de l'administration (publique) est centré sur la transparence et la responsabilité. Une des principales activités en la matière est l'audit de régularité annuel/semestriel, qui cherche à déterminer :

- si les personnes concernées ont accès aux informations pertinentes;
- si le budget et le rapport annuel sont raisonnables;

11. Travail de vérification des comptes efficace

Le travail accompli dans les deux domaines stratégiques doit produire des résultats qui peuvent être utilisés – et le sont dans la pratique – par la gestion et l'Assemblée générale. À cet effet, l'accent est mis sur la qualité et le choix du sujet, le moment choisi pour les audits et leur accessibilité. Les institutions de vérification des comptes ne fonctionnent pas de manière isolée. Le contrôle de la communication, la gestion des comptes et l'échange d'informations permettent de rester en contact permanent avec l'environnement extérieur.

WO/AC/16/2
Annexe IV, page 7

Conclusion

Les considérations qui précèdent invitent les institutions de vérification des comptes à examiner et à fixer les priorités. Ces considérations sont également une invitation, adressée à la haute direction de l'OMPI, à examiner les caractéristiques d'une bonne gestion.

[Fin de l'annexe IV et du document]

F

OMPI



WO/AC/15/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 23 décembre 2009

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI

Quinzième réunion

Genève, 30 novembre – 4 décembre 2009

RAPPORT

adopté par le Comité d'audit

TABLE DES MATIÈRES

	Paragraphe(s)
Introduction	1
Points de l'ordre du jour	
Point 1 : Adoption de l'ordre du jour	2
Point 2 : Organisation du travail du Comité d'audit de l'OMPI et de son fonctionnement	3 à 6
A. Réunion tripartite, 3 septembre 2009	3
B. Réunion avec le directeur général, 22 octobre 2009	4
C. Lettre du directeur général sur la divulgation financière/déclaration d'intérêts.....	5
D. Règlement intérieur du Comité d'audit de l'OMPI	6

WO/AC/15/2
page 2

Point 3 :	Faits nouveaux concernant le programme de réorientation stratégique	7 à 30
	A. Lettre du directeur général	9 à 19
	B. Programme de cessation volontaire de service	20 à 23
	C. Révision du Statut et Règlement du personnel	24 à 26
	D. Déontologie et intégrité.....	27 à 30
Point 4 :	Contrôle interne	31 à 62
	A. Rapports d'audit interne.....	33 à 38
	B. Validation du rapport sur l'exécution du programme	39 à 43
	C. Rapport du vérificateur externe des comptes sur la fonction d'audit interne	44 à 50
	D. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision	51 à 55
	E. Enquête.....	56 à 62
Point 5 :	Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS)	63 à 66
Point 6 :	Projets de nouvelles constructions	67 à 71
Point 7 :	Réunion avec le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU	72 à 79
Points 8 et 9 :	Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI et réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI.....	80 à 105
Point 10 :	Élection du président et du vice-président	106 et 107
Point 11 :	Questions diverses	108 à 110
	A. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes.....	108
	B. Prochaine réunion du Comité d'audit de l'OMPI.....	109 et 110
Annexe I :	Ordre du jour adopté par le comité	
Annexe II :	Règlement intérieur du Comité d'audit de l'OMPI	
Annexe III :	Liste des documents	
Annexe IV :	Liste des participants de la réunion du Comité d'audit de l'OMPI avec les représentants des États membres	
Annexe V :	Extrait "IX. Secrétaire du Comité" du Règlement intérieur du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU (IAAC)	

INTRODUCTION

1. Le Comité d'audit de l'OMPI (ci-après dénommé "comité") a tenu sa quinzième réunion du 30 novembre au 1^{er} décembre 2009. Étaient présents MM. Pieter Zevenbergen (président), George Haddad (vice-président), Geoffrey Drage, Gong Yalin, Akuetey Johnson, Akeem Oladele, Khalil Issa Othman, Igor Shcherbak et Gian Piero Roz.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2. Le comité a adopté le projet d'ordre du jour sous réserve de certaines modifications (annexe I).

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR

ORGANISATION DU TRAVAIL DU COMITÉ D'AUDIT ET DE SON FONCTIONNEMENT

A. Réunion tripartite, 3 septembre 2009

3. Le 3 septembre 2009, s'est tenue au siège de l'OMPI une réunion tripartite à laquelle ont participé M. Francis Gurry, directeur général, M. Kürt Grüter, vérificateur externe des comptes, M. Nick Treen, directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes, et M. Pieter Zevenbergen, président du comité. Le comité a pris note du projet de compte rendu de cette réunion établi par le directeur général et de la communication du président aux membres du Comité d'audit. Le président du comité se mettra en rapport avec le vérificateur externe des comptes en vue d'obtenir la contribution du comité sur le projet de document du vérificateur externe des comptes contenant la définition des rôles respectifs du vérificateur externe des comptes, de la Division de l'audit et de la supervision internes et du comité, ainsi que des suggestions et propositions visant à améliorer la coopération et l'échange d'informations entre les trois fonctions d'audit et de supervision.

B. Réunion avec le directeur général, 22 octobre 2009

4. Le 22 octobre 2009, une réunion s'est tenue au siège de l'OMPI avec la participation de M. Francis Gurry, directeur général, M. Naresh Prasad, directeur exécutif et chef de cabinet, M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur), Mme Chitra Narayanswamy, conseillère principale, cabinet du directeur général, M. Pieter Zevenbergen, président du comité et M. Gian Piero Roz, membre du comité. Le comité a pris note d'un compte rendu de cette réunion établi par M. Roz.

WO/AC/15/2
page 4

C. Lettre du directeur général sur la divulgation financière/déclaration d'intérêts

5. Le comité a pris note de deux lettres du directeur général, datées du 19 juin 2009 et du 1^{er} octobre 2009, concernant les observations du comité à propos du document de travail WO/CC/61/4 "Divulgation financière/déclaration d'intérêts". Le comité est revenu sur ce sujet dans le cadre de l'examen des politiques relatives à la déontologie et à l'intégrité (voir les paragraphes 28 à 30).

D. Règlement intérieur du Comité d'audit de l'OMPI

6. Le comité a adopté le règlement intérieur, fondé sur le règlement intérieur du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU. Le règlement intérieur du comité, qui figure à l'annexe II du présent rapport, est entré en vigueur le 3 décembre 2009.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

**FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE PROGRAMME
DE RÉORIENTATION STRATÉGIQUE**

7. Les documents soumis au comité au titre de ce point de l'ordre du jour figurent à l'annexe III du présent rapport.

8. Le comité a rencontré trois fonctionnaires du Département de la gestion des ressources humaines à propos du programme de cessation volontaire de service et de la révision du Statut et règlement du personnel, à savoir : M. Miguel Figuerola, directeur, M. Svein Arneberg, directeur adjoint, et Mme Lise Ezana, chef de la Section administrative des ressources humaines. M. Edward Kwakwa, conseiller juridique, était aussi présent lors de la discussion sur l'examen des politiques relatives à la déontologie et à l'intégrité.

A. Examen de la lettre du directeur général

9. Le comité a accueilli favorablement la confirmation par le directeur général de la prise de fonctions de la nouvelle équipe de haute direction le 1^{er} décembre 2009.

10. Le comité s'est réjoui à l'idée d'une coopération fructueuse avec la nouvelle équipe, en particulier en ce qui concerne le programme de réorientation stratégique, à l'élaboration et à la mise en œuvre duquel l'équipe jouerait un rôle central à l'avenir.

11. Le comité s'est réjoui à la perspective de travailler avec M. Ramanathan Ambi Sundaram, sous-directeur général chargé de l'administration et de la gestion, qui, pour la première fois dans l'histoire de l'OMPI, serait responsable des services administratifs et des services de gestion de l'Organisation, et qui était chargé par le directeur général d'être le trait d'union entre l'Organisation et le comité.

WO/AC/15/2
page 5

12. Le comité a rappelé qu'à sa douzième réunion (mars 2009)¹, il a été convenu avec le directeur général que les rapports sur l'état d'avancement du programme de réorientation stratégique seraient présentés au comité deux fois par an à partir du mois de juin 2009. Il avait aussi été convenu que "les questions appelant un examen urgent du comité dans le cadre de son mandat pouvaient être étudiées en dehors de ces périodes".

13. Le comité a été tenu informé du programme de réorientation stratégique par le directeur général et des hauts fonctionnaires de l'OMPI pendant ses réunions de mars, juin et août 2009, en particulier à propos de projets précis. Le rapport reçu en novembre 2009 consistait en une lettre récapitulant les principales initiatives engagées en vue de l'examen initial du cadre stratégique de l'OMPI puis selon les trois axes du programme de réorientation stratégique.

14. Le comité a accueilli favorablement les informations fournies, qui complètent les séances d'information relatives aux différentes activités administratives connexes et l'examen de ces activités organisés pendant ses réunions antérieures. Il a apprécié en particulier les informations relatives aux initiatives prises dans des domaines d'activité essentiels de l'OMPI qui, bien que sortant du domaine de compétence du comité, aidaient les membres du comité à mieux situer les domaines qu'il était chargé de superviser dans le contexte général de la propriété intellectuelle. Le comité, estimant que ces informations étaient extrêmement utiles, apprécierait d'être tenu informé de ces initiatives ainsi que des progrès réalisés, à un niveau élevé, dans la perspective des futures réunions.

15. Toutefois, le comité a noté que ses recommandations relatives à l'élaboration d'un plan intégré complet et d'un ensemble d'orientations pour la mise en œuvre du programme de réorientation stratégique, indiquant, sur la base d'un calendrier commun, les liens réciproques entre les différents modules, les besoins sur le plan de l'organisation et des ressources, n'avaient pas encore eu de suite. Un tel plan avait été recommandé initialement par le comité en septembre 2007² en ce qui concerne le programme d'améliorations structurelles, à la suite de la conclusion de l'étude bureau par bureau, et la recommandation du comité avait été approuvée par l'Assemblée générale à sa trente-quatrième session³. La décision de l'Assemblée générale a été confirmée par le Comité du programme et budget et l'Assemblée générale, en 2008, comme étant applicable au programme de réorientation stratégique⁴.

16. Par conséquent, le comité a considéré que les informations fournies n'étaient pas suffisantes pour permettre de suivre et d'évaluer l'action engagée par le Secrétariat. Le comité a en outre estimé qu'un plan et des orientations détaillés et coordonnés, à un niveau élevé, auraient pu faciliter le travail de planification et la compréhension du processus par la nouvelle équipe de haute direction. Il a également estimé qu'un tel plan et que de telles orientations seraient extrêmement utiles pour faciliter le fonctionnement de l'Organisation en tant qu'entité unique et non pas comme une série de compartiments étanches.

¹ Paragraphe 9 du document WO/AC/12/2.

² Paragraphe 24 du document WO/AC/6/2.

³ Paragraphe 34 du document WO/GA/34/16.

⁴ Paragraphes 48 à 50 du document A/46/12.

WO/AC/15/2
page 6

17. Le comité a pris note de la déclaration du directeur général selon lequel un “inventaire détaillé à l’échelle de l’Organisation de l’ensemble des activités et projets actuels et prévus, avec indication des responsabilités et des calendriers provisoires”, serait soumis au comité à sa session de printemps 2010, époque à laquelle la phase de transition suivant la prise de fonctions de la nouvelle équipe de haute direction serait achevée.

18. Le comité souhaite que cet inventaire soit établi selon une série de critères déjà mentionnés⁵, comprendra une évaluation des risques pour chaque activité, étant entendu que devra être indiquée la façon dont chaque risque sera atténué, et établira aussi un lien entre les activités et les neuf objectifs du nouveau cadre stratégique de l’OMPI.

19. Le comité a noté dans la lettre que “l’examen initial de la structure et des effectifs de plus de 70% des services de l’Organisation” était “achevé, les modifications correspondantes ayant été mises en œuvre grâce à une série d’ordres de service concernant la réorganisation”. Un tel examen semblait conforme aux recommandations formulées par le Corps commun d’inspection en 2005⁶ et aux conclusions de l’étude bureau par bureau réalisée par PricewaterhouseCoopers. Toutefois, à ce jour, aucune information n’a été communiquée au comité sur la méthode et le résultat de cet examen. Le comité escompte recevoir des informations complètes sur cette action à sa prochaine réunion, en avril 2010.

B. Programme de cessation volontaire de service

20. Le comité a accueilli avec satisfaction le rapport sur l’état d’avancement du programme de cessation volontaire de service présenté par le directeur du Département de la gestion des ressources humaines (DGRH). Le comité a rappelé que le Comité de coordination lui avait demandé de superviser le programme⁷. Compte tenu de la chronologie du programme et du calendrier et de la fréquence des réunions du comité, il ne pourra procéder qu’à une analyse a posteriori de la mise en œuvre du programme⁸.

21. Des renseignements ont été communiqués au sujet du nombre total de candidats, par nationalité, sexe, âge, grade, type de programme et nombre moyen d’années de service. Le comité a aussi été informé du processus suivi par le groupe d’évaluation et des renseignements abondants fournis aux membres du personnel intéressés.

22. Le comité a pris note des éléments suivants :

- a) il ne lui a pas été communiqué de renseignements en ce qui concerne l’incidence financière estimative actuelle du programme, compte tenu du nombre de demandes reçues et du nombre déjà acceptées, par plus que sur l’incidence de ces dépenses sur les provisions constituées au titre des prestations dont bénéficient les fonctionnaires pour couvrir les obligations de l’Organisation compte tenu des

⁵ Il devra être précis, mesurable, atteignable, réaliste, en temps opportun et cohérent.

⁶ Rapport JIU/REP/2005/1.

⁷ Document WO/CC/61/6.

⁸ Paragraphe b du document WO/AC/14/2.

WO/AC/15/2
page 7

droits acquis du personnel dans la perspective d'une cessation de service. Le comité escompte recevoir ces renseignements à sa prochaine réunion prévue en avril 2010;

- b) le nombre de demandes reçues a dépassé les attentes;
- c) presque la moitié des demandes ont été examinées et le processus d'examen s'est déroulé en fonction de la date de cessation de service demandée;
- d) afin de mieux évaluer l'incidence du programme, il serait utile de rapporter le nombre de demandes présentées par catégorie au nombre total de fonctionnaires par catégorie et par service; et
- e) il ne semblait pas y avoir de lien entre "l'examen initial de la structure et des effectifs" mentionné dans la lettre du directeur général datée du 14 septembre 2009 et les critères utilisés pour évaluer les demandes visant à bénéficier du programme de cessation volontaire de service.

23. Le comité souhaite disposer des dernières informations disponibles sur le programme à sa prochaine réunion.

C. Révision du Statut et Règlement du personnel

24. Le directeur du DGRH a fait un rapport verbal sur l'état d'avancement de la révision du Statut et Règlement du personnel. Il a informé le comité que la principale préoccupation du personnel résidait dans les droits que les membres du personnel conserveraient dans le cadre des nouvelles dispositions contractuelles.

25. Le comité a été informé de ce que le DGRH procédait actuellement à un inventaire de toutes les activités nécessaires pour achever la révision et la mise en œuvre du Statut et Règlement du personnel, y compris l'élaboration d'un manuel administratif qui, étant donné qu'il englobera tous les secteurs administratifs, nécessitera une coordination complexe au sein du secteur responsable de l'administration et de la gestion. Il a été informé en outre du fait que les activités relatives à ce projet prendraient de deux à trois ans et nécessiteraient des ressources supplémentaires dont ne disposait pas actuellement le DGRH en quantité et en compétences.

26. Le comité a noté avec satisfaction que sa recommandation⁹ selon laquelle des renseignements sur ce projet devaient être largement communiqués au personnel avait été mise en œuvre et que deux réunions publiques avaient eu lieu.

⁹ Paragraphe 11 du document WO/AC/14/2.

WO/AC/15/2
page 8

Recommandation

27. Le comité recommande que, comme cela est indiqué dans le rapport de la quatorzième réunion¹⁰, le plan du DGRH devrait être élaboré en fonction des mots d'ordre recommandés¹¹, et comprendre un registre des risques complété par une indication des mesures à prendre pour atténuer les risques, ainsi qu'une estimation des ressources nécessaires pour achever le projet, sur le plan de la quantité, des coûts et des compétences. Le plan devrait être soumis au comité pour sa prochaine réunion prévue en avril 2010.

D. Déontologie et intégrité

28. Le comité a pris note de deux lettres du directeur général dans lesquelles il répond à des observations formulées par le comité, à sa demande, à propos du système de déclaration de situation financière, et il informe le comité de la diffusion d'un ordre de service y relatif en septembre 2009¹².

29. Le comité a été informé par le conseiller juridique de ce qu'une quinzaine de formulaires de déclaration d'intérêts avaient été reçus et que les enveloppes cachetées seraient transmises à l'administrateur chargé des questions d'éthique professionnelle dès que le Bureau de la déontologie serait créé. Le comité a été en outre informé de ce qu'aucun élément nouveau n'était intervenu à la suite d'une étude réalisée par un consultant pour la Division de l'audit et de la supervision internes, et achevée au début de 2009, en attendant la création du poste d'administrateur chargé des questions d'éthique professionnelle à l'OMPI.

30. Le comité continuera à suivre très attentivement l'élaboration de principes de déontologie et d'intégrité à l'OMPI et souhaite rencontrer l'administrateur chargé des questions d'éthique professionnelle à sa prochaine réunion, en avril 2010.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

CONTRÔLE INTERNE

31. Les documents présentés au comité au titre de ce point de l'ordre du jour figurent à l'annexe III du présent rapport.

32. Des informations et des explications ont été données au comité, dans leur domaine de responsabilité respectif, par M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur) Département de la gestion des finances, du budget et du programme, Secteur des affaires générales et de l'administration; M. Miguel Figuerola, directeur du Département de la gestion des ressources humaines; M. Wei Lei, directeur des services informatiques, Département des technologies de l'information et de la communication; Mme Janice Cook Robbins, chef des services des finances, Département de la gestion des finances, du budget et du programme,

¹⁰ Paragraphes 9.a) et 10 du document WO/AC/14/2.

¹¹ Précis, mesurable, atteignable, réaliste, en temps opportun et cohérent.

¹² Ordre de service n° 57/2009.

WO/AC/15/2
page 9

Secteur des affaires générales et de l'administration; M. Tuncay Efendioglu, administrateur principal à l'audit interne, Division de l'audit et de la supervision internes; Mme Neila Krifi, chef de la Section des voyages et de l'administration des missions, Division des achats et des voyages, Secteur des affaires générales et de l'administration;
Mme Julia del Carmen Flore Marfetan, administratrice principale chargée de l'évaluation, Division de l'audit et de la supervision internes; Mme Dominique Vesin, assistante administrative principale, Section administrative des ressources humaines, et
Mme Natalia Gorokhova, consultante, Groupe Flexitime, Section administrative des ressources humaines.

A. Rapports d'audit interne

33. Les rapports d'audit interne "Audit of Payroll in WIPO" et "Audit of Travel and Mission Support in WIPO" ont été examinés par le comité pendant des réunions précédentes¹³; le comité les a jugés utiles, estimant qu'ils contenaient des recommandations pertinentes. Préoccupé par les conclusions, le comité avait demandé de rencontrer tous les fonctionnaires responsables.

34. En plus de ses observations formulées à ces douzième et quatorzième réunions, le comité a noté les éléments ci-après :

- a) le nouveau directeur général a diffusé une série d'ordres de service et de directives internes pour limiter les coûts liés aux voyages. Certaines mesures ont été approuvées, ainsi que cela est nécessaire, par le Comité de coordination, ce qui a entraîné des modifications du Statut et Règlement du personnel;
- b) le directeur de la DGRH a refusé d'autoriser le paiement d'heures supplémentaires au-delà du nombre maximal d'heures fixé par le Statut et Règlement du personnel;
- c) les deux rapports d'audit portent sur des processus horizontaux comportant des actions menées sous la responsabilité de services différents au sein du Secteur de l'administration et de la gestion tout en relevant aussi des chefs de programme. D'une façon générale, il était clair que le principe de la reddition de comptes n'était pas appliqué de façon adéquate;
- d) bien que les rapports d'audit sur les états de paye et les voyages aient été diffusés plus de huit et quatre mois plus tôt respectivement, aucun plan d'action global n'a été élaboré en vue de remédier aux lacunes recensées;
- e) la réorganisation, l'absence du sous-directeur général et les vacances à des postes clés tels que celui de directeur du DGRH, ont eu un effet sur le travail du Secteur de l'administration et de la gestion, et ont peut-être retardé l'examen des rapports;

¹³ Le rapport relatif aux voyages et à l'administration des missions a été examiné pendant les douzième et quatorzième réunions du comité et le rapport relatif aux audits des états de paye l'a été à la quatorzième réunion du comité.

WO/AC/15/2
page 10

- f) les règles relatives aux voyages et, en particulier, les ordres de service s'y rapportant, étaient vagues et incomplets, ce qui pouvait rendre ces textes difficiles à interpréter par le personnel;
- g) les règles relatives aux heures supplémentaires donnant droit à un congé de compensation peuvent ne pas être applicables selon le type de travail;
- h) l'application correcte des règles et règlements relatifs aux voyages et aux heures supplémentaires ainsi que la majorité des points mentionnés dans les rapports d'audit relevait principalement de la responsabilité des chefs de programme; et
- i) le rapport d'audit sur les états de paye portait principalement sur la gestion des heures supplémentaires et du système d'horaire variable et non pas sur les états de paye proprement dits.

35. Le comité a estimé que la réunion de tous les services administratifs sous un seul sous-directeur général chargé de l'administration et de la gestion permettrait de résoudre plus facilement les problèmes rencontrés dans le cadre de processus horizontaux, par exemple en ce qui concerne les voyages et les heures supplémentaires.

36. Le comité rencontrera le directeur de la Division des achats et des voyages à sa prochaine réunion prévue en avril 2010 afin d'envisager une éventuelle révision des règlements, règles et procédures relatives aux voyages.

Recommandations

37. Le comité recommande que :

- a) le nouveau sous-directeur général chargé de l'administration et de la gestion envisage de nommer un gestionnaire dans son secteur comme fonctionnaire responsable des opérations relatives aux voyages et aux heures supplémentaires respectivement pour assurer une coordination continue et efficace des opérations;
- b) des plans d'ensemble soient établis par le Secteur de l'administration et de la gestion en vue de la mise en œuvre coordonnée des recommandations relatives à l'audit;
- c) les contrôles concernant les congés dans les foyers combinés avec des missions officielles et les missions officielles dans les pays d'origine soient renforcés et, le cas échéant, les règles et procédures soient modifiées et communiquées au gestionnaire et au personnel; et
- d) une séance d'information à l'intention des chefs de programme soit organisée de toute urgence en ce qui concerne les voyages et les heures supplémentaires pour faire en sorte qu'ils soient pleinement informés des règlements et des règles applicables et du fait qu'ils sont responsables de l'utilisation des ressources qui leur sont attribuées dans ces domaines.

WO/AC/15/2
page 11

38. Le comité a pris note du rapport intitulé “Final Audit Report on the PCT Revenue Generation Process” (rapport final d’audit sur le processus de création de recettes au titre du PCT). Ce rapport sera inscrit à l’ordre du jour de la prochaine réunion du comité qui doit se tenir en avril 2010; les gestionnaires et les fonctionnaires de l’OMPI responsables seront invités à participer à cette réunion pour informer le comité des derniers éléments relatifs à la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport.

B. Validation du rapport sur l’exécution du programme

39. En l’absence de M. Nick Treen, Directeur de la Division de l’audit et de la supervision internes, pour cause d’hospitalisation, les informations ont été communiquées au comité par Mme Julia del Carmen Flore Marfetan, administratrice principale chargée de l’évaluation, Division de l’audit et de la supervision internes.

40. Le comité a noté que la validation était limitée dans son champ d’application et ne présentait donc une utilité restreinte en tant que moyen de garantir de façon raisonnable aux parties prenantes que les résultats indiqués dans le rapport sur l’exécution du programme en 2008 avaient effectivement été atteints.

41. Malgré la réserve susmentionnée, le comité a noté que le rapport de validation avait permis une évaluation de la qualité des données nécessaires et des informations requises pour valider les résultats obtenus. Ces informations concernent la clarté des définitions des termes, les objectifs et les résultats attendus ainsi que les liens entre eux et les activités menées, ainsi que la pertinence et le caractère mesurable des indicateurs de performance retenus.

42. Le comité a estimé que les constatations et les conclusions formulées dans le rapport de validation pourraient servir à améliorer l’établissement du programme et des rapports sur l’exécution du programme.

Recommandation

43. Le comité recommande que les constatations figurant dans le rapport de validation soient portées à l’attention des chefs de programme, en particulier les aspects relatifs à la qualité des données et des informations nécessaires aux fins de la validation.

C. Rapport du vérificateur externe des comptes sur l’évaluation de la fonction d’audit interne

44. Le comité a pris note du rapport du vérificateur externe des comptes (Contrôle fédéral des finances de la Confédération Suisse) achevé le 31 juillet 2009.

45. La fonction d’audit interne à l’OMPI a été évaluée conformément au Règlement financier et au Règlement d’exécution du Règlement financier de l’Organisation et aux normes professionnelles internationales pour la pratique de l’audit interne. Cette évaluation a été réalisée en vue de vérifier si les normes internationales étaient respectées et n’a pas porté sur le contenu ni sur les domaines connexes.

WO/AC/15/2
page 12

46. Le comité a noté que l'évaluation semblait ne pas tenir compte des nombreuses recommandations qu'il avait formulées en ce qui concerne la fonction d'audit interne, le rapport ne contenant aucune référence à ces recommandations.

47. Le rapport soulignait les possibilités d'améliorer l'audit, quant à la forme, par rapport à chacune des normes afin de remplir les conditions exigées, même si le pourcentage global des normes appliquées dépasse déjà les 80%.

48. Le comité a fait siennes les recommandations de l'auditeur externe et a souligné la recommandation selon laquelle le plan d'audit devrait être lié à une évaluation des risques auxquels l'OMPI fait face.

49. Le comité a souhaité en outre souligner la nécessité d'achever le manuel d'audit et de le publier sur l'Intranet afin d'accroître la visibilité de la Division et de faciliter la communication entre l'auditeur et l'entité objet de l'audit.

Recommandation

50. Le comité recommande que la Division de l'audit et de la supervision internes mette au point, dès que possible, le programme de travail 2010/2011, compte tenu d'une évaluation des risques et, dans la mesure du possible, de la mise en œuvre des résultats de l'évaluation.

D. État de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision

51. En l'absence du directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes, M. Tuncay Efendioglu, administrateur principal à l'audit interne, Division de l'audit et de la supervision internes, a donné des informations au comité.

52. Le comité a été informé du fait que l'élaboration d'une base de données Microsoft Access en ce qui concerne les recommandations relatives à la supervision n'a pas pu être achevée compte tenu de priorités de travail plus urgentes dans la Division de l'informatique. Il a en outre été indiqué au comité que cette partie du projet devrait être terminée à la fin du mois de février 2010.

53. Le comité a souligné que l'élaboration d'une telle base de données pour la longue liste de recommandations en suspens devrait faciliter la communication avec les gestionnaires responsables. Il a noté toutefois que le recours à l'informatique devrait être complété par un ordre de service soulignant la responsabilité des gestionnaires en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision. Cette double démarche contribuerait à réduire le nombre de recommandations en suspens.

54. Le comité a décidé qu'il examinerait lui-même ses propres recommandations demeurées en suspens afin de réduire le nombre de recommandations de ce type et d'établir un ordre de priorité.

Recommandation

55. Le comité recommande que la Division de l'audit et de la supervision internes s'emploie à grouper les recommandations en suspens et à établir un ordre de priorité aux fins d'examen par le comité à sa prochaine réunion en avril 2010.

E. Enquêtes

56. Le comité a examiné le rapport de synthèse trimestriel de la Division de l'audit et de la supervision internes pour la période juillet-septembre 2009. En l'absence du directeur de cette division, il a pris note des renseignements contenus dans ce rapport mais n'a pu l'analyser de façon approfondie.

57. Le comité a noté que la plupart des enquêtes n'avaient pas pu être achevées pendant la période allant de juillet à septembre.

58. Le comité a aussi noté que des dossiers soumis à enquête seraient bouclés à la fin de l'année.

59. Le comité a été informé du fait que le manuel sur la réalisation des enquêtes n'était pas encore prêt et qu'un consultant extérieur avait été recruté pour élaborer un projet.

60. Le comité prévoit qu'un projet de manuel relatif à la réalisation d'enquêtes sera prêt suffisamment tôt pour qu'il puisse l'examiner à sa prochaine réunion en avril 2010 et il souhaiterait que le Bureau du conseiller juridique et le Département de la gestion des ressources humaines apporte leur participation à cet égard.

Recommandations

61. Conformément aux observations et aux recommandations formulées à ses quatrième, douzième, treizième et quatorzième réunions¹⁴, le comité recommande que le manuel relatif à la réalisation d'enquêtes soit terminé et qu'il soit présenté avec un projet de politique à suivre en matière d'enquêtes.

62. Le comité recommande en outre que les dossiers soumis à enquête soient bouclés, qu'ils soient mentionnés dans le rapport annuel sur les enquêtes pour 2009, et prévoit de recevoir le rapport 2009 suffisamment tôt avant sa prochaine réunion prévue en avril 2010.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

**NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES DU SECTEUR PUBLIC
(NORMES IPSAS)**

63. Des informations et des explications ont été données au comité par M. Philippe Favatier, directeur financier (contrôleur), et Mme Janice Cook Robbins, chef des services des finances, Département de la gestion des finances, du budget et du programme, Secteur des affaires générales et de l'administration. Le comité a pris note du contenu de la lettre envoyée par M. Favatier à la suite des observations formulées par le comité dans son quatorzième rapport.

¹⁴ Paragraphe 13.c) du document WO/AC/4/2, paragraphes 15 et 19.c) du document WO/AC/12/2, paragraphe 19.b) du document WO/AC/13 et paragraphe 26 à 30 et 40.a) du document WO/AC/14/2.

WO/AC/15/2
page 14

64. Un exposé a été présenté au comité sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des normes IPSAS.

65. Le comité a appris avec satisfaction que la mise en œuvre du projet IPSAS était toujours prévue pour 2010. Les éléments ci-après ont notamment été notés :

- a) Des consultations étaient en cours avec le vérificateur externe des comptes en ce qui concerne la conformité des principes de comptabilité internes de l'OMPI avec les normes IPSAS, s'agissant plus particulièrement du traitement des recettes issues du PCT. Il a été indiqué au comité qu'il était actuellement estimé que ces recettes ne seraient pas inscrites comme revenu dans les comptes jusqu'à la date de la publication du brevet, environ 18 mois après le paiement de la taxe de dépôt. Dans la réalité, cela signifie que l'argent reçu de chaque déposant est conservé comme créance à titre de prépaiement jusqu'à la date à laquelle le brevet du déposant est publié, date à partir de laquelle le montant en question est considéré comme recette. Selon les principes IPSAS, la première année des comptes établis selon les normes IPSAS indiquerait une réduction de recettes sensible et une augmentation correspondante des dettes. La diminution était beaucoup plus modeste dans le cadre du système de Madrid, le report des recettes devant se limiter à environ 30 jours. La discussion avec le vérificateur externe des comptes a aussi porté sur la question de savoir si une analyse des composantes serait nécessaire en ce qui concerne l'évaluation des bâtiments existants. Si le vérificateur externe des comptes insiste sur la nécessité de recourir à une "approche par composante", l'Organisation demandera à un professionnel de déterminer s'il est effectivement réalisable d'évaluer les bâtiments de l'OMPI par composante. Si tel est le cas, cela pourrait signifier que les différentes composantes se verront attribuer une durée de vie utile individuelle, qui pourrait donc accroître la dotation annuelle aux amortissements (si, par exemple, la structure d'un bâtiment à une vie utile de 50 ans mais que les ascenseurs n'ont une durée de vie que de 35 ans). Le comité a aussi été informé du fait qu'il était maintenant escompté que la comptabilité selon les normes IPSAS aurait pour effet direct de réduire les réserves de l'OMPI de 21 millions de francs suisses.
- b) Aucun changement n'était actuellement prévu en ce qui concerne la convention comptable du programme et budget biennal hormis une division en deux fois 12 mois. Il a été indiqué au comité que, selon les normes IPSAS, il était nécessaire d'établir des états financiers annuels qui devraient contenir un état de rapprochement avec le budget pour l'année examinée. Le comité a souligné que les comptes biennaux devraient être liés au programme et budget approuvé pour faciliter l'examen par les États membres du travail réalisé par le Secrétariat.
- c) Aucun changement immédiat n'a été envisagé en ce qui concerne le rapport sur l'exécution du programme par suite de l'introduction des normes IPSAS. L'attention du comité a toutefois été attirée sur le fait qu'il pourrait être envisagé de lier le rapport sur l'exécution du programme aux comptes annuels pour l'exercice biennal 2012-2013. Les codes d'activité indiqués dans le plan comptable pourraient être utilisés à cet égard. Le comité reviendra sur cette question à sa prochaine réunion.

WO/AC/15/2
page 15

- d) Il a été indiqué au comité que les principaux risques en ce qui concerne la mise en œuvre des normes IPAS résidaient dans l'établissement d'un registre fiable et détaillé des actifs et dans la nécessité de convaincre le vérificateur externe des comptes que les nouvelles politiques comptables étaient conformes aux critères applicables dans le cadre des normes IPSAS. En ce qui concerne le nouveau registre des actifs, le comité a été informé du fait que tout retard dans l'établissement de ce registre pourrait être atténué par une utilisation en parallèle avec le système existant. Quant à la conformité des politiques comptables avec les critères applicables dans le cadre des normes IPSAS, les consultations avec le vérificateur externe des comptes étaient à un stade avancé.
- e) Le comité a aussi été informé du fait que le Conseil des normes IPSAS, qui comprend deux observateurs du système de l'ONU, continue d'élaborer de nouvelles normes.
- f) Le comité a noté en outre que des données supplémentaires devraient être incorporées dans le système financier AIMS à partir d'autres systèmes. Le comité a estimé que cela pourrait constituer un risque majeur et aimerait avoir des informations sur le sujet à sa prochaine réunion.

66. Le comité entend être tenu au courant de la progression de la mise en œuvre des normes IPSAS à sa seizième réunion, en avril 2010.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

PROJETS DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS

67. Les documents présentés au comité au titre de ce point de l'ordre du jour figurent dans l'annexe III du présent rapport.

68. Des informations et des explications ont été données verbalement au comité par Melle Boutillon, secrétaire du Comité de la construction, M. Alfio Favero, consultant à la Section des projets de nouvelles constructions, Division des bâtiments, Secteur des affaires générales et de l'administration, et M. Jean-Daniel Fehr, directeur général du projet, Burckhardt+Partner SA (ci-après dénommé "pilote").

69. Le Secrétariat et le pilote ont informé le comité des éléments nouveaux relatifs aux projets de nouvelles constructions.

70. Le comité a noté notamment les éléments ci-après :

- a) Les autorités municipales chargées de la lutte contre le feu et de la sécurité ont récemment demandé que soient modifiées les caractéristiques en ce qui concerne les cloisons des bureaux et les rideaux pare-flammes, bien que l'OMPI ait obtenu en 2007 les autorisations concernant les plans globaux et détaillés. Alors que l'achèvement du nouveau bâtiment administratif était prévu pour le

WO/AC/15/2
page 16

8 octobre 2010, l'entreprise générale a indiqué que cette nouvelle exigence pourrait légèrement retarder la date d'achèvement des travaux. Les discussions se poursuivaient avec les autorités locales. Des discussions étaient également en cours entre le pilote et l'entreprise générale pour déterminer comment ce risque de retard pourrait être atténué, le résultat de ces discussions étant attendu pour le 15 février 2010 au plus tard.

- b) La provision pour imprévus n'a été que peu utilisée en ce qui concerne le stockage au niveau -4 et les normes de sécurité du système des Nations Unies (H-MOSS), et sur les 7,8 millions de francs suisses qui constituaient la provision initiale, il restait 6,6 millions de francs suisses pour couvrir les 12 derniers mois de la construction. Autrement dit, le montant restant correspondant aux dépenses budgétées pour le nouveau bâtiment administratif était d'environ 40 millions de francs suisses.
- c) L'occupation du nouveau bâtiment administratif une fois terminé devrait constituer une tâche importante et complexe. Cette tâche devrait durer environ trois mois et entraînerait le déplacement d'environ 500 personnes occupant des bureaux dans les bâtiments Procter & Gamble et CAM ainsi que le déménagement de matériel entreposé dans un bâtiment situé à la périphérie de Genève. Avant ce déménagement, d'ultimes modifications devront être réalisées en ce qui concerne la partition des bureaux. En outre, l'ensemble du mobilier et des services informatiques, de téléphonie et de sécurité devront être complètement installés et les installations de stockage aménagées. Des dispositions sont actuellement envisagées en vue de libérer les locaux loués à la mi-2011, sous réserve des clauses des baux de location.
- d) À la suite de l'approbation du projet de nouvelle salle de conférences par les États membres pendant les assemblées des États membres de l'OMPI tenues en septembre, des demandes de permis de construire ont été déposées en octobre pour la nouvelle salle de conférences et le nouveau centre d'accès; et, sauf contretemps, les autorisations devraient être obtenues en mars 2010. Des avis visant à susciter des expressions d'intérêt en vue de sélectionner l'entreprise générale pour la nouvelle salle de conférences ont été publiés et la date butoir pour les manifestations d'intérêt a été fixée au 14 décembre 2009. Les manifestations d'intérêt devraient être évaluées et transmises au Comité de sélection à la fin du mois de février ou au début du mois de mars 2010; des entreprises seront ensuite présélectionnées et le dossier d'appel d'offre leur sera transmis en juin, l'entreprise retenue étant choisie en novembre 2011.

71. Le comité a demandé d'être tenu de nouveau informé sur l'état d'avancement des projets de construction à sa prochaine réunion prévue pour avril 2010 et a demandé, à cet égard, que les éléments ci-après lui soient communiqués :

- a) une charte actualisée de la nouvelle construction tenant compte des modifications intervenues dans l'équipe de haute direction;

WO/AC/15/2
page 17

- b) des plans et des registres des risques actualisés à fournir par l'OMPI et le pilote, englobant le projet de nouvelle salle de conférence et le transfert du personnel dans le nouveau bâtiment;
- c) une synthèse des projections relatives aux flux de trésorerie, comprenant le projet relatif à la nouvelle salle de conférence; et,
- d) des assurances selon lesquelles de strictes mesures visant à garantir la sécurité de l'information ont été prises afin de préserver la totale confidentialité des procédures de sélection de l'entrepreneur et la confirmation que les clauses des contrats portant sur tous les aspects du projet relatif à la nouvelle salle de conférence sont conformes aux normes de l'ONU en matière de passation des marchés et aux règles de l'OMPI.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

RÉUNION AVEC LE COMITÉ CONSULTATIF INDÉPENDANT DE L'ONU POUR LES QUESTIONS D'AUDIT

72. Le 2 décembre, le comité a rencontré à Genève le Comité consultatif indépendant de l'ONU pour les questions d'audit et a procédé à un échange de vues quant au mandat respectif des deux comités.

73. Il a été noté que, parmi les comités d'audit existants dans le système de l'ONU, seul le Comité consultatif indépendant de l'ONU pour les questions d'audit ("comité consultatif indépendant de l'ONU"), le Comité d'audit du Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Comité d'audit de l'OMPI remplissent les conditions et les fonctions essentielles reconnues au niveau international pour un comité d'audit en ce sens que leurs membres sont élus par les États membres et relèvent directement de ces derniers et que la nature extérieure et indépendante des comités était reconnue.

74. Il a été noté en outre que le Comité d'audit de l'OMPI et le comité d'audit du FIDA comptent neuf membres, alors que le comité consultatif indépendant de l'ONU en comptait cinq.

75. Le Comité d'audit de l'OMPI a été informé par le président du comité consultatif indépendant de l'ONU du rôle stratégique joué par le secrétaire exécutif de ce comité au niveau du fonctionnement et des activités du comité (voir aussi le paragraphe 105 ci-après).

76. Le comité consultatif indépendant de l'ONU et le comité d'audit du FIDA sont des organes subsidiaires de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil d'administration du FIDA, respectivement, alors que le Comité d'audit de l'OMPI n'a pas encore un tel statut.

WO/AC/15/2
page 18

77. Le champ d'action des deux comités est différent. Ainsi que l'a indiqué le président du comité consultatif indépendant de l'ONU, son champ d'action se limite au Bureau de l'ONU des services de contrôle interne, auquel a été rajoutée plus récemment la gestion du risque d'entreprise. Le Comité d'audit de l'OMPI a un domaine d'activité plus large davantage conforme aux fonctions confiées normalement à des comités d'audit.

78. Les deux comités ont insisté sur l'importance de l'indépendance opérationnelle des fonctions d'audit interne dans leur organisation respective. Le comité consultatif indépendant de l'ONU a récemment établi une définition de l'"indépendance", qui sera examinée avec attention par le Comité d'audit de l'OMPI à sa prochaine réunion, au printemps 2010, en vue d'élaborer une éventuelle recommandation tendant à insérer cette définition dans la charte de l'audit interne de l'OMPI

79. Le comité consultatif indépendant de l'ONU a accueilli avec satisfaction le rapport sur l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI, qui pourrait se révéler utile dans le cadre du travail d'évaluation que ce comité réalisera en 2010.

POINTS 8 ET 9 DE L'ORDRE DU JOUR

SUIVI DE L'ÉVALUATION DU TRAVAIL ET DES ACTIVITÉS DU COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI; RÉUNION AVEC LES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES DE L'OMPI

Rappel des faits

80. Pour faire suite au rapport d'évaluation, le comité a été informé des débats et résultats de la quatorzième session du Comité du programme et budget (14 – 16 septembre 2009) et de la quarante-septième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI (21 septembre – 1^{er} octobre 2009).

81. L'ordre du jour du Comité du programme et budget comprenait deux points intéressant le comité :

“7 : Rapport du président du Comité d'audit de l'OMPI (exposé présenté oralement)

“8 : Composition du Comité d'audit de l'OMPI. Exposé présenté par le président [du Comité du programme et budget]”¹⁵

¹⁵ Document WO/PBC/14/1 Prov.

WO/AC/15/2
page 19

82. L'ordre du jour des assemblées de l'OMPI comprenait un point intéressant le comité :

“9 : Bilan du Comité d'audit de l'OMPI depuis 2008; composition du Comité d'audit de l'OMPI”,

avec mention des documents WO/GA/38/2 (“Bilan du Comité d'audit de l'OMPI depuis 2008”) et WO/GA/38/16 (“Composition du Comité d'audit de l'OMPI”)¹⁶.

83. Sur ces points, l'Assemblée générale est parvenue aux résultats suivants :

“L'Assemblée générale a décidé :

- “i) de renouveler le mandat de tous les membres du Comité d'audit jusqu'en janvier 2011;
- “ii) de réexaminer le processus de roulement et le nombre des membres du Comité d'audit en vue d'arrêter les modifications correspondantes à sa session de 2010;
- “iii) d'analyser les recommandations du Comité d'audit en vue de leur mise en œuvre, le cas échéant; et
- “iv) de créer un groupe de travail aux fins des alinéas ii) et iii) ci-dessus, composé de sept (7) coordonnateurs de groupe, des États membres intéressés, du Bureau du PBC et du président du Comité d'audit (ou du vice-président, en son absence). Le groupe de travail présentera sa recommandation au PBC à sa prochaine session (2010) afin de permettre aux États membres de choisir les nouveaux membres du Comité d'audit au mois de décembre”¹⁷.

Observations

84. Le Comité a pris note des points suivants :

- a) Le rapport d'évaluation du comité n'a pas été considéré comme un document du Comité du programme et budget mais comme un document de l'Assemblée générale en raison de la cote qui lui a été attribuée par le Secrétariat. Les rapports du comité sur ses douzième et treizième réunions n'ont pas été inscrits à l'ordre du jour du Comité du programme et budget, ce point ayant été classé comme exposé verbal sans renvoi aux documents eux-mêmes.
- b) Le comité n'avait pas, à ce moment, finalisé le rapport sur sa quatorzième réunion tenue en août, ce qui a donné lieu à un exposé verbal.
- c) Le Comité du programme et budget n'a eu que très peu de temps pour examiner le rapport du Comité d'audit. Les États membres ont bien noté que, dans l'avenir, le Comité du programme et budget aurait à s'organiser d'une manière plus rationnelle pour pouvoir traiter de manière plus équitable les points qui lui seraient soumis.

¹⁶ Page 7 du document A/47/1.

¹⁷ Paragraphe 30 du document WO/GA/38/16.

WO/AC/15/2
page 20

- d) Le Comité du programme et budget n'a pas été en mesure de parvenir à une recommandation durant sa session et son président a laissé aux coordonnateurs de groupe de l'OMPI le soin d'engager des négociations. Pour les résultats, voir les points 7 et 8 du document A/47/15 intitulé "Résumé des recommandations formulées par le Comité du programme et budget à sa quatorzième session, tenue du 14 au 16 septembre 2009".
- e) En ce qui concerne l'Assemblée générale, les représentants du comité ont attiré l'attention de ladite assemblée sur le fait que le document WO/GA/38/2 relatif au rapport d'évaluation
 - i) ne contenait pas les trois premières pages du rapport d'évaluation comprenant l'information selon laquelle le rapport avait été établi par le Comité d'audit lui-même, et
 - ii) dans son paragraphe de décision, invitait l'Assemblée générale à "prendre note du contenu de l'évaluation du travail et du fonctionnement du Comité d'audit de l'OMPI et des recommandations correspondantes, figurant aux paragraphes 72, 74 et 76 de l'annexe".

85. Les représentants du comité ont attiré l'attention du Secrétariat sur la première omission. Un rectificatif a été diffusé.

86. Les représentants ont aussi attiré l'attention de l'Assemblée générale et du Secrétariat sur le fait que le Comité du programme et budget et l'Assemblée générale ne se contentaient pas de "prendre note" des rapports et des recommandations du Comité d'audit mais qu'ils leur donnaient suite. Ils ont aussi demandé au conseiller juridique de se prononcer sur la question.

87. Malgré ce qui précède, il est regrettable que l'Assemblée générale ait pris note du rapport.

88. Un certain nombre d'États membres sont revenus sur le sujet au titre du point 14 intitulé "Programme et budget proposé pour l'exercice biennal 2010-2011" de l'ordre du jour des assemblées des États membres de l'OMPI. Il en est résulté le texte qui fait l'objet du paragraphe 83 ci-dessus.

89. Le comité a demandé au Secrétariat de donner suite à ces observations et de veiller à ce que le traitement des rapports du comité soit amélioré dans un avenir proche. Il s'est félicité des informations communiquées par le directeur général à propos de la création d'une fonction de gestion des documents.

Réunion avec des représentants des États membres de l'OMPI le vendredi 4 décembre 2009

90. À la suite d'une réunion analogue tenue le 21 août 2009, le président du comité a invité des fonctionnaires du Comité du programme et budget et les coordonnateurs de groupe de l'OMPI à assister à une réunion officieuse du comité le vendredi 4 décembre 2009. Ils ont été informés que d'autres représentants d'États membres de l'OMPI intéressés seraient les bienvenus.

WO/AC/15/2
page 21

91. Vingt et un représentants d'États membres de l'OMPI, dont un vice-président du Comité du programme et budget et six coordonnateurs de groupe, ont assisté à cette réunion. La liste des participants fait l'objet de l'annexe IV du présent document.

92. Le président a souhaité la bienvenue aux représentants et leur a donné des informations sur les différents points à l'ordre du jour de la session en cours du comité, dont le programme de réorientation stratégique, les projets de nouvelles constructions, les normes IPSAS, le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit des Nations Unies ainsi que les activités de la Division de l'audit et de la supervision internes.

93. Les représentants des États membres ont dit leur gratitude pour les informations fournies, et proposé que ces réunions soient inscrites à l'ordre du jour de toutes les réunions à venir du comité.

94. Certains représentants ont exprimé le souhait qu'il existe une interprétation en espagnol et en arabe pour les réunions officielles du comité. Le comité a répondu qu'il transmettrait par écrit cette demande au Secrétariat.

95. Il y a eu des échanges de vues sur le suivi des recommandations formulées par le comité et la mise en œuvre de celles-ci par le Secrétariat et, selon que de besoin, par les États membres ainsi que sur les échanges entre les États membres et le Secrétariat. Il a été noté que, compte tenu de ce qui s'était passé aux dernières sessions du Comité du programme et budget et de l'Assemblée générale, le Comité du programme et budget pourrait être dans la nécessité de revoir l'organisation de son ordre du jour afin que tous les points, y compris les rapports et les recommandations du comité, puissent être examinés de manière plus approfondie.

96. Durant les débats, des membres du comité ont souligné le fait que l'objectif du comité était de dialoguer d'une manière constructive avec à la fois le Bureau international et les États membres et que ses recommandations ne devraient pas être interprétées comme des critiques envers la direction. Le comité a en outre fait observer qu'il était important pour lui que le Secrétariat lui communique à temps les informations complètes dont il avait besoin pour pouvoir poursuivre plus efficacement sa fonction de supervision en coopération étroite avec le Secrétariat.

97. Des vues ont été échangées sur la décision de l'Assemblée générale de créer un groupe de travail chargé d'assurer le suivi des questions

- a) de la composition du comité et la rotation des membres de ce comité; et
- b) de la mise en œuvre des recommandations du comité, selon que de besoin.

98. Dans ce contexte, les membres du comité ont souligné qu'ils avaient l'impression qu'il eût été préférable que les États membres s'expriment sur la question de la rotation de certains membres pour le 1^{er} janvier 2010 à des fins de continuité. Toutefois, il est souhaitable que cette proportion soit fixée d'ici à la mi-2010 afin que les États membres puissent nommer et choisir de nouveaux membres, le mandat d'un certain nombre des neuf membres actuels s'achevant probablement le 31 décembre 2010.

WO/AC/15/2
page 22

99. Il s'en est suivi des échanges de vues sur trois recommandations figurant dans le rapport d'évaluation du comité. Il est apparu qu'un accord semblait pouvoir facilement se dégager sur les deux recommandations suivantes :

- a) le titre du comité devrait être "comité de supervision consultatif indépendant"; et
- b) le comité devrait être un organe subsidiaire de l'Assemblée générale de l'OMPI.

100. En ce qui concerne la troisième recommandation relative à la "constitution, au sein de l'OMPI, d'un nouvel organe directeur, plus fonctionnel, qui se réunirait plus fréquemment que le Comité du programme et budget, et qui pourrait compter entre 12 et 16 membres"¹⁸, les membres du comité ont souligné le fait que cette recommandation était liée à ce qui avait été perçu comme des faiblesses relatives de la structure institutionnelle de l'Organisation. Cette recommandation était fondée sur une comparaison entre la structure institutionnelle de l'OMPI et celle d'autres organismes de l'ONU. Cela pourrait permettre, notamment, de réduire les délais entre la date de publication des rapports du comité et l'examen de ceux-ci par les États membres.

101. Si un certain nombre de participants ont bien accueilli cette idée, bon nombre d'entre eux ont demandé des informations supplémentaires. Ils ont souligné la nécessité de définir le rôle et le mandat de ce nouveau niveau de structure institutionnelle. Les membres du comité ont dit penser que les missions permanentes sises à Genève étaient les mieux à même de recueillir des informations pertinentes sur la structure institutionnelle d'autres organismes de l'ONU dans la ville puisqu'elles en étaient membres. Le comité s'efforcerait toutefois d'actualiser les informations qu'il avait rassemblées sur cette question.

102. Certains membres ont rappelé aux participants qu'ils devaient demander à leurs capitales respectives des éléments d'orientation notamment sur cette question.

103. Le groupe de travail créé par l'Assemblée générale examinera ces questions plus avant et peut se réunir en janvier-février 2010. Étant donné qu'aucun des membres du comité ne réside à Genève, celui-ci devra être informé le plus tôt possible des dates de réunion prévues afin de s'assurer qu'un de ses membres participe. Les dates de réunion devraient, dans la mesure du possible, tenir compte de la nécessité de limiter les frais de voyage des membres du comité.

104. Le comité a rappelé aux représentants des États membres que, conformément à l'article 13 du mandat du Comité d'audit de l'OMPI, les États membres auraient à réexaminer le mandat du comité en 2010. Le groupe de travail pourrait être utilisé aux fins de ce réexamen ainsi qu'aux fins d'un suivi de la décision de l'Assemblée générale sur la composition et le processus de roulement des membres du Comité d'audit ainsi qu'aux fins d'un suivi des recommandations du comité en vue de leur mise en œuvre, selon que de besoin.

105. Les membres du comité ont rappelé la nécessité, pour le comité, de bénéficier d'une assistance indépendante sur les questions de fond, à l'instar du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (IAAC) de l'ONU. Cela ne devrait toutefois pas nécessiter

¹⁸ Paragraphe 74 du document WO/GA/38/2.

WO/AC/15/2
page 23

les services d'un membre du personnel ou d'un consultant à plein temps, contrairement au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU. Pour des raisons pratiques, on trouvera dans l'annexe V une description de ces fonctions extraite du règlement intérieur du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit (IAAC) de l'ONU.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DU VICE-PRÉSIDENT

106. Conformément au règlement intérieur du Comité d'audit de l'OMPI adopté récemment, le comité a élu M. Gian Piero Roz président et M. Khalil Issa Othman, vice-président, pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2010.

107. Le comité s'est déclaré satisfait du travail accompli par le président actuel, M. Pieter Zevenbergen, et par le vice-président actuel, M. George Haddad.

POINT 11 DE L'ORDRE DU JOUR

QUESTIONS DIVERSES

A. Procédure de sélection du vérificateur externe des comptes

108. Le comité a reçu des informations sur les délibérations du Comité du programme et budget et de l'Assemblée générale relatives à la procédure de sélection du vérificateur externe des comptes, proposée par le Secrétariat¹⁹. Il a pris note de la décision du comité de participer "à l'établissement de la liste des critères de sélection et à l'évaluation technique préliminaire"²⁰. Le comité s'est déclaré prêt à participer à cette procédure.

B. Prochaine réunion du Comité d'audit de l'OMPI

109. La prochaine réunion du comité devrait avoir lieu du lundi 12 au jeudi 15 avril 2010.

110. Sous réserve de plus amples discussions au sein du comité, le projet d'ordre du jour de cette réunion devrait comporter les points suivants :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Plan du programme de réorientation stratégique
3. Contrôle interne :
 - A. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision
 - B. Éléments nouveaux concernant les enquêtes

¹⁹ Document WO/PBC/14/5.

²⁰ Paragraphe 6 du document WO/PBC/14/13 Prov. et paragraphe 12 du document WO/GA/38/20.

WO/AC/15/2
page 24

C. Rapports d'audit interne

4. Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS)
5. Projets de nouvelles constructions
6. Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit
7. Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
8. Questions diverses

[L'annexe I suit]

WO/AC/15/2

ANNEXE I

OMPI



WO/AC/15/2

ORIGINAL : anglais

DATE : 30 novembre 2009

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
GENÈVE

COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI

Quinzième réunion

Genève, 30 novembre – 4 décembre 2009

ORDRE DU JOUR

adopté par le Comité d'audit de l'OMPI

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Organisation du travail du Comité d'audit et de son fonctionnement
3. Faits nouveaux concernant le programme de réorientation stratégique :
 - A. Examen de la lettre du directeur général
 - B. Programme de cessation volontaire de services
 - C. Révision du Statut et Règlement du personnel
 - D. Éthique et intégrité
4. Contrôle interne :
 - A. Rapports d'audit interne
 - B. Validation du rapport sur l'exécution du programme
 - C. Rapport du vérificateur externe des comptes sur la fonction d'audit interne

WO/AC/15/2
Annexe I, page 2

- D. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives
à la supervision
 - E. Enquête
5. Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS)
 6. Projets de nouvelles constructions
 7. Réunion avec le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU
 8. Suivi de l'évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI
 9. Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
 10. Élection du président et du vice-président
 11. Questions diverses

[L'annexe II suit]

WO/AC/15/2

ANNEXE II

COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI

RÈGLEMENT INTÉRIEUR²¹

I. Rappel des faits

1. Le Comité d'audit de l'OMPI sert les États membres de l'OMPI en sa capacité d'organe consultatif constitué d'experts en vue de les aider à s'acquitter de leur rôle de supervision, ainsi qu'il est prévu dans son mandat²².
2. Le règlement intérieur est adopté par le Comité d'audit de l'OMPI (ci-après dénommé "comité"). Ce règlement complète le mandat du comité et doit toujours être lu à la lumière du mandat et interprété dans le respect de ce mandat.

II. Généralités

3. Tous les membres du comité doivent être de la plus haute intégrité, siègent à titre personnel et, dans l'exercice de leurs fonctions, ne sollicitent ni ne reçoivent d'instructions d'aucun gouvernement.
4. Les membres ne peuvent déléguer leurs attributions, ni être représentés par un tiers aux réunions du comité.
5. Le comité élit un président et un vice-président pour une période d'un an renouvelable qui commence le 1^{er} janvier. Avant la fin de cette période, les membres élisent un président et un vice-président pour la période suivante.
6. La présidence est automatiquement déclarée vacante si le président cesse d'être membre du comité. Elle peut être déclarée vacante si le président est, pour cause d'invalidité ou pour une autre raison, incapable de s'acquitter de ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat.
7. En cas de vacance de la présidence, le vice-président assure la présidence jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur. Les membres du comité choisissent un vice-président par intérim parmi les autres membres.
8. Si le vice-président cesse d'être membre du comité, celui-ci choisit un autre vice-président parmi les autres membres. La vice-présidence peut être déclarée vacante si le vice-président est, pour cause d'invalidité ou pour une autre raison, incapable de s'acquitter de ses fonctions jusqu'à la fin de son mandat.

²¹ Adopté par le Comité d'audit de l'OMPI le 3 décembre 2009.

²² Document WO/GA/34/15 de l'OMPI.

WO/AC/15/2
Annexe II, page 2

9. Sous l'autorité du comité, le président représente le comité, participe à des réunions pour répondre aux questions touchant les activités et conclusions du comité et remplit la fonction de porte-parole principal devant la presse et les autres grands groupes intéressés, fonction dont il s'acquitte sur la base des indications que lui donne le comité. En l'absence du président, le vice-président ou un autre membre du comité désigné par le président agit en son nom.

III. Plan d'activités

10. L'organisation des activités du comité repose sur un plan de travail annuel adopté à une réunion officielle du comité.

IV. Réunions

11. Le comité se réunit officiellement chaque trimestre, si possible en coordination avec les activités pertinentes des organes directeurs de l'OMPI.

12. Le comité peut se réunir autant de fois qu'il le juge nécessaire à l'exercice de ses fonctions, sur l'invitation du président ou à la demande d'un membre du comité si tous les autres membres sont d'accord. Les dates des sessions du comité sont arrêtées par le président, en consultation avec les membres et le Secrétariat.

13. Le président établit un ordre du jour provisoire en consultation avec les membres. Les membres reçoivent l'ordre du jour provisoire et les documents y relatifs au moins deux semaines avant que la réunion ne soit convoquée.

14. Le comité se réunit normalement à huis clos. Il peut, s'il le juge approprié, inviter à ses sessions des particuliers ou des tiers, dont des représentants du Secrétariat de l'OMPI et des représentants du vérificateur externe des comptes ainsi que de la Division de l'audit et de la supervision internes.

15. Le président, en coopération avec les membres du comité, établit le projet de rapport des sessions du comité et soumet ce projet de rapport pour examen et approbation à tous les membres du comité.

16. Le président soumet un rapport de chaque session, conformément au mandat du comité. Le projet de rapport est envoyé au préalable au Secrétariat qui corrige les erreurs de forme. Les autres observations du Secrétariat sont prises en considération.

V. Information et décisions

17. Le comité met tout en œuvre pour que ses recommandations et avis soient adoptés par consensus. Tout membre qui ne partage pas l'opinion générale a le droit d'énoncer brièvement sa position dans le document pertinent du comité. Toutefois, cette position

WO/AC/15/2
Annexe II, page 3

minoritaire n'engage pas le comité. Tout membre empêché d'assister à une session du comité peut faire connaître ses vues sur les questions à l'examen au président ou au vice-président par écrit, par téléphone ou par visioconférence.

VI. Fonctions des membres du Bureau

18. Le président

- a) convoque les sessions conformément à l'article IV du présent règlement;
- b) présente l'ordre du jour provisoire de la session;
- c) préside les réunions de la session;
- d) écrit au nom du comité les lettres nécessaires;
- e) représente, selon que de besoin, le comité ou désigne un membre du comité pour agir en son nom devant divers organes et comités;
- f) présente les rapports du comité au Comité du programme et budget au nom du comité;
- g) s'acquitte des fonctions de porte-parole principal du comité.

19. Le vice-président

- a) préside les réunions en l'absence du président;
- b) représente le comité devant divers organes et comités lorsque le président le lui demande;
- c) assume les fonctions du président si celui-ci cesse d'être membre du comité ou donne sa démission.

VII. Ordre du jour

20. Le président donne des instructions pour l'établissement de l'ordre du jour provisoire de chaque session, après avoir consulté les autres membres du comité.

21. Nonobstant la règle générale selon laquelle les membres reçoivent l'ordre du jour provisoire 15 jours civils avant le début de chaque réunion, des points supplémentaires peuvent être inscrits à l'ordre du jour provisoire d'une réunion du comité si un membre en fait la demande auprès du président au moins cinq jours avant le début de la réunion.

22. Un point peut être supprimé de l'ordre du jour provisoire d'une réunion ou y être ajouté pendant la réunion si tous les membres donnent leur approbation.

WO/AC/15/2
Annexe II, page 4

23. Au début de chaque réunion, le comité adopte l'ordre du jour de sa réunion.

VIII. Correspondance officielle du comité

24. Chaque membre distribue promptement aux autres membres du comité toute communication relative aux fonctions du comité qu'il reçoit ou envoie.

25. Si une décision doit être prise entre deux réunions et que le président estime inutile de convoquer une réunion extraordinaire mais que les membres doivent se prononcer, le président peut inviter ceux-ci à communiquer directement leurs vues et donner effet à la décision prise de la sorte.

IX. Caractère confidentiel de l'information

26. Les membres du comité, le secrétariat du comité, les observateurs et les tiers invités par le comité à assister aux réunions de celui-ci ou assurant le service de ses sessions ne rendent publics aucun document et aucune formation sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du comité et doivent en être informés.

27. Tout membre du comité qui communique des informations sur les travaux du comité veille à ce que les éléments confidentiels soient protégés et tient les autres membres informés.

[L'annexe III suit]

WO/AC/15/2

ANNEXE III

LISTE DE DOCUMENTS

POINT 1 : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Document WO/AC/15/1 Prov.1 : Projet d'ordre du jour, daté du 25 novembre 2009.

**POINT 2 : ORGANISATION DU TRAVAIL DU COMITÉ D'AUDIT
ET DE SON FONCTIONNEMENT**

A. Réunion tripartite du 3 septembre 2009

Lettre datée du 14 septembre 2009 adressée par le directeur général au président, aux fins de la transmission d'un projet de rapport sur une réunion tripartite (président du Comité d'audit de l'OMPI/vérificateur externe des comptes/directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes) tenue le 3 septembre 2009.

B. Réunion avec le directeur général le 22 octobre 2009

Note établie par M. Gian Piero Roz sur la réunion avec le directeur général le 22 octobre 2009.

C. Lettre du directeur général sur la divulgation financière/déclaration d'intérêts

Lettre datée du 1^{er} octobre 2009 du président sur les observations du Comité d'audit à propos du document de travail WO/CC/61/4 intitulé "Divulgation financière/Déclaration d'intérêts", et lettre datée du 19 juin 2009 adressée par le directeur général au président en réponse à ces observations.

Documents de base :

Ordre de service n° 57/2009 intitulé "Directives concernant la mise en œuvre d'un formulaire OMPI de déclaration d'intérêts".

Lettre datée du 12 juin 2009 adressée par le président au directeur général pour transmettre les observations du Comité d'audit sur le document WO/CC/61/4.

Lettre datée du 18 mai 2009 adressée par le directeur général au président pour demander des observations au Comité d'audit sur le document WO/CC/61/4.

WO/AC/15/2
Annexe III, page 2

D. Règlement intérieur du Comité d'audit de l'OMPI

Proposition du 24 novembre 2009 de M. Gian Piero Roz, membre du Comité d'audit, relative au règlement intérieur du Comité d'audit de l'OMPI.

**POINT 3 : FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LE PROGRAMME
DE RÉORIENTATION STRATÉGIQUE**

A. Examen de la lettre du directeur général

Lettre datée du 19 novembre 2009 adressée par le directeur général au président du comité.

Document de base

Nouvelle équipe de la haute direction – curriculum vitae :

Document WO/CC/61/2 de l'OMPI intitulé "Nomination des vice-directeurs généraux et sous-directeurs généraux", daté du 21 mai 2009 et soumis à la soixante et unième session (22^e session ordinaire) du Comité de coordination de l'OMPI.

B. Programme de cessation volontaire de service

Exposé PowerPoint sur le programme de cessation volontaire de service 2009-2010, daté du 3 décembre 2009 et établi en vue de la réunion du Comité d'audit de l'OMPI.

Ordre de service n° 56/2009 intitulé "Programme de cessation volontaire de service. Prolongation du délai pour le dépôt d'une demande officielle", daté du 20 juillet 2009.

Extrait du document WO/CC/61/6 de l'OMPI contenant le rapport sur la soixante et unième session (22^e session extraordinaire) du Comité de coordination (juin 2009), daté du 18 août 2009; "Point 4 de l'ordre du jour : Proposition relative à un plan de cessation volontaire de service" (paragraphe 36 à 136).

Documents de base

Diffusés à la quatorzième réunion du Comité d'audit :

Document WO/CC/61/3 de l'OMPI intitulé "Programme de cessation volontaire de service", daté du 29 mai 2009.

Document WO/CC/61/3 Add. de l'OMPI intitulé "Programme de cessation volontaire de service (additif)", daté du 13 juillet 2009.

Ordre de service n° 44/2009 intitulé "Programme de cessation volontaire de service", daté du 20 juillet 2009.

WO/AC/15/2
Annexe III, page 3

C. Révision du Statut et Règlement du personnel

Document WO/CC/62/2 de l'OMPI intitulé "Proposition de révision du Statut et Règlement du personnel", daté du 15 août 2009 et soumis à la soixante-deuxième session (40^e session ordinaire) du Comité de coordination de l'OMPI (22 septembre – 1^{er} octobre 2009).

Document de base

Diffusé à la quatorzième réunion du Comité d'audit :

Annexe II du projet de document WO/CC/62/2 intitulé "Proposition de révision du Statut et Règlement du personnel", soumis à la soixante-deuxième session (40^e session ordinaire) du Comité de coordination de l'OMPI (22 septembre – 1^{er} octobre 2009).

D. Éthique et intégrité

Lettre datée du 1^{er} octobre 2009 adressée au président à propos des observations du Comité d'audit sur le document de travail WO/CC/61/4 intitulé "Divulgence financière/Déclaration d'intérêts" et lettre datée du 19 juin 2009 adressée par le directeur général au président en réponse aux observations.

Documents de base :

Ordre de service n° 57/2009 intitulé "Directives concernant la mise en œuvre d'un formulaire OMPI de déclaration d'intérêts".

Lettre datée du 12 juin 2009 adressée par le président au directeur général pour transmettre les observations du Comité d'audit sur le document WO/CC/61/4.

Lettre datée du 18 mai 2009 adressée par le directeur général au président pour demander au Comité d'audit des observations sur le document WO/CC/61/4.

Diffusé à la treizième réunion du Comité d'audit : "Principes d'intégrité et d'éthique de l'ONU-OMPI. Rapport d'évaluation", daté de décembre 2008, établi par Howard Whitton, avec un memorandum d'accompagnement daté du 6 février 2009 adressé par M. Treen au directeur général et intitulé "Étude des principes d'intégrité et d'éthique"; et "Synthèse des recommandations proposées par la Division de l'audit et de la supervision internes "[extrait du rapport d'examen].

WO/AC/15/2
Annexe III, page 4

POINT 4 : CONTRÔLE INTERNE

A. Rapports d'audit interne

États de paie :

Diffusé à la quatorzième réunion du Comité d'audit : rapport d'audit interne IA/03/2009 intitulé "Audit des états de paie à l'OMPI", daté du 17 juillet 2009, avec memorandum adressé par M. Treen au directeur général.

Documents de base – ordres de service :

Ordre de service n° 22/1999 intitulé "Palement forfaitaire à l'occasion du congé dans les foyers"

Ordre de service n° 18/2002 intitulé "Congé dans les foyers"

Ordre de service n° 18/2002 (Addendum n° 1) intitulé "Home Leave"

Ordre de service n° 23/2003 intitulé "Congé pour cause de décès"

Ordre de service n° 38/2003 intitulé "Working Hours"

Ordre de service n° 08/2004 intitulé "Congé spécial de maternité pour les employées des services généraux titulaires d'un contrat de courte durée, les consultantes, les titulaires d'un contrat de travail spécial et les traductrices"

Ordre de service n° 22/2004 intitulé "Alternance de pays de congé dans les foyers"

Ordre de service n° 25/2004 intitulé "Congé pour cause de décès pour les agents temporaires de la catégorie des services généraux, les consultants, les titulaires d'un contrat de travail spécial et les traducteurs relevant de l'Accord de l'AITC"

Ordre de service n° 02/2006 intitulé "Procédure d'utilisation du système informatisé d'horaire de travail variable"

Ordre de service n° 03/2006 intitulé "Congé de maladie et absence pour rendez-vous médical"

Ordre de service n° 17/2007 intitulé "Nouvelles dispositions et dispositions modifiées applicables aux agents temporaires de la catégorie des services généraux"

Ordre de service n° 24/2009 intitulé "Procédures relatives aux arrêts maladie avec certificat"

Voyages et administration des missions :

Diffusés à la treizième réunion du Comité d'audit : rapport d'audit interne n° IA/01/2009 de la Division de l'audit et de la supervision internes, intitulé "Audit relatif aux voyages et à l'administration des missions à l'OMPI", avec memorandum interne d'accompagnement daté du 11 mars 2009, adressé par M. Treen au directeur général.

WO/AC/15/2
Annexe III, page 5

Documents de base – ordres de service :

Ordre de service n° 22/1999 intitulé “Païement forfaitaire à l’occasion du congé dans les foyers”

Ordre de service n° 18/2002 intitulé “Congé dans les foyers”

Ordre de service n° 18/2002 (Addendum n° 1) intitulé “Home Leave”

Ordre de service n° 41/2008 intitulé “Offical Travel and Related Expenses”

Ordre de service n° 59/2009 intitulé “Amendements du Statut et Règlement du personnel (n° 139)” – Conditions de voyage par avion – disposition 7.1.9 du Règlement du personnel

Registre de risques en ce qui concerne le projet relatif à la nouvelle construction :

Document IA/05/2009 : Rapport d’audit interne intitulé “Examen des registres de risques de l’OMPI en ce qui concerne le projet relatif à la nouvelle construction”, daté du 18 septembre 2009.

Processus de création de recettes au titre du PCT :

Document IA/04/2009 intitulé “Rapport d’audit final sur le processus de création de recettes au titre du PCT”, avec mémorandum d’accompagnement daté du 4 novembre 2009 adressé par M. Treen au directeur général.

B. Validation du rapport sur l’exécution du programme

a) *Diffusés à la quatorzième réunion du Comité d’audit* : mémorandum sur le rapport de synthèse concernant la validation du Rapport sur l’exécution du programme en 2008 effectué par la Division de l’audit et de la supervision internes et Rapport de validation du Rapport sur l’exécution du programme en 2008, adressé par M. Treen au directeur général, daté du 4 juin 2009.

C. Rapport du vérificateur externe des comptes sur la fonction d’audit interne

Mémorandum daté du 11 novembre 2009 adressé par M. Treen au directeur général, intitulé “Rapport d’audit extérieur sur l’évaluation de la fonction d’audit interne à l’OMPI”.

“Observations de la Division de l’audit et de la supervision internes/plan d’action pour le rapport d’audit externe sur l’évaluation de la fonction d’audit interne à l’OMPI”, daté du 3 novembre 2009 et établi par le directeur de la Division de l’audit et de la supervision internes.

“Évaluation de la fonction d’audit interne. Rapport du vérificateur externe à l’Assemblée générale de l’OMPI”, daté du 11 août 2009 et établi par l’Office fédéral suisse de l’audit (version anglaise et original en français).

WO/AC/15/2
Annexe III, page 6

D. Suivi de la mise en œuvre des recommandations relatives à la supervision

Mémoire daté du 16 novembre 2009 adressé par M. Treen au directeur général, intitulé “Suivi des recommandations relatives à la supervision”.

Listes des recommandations relatives à la supervision non encore mises en œuvre (première partie) au 10 novembre 2009.

Recommandations relatives à la supervision mises en œuvre (deuxième partie) au 10 novembre 2009.

“Liste de recommandations aux fins d’attribution d’un rang de priorité. Priorité : élevée”.

“Statistiques sur les recommandations de priorité élevée”.

État d’avancement de la mise en œuvre des recommandations de l’audit extérieur, avec mémoire d’accompagnement daté du 30 octobre 2009 adressé par M. Treen au directeur général.

Liste des recommandations de l’audit extérieur non encore mises en œuvre, avec mémoire d’accompagnement daté du 19 septembre 2009 adressé par M. Treen aux chefs de programme.

E. Enquête

“Rapport succinct trimestriel de la Division de l’audit et de la supervision internes – juillet-septembre 2009”, avec mémoire d’accompagnement daté du 7 octobre 2009 adressé par M. Treen au directeur général.

**POINT 5 : NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES
DU SECTEUR PUBLIC (NORMES IPSAS)**

Exposé PowerPoint sur l’adoption des normes comptables internationales du secteur public par l’OMPI.

POINT 6 : PROJETS DE NOUVELLES CONSTRUCTIONS

A. Rapports sur l’état d’avancement des travaux

“Rapport sur l’état d’avancement des projets de nouvelles constructions”, daté du 12 novembre 2009, établi par la secrétaire (Mme I. Boutillon) du Comité de construction.

“Rapport sur l’état d’avancement des projets par le pilote”, daté du 18 novembre 2009.

WO/AC/15/2
Annexe III, page 7

B. Projections des flux de trésorerie

“Projections des flux de trésorerie “daté du 19 novembre 2009.

C. Appel à manifestations d'intérêts

“Appel à manifestations d'intérêts (EOI) n° PTD/09/51” pour le “mandat d'entreprise générale pour la construction de la nouvelle salle de conférence de l'OMPI”, publié sur la page consacrée aux achats du site Web de l'OMPI.

D. Registres de risques

Extraits (niveaux de risque 9, 6 et modifications) du registre de risques de l'OMPI n° 20 (30 septembre 2009).

Document IA/05/2009 : rapport d'audit interne intitulé “Examen des registres de risques de l'OMPI en ce qui concerne le projet relatif à la nouvelle construction”, daté du 18 septembre 2009.

D. Rapport d'audit extérieur

Document A/46/7 intitulé “Rapport du vérificateur externe des comptes : projet relatif à la nouvelle construction : audit intermédiaire du projet de construction du nouveau bâtiment administratif et de stockage supplémentaire – suivi de l'audit 2007”.

**POINT 7 : RÉUNION AVEC LE COMITÉ CONSULTATIF
INDÉPENDANT POUR LES QUESTIONS D'AUDIT DE L'ONU**

Document A/C.5/62/9 de l'ONU intitulé “Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit”, daté du 18 octobre 2007.

Document A/63/328 de l'ONU intitulé “Activités du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit pour la période allant du 1^{er} au 31 janvier 2008”, daté du 25 août 2008.

Document A/64/86 de l'ONU intitulé “Contrôle interne : projet de budget – programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Rapport du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit”, daté du 5 juin 2009.

WO/AC/15/2
Annexe III, page 8

**POINT 8 : SUIVI DE L'ÉVALUATION DU TRAVAIL ET
DES ACTIVITÉS DU COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI**

**POINT 9 : RÉUNION AVEC LE GROUPE DE TRAVAIL SUR
LA COMPOSITION DU COMITÉ D'AUDIT DE L'OMPI
ET MISE EN ŒUVRE DE SES RECOMMANDATIONS**

Évaluation du travail et des activités du Comité d'audit de l'OMPI

Documents WO/GA/38/2 et WO/GA/38/2 Corr de l'OMPI intitulés, respectivement “Bilan du Comité d'audit de l'OMPI depuis 2008”, daté du 5 septembre 2009, et “Bilan du Comité d'audit de l'OMPI depuis 2008 (rectificatif)”, daté du 21 septembre 2009, soumis à la quarante-septième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, tenue du 22 septembre au 1^{er} octobre 2009.

Décision de l'Assemblée générale de 2009

Courrier électronique, daté du 29 septembre 2009, intitulé “Rapport de M. Othman sur les assemblées de l'OMPI” adressé par Mme Beyler-Sapiente à tous les membres du Comité d'audit.

Transcription de la session d'adoption, le 1^{er} octobre 2009, du rapport de l'Assemblée générale en ce qui concerne le point 9.

Extrait du document WO/GA/38/20 Prov. de l'OMPI intitulé “Rapport sur la trente-huitième session (19^e session ordinaire) de l'Assemblée générale de l'OMPI”, daté du 1^{er} octobre 2009, intitulé “Point 9 de l'ordre du jour unifié : bilan du Comité d'audit de l'OMPI depuis 2008; composition du Comité d'audit de l'OMPI”.

Extrait du document A/47/15 intitulé “Résumé des recommandations formulées par le Comité du programme et budget à sa quatorzième session tenue du 14 au 16 septembre 2009”, daté du 16 septembre 2009 et soumis à la quarante-septième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI tenue du 22 septembre au 1^{er} octobre 2009, intitulé “Point 8 de l'ordre du jour : composition du Comité d'audit de l'OMPI (exposé présenté par le président)”.

Document WO/GA/38/16 de l'OMPI intitulé “Composition du Comité d'audit de l'OMPI”, daté du 5 septembre 2009 et soumis à la quarante-septième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI, tenue du 22 septembre au 1^{er} octobre 2009.

._*._*._*._*._

WO/AC/15/2
Annexe III, page 9

AUTRES COURRIERS/DOCUMENTS

Évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne

Lettre adressée par le président au directeur général et lettre de M. Treen, directeur de la Division de l'audit et de la supervision internes, toutes deux datées du 16 septembre 2009, relatives à l'examen préliminaire du mandat du Comité d'audit pour le projet d'examen du contrôle interne et de l'évaluation des insuffisances.

Lettre datée du 21 septembre 2009 adressée au président à propos de l'évaluation des insuffisances en ce qui concerne les procédures de contrôle interne.

Document de base : diffusé à la quatorzième réunion du Comité d'audit :
"Examen du contrôle interne et évaluation des insuffisances"

Rapport sur la quatorzième réunion du Comité d'audit de l'OMPI

Lettre datée du 20 octobre 2009 adressée par M. Favatier, directeur financier (contrôleur), au président pour fournir des observations sur le rapport sur la quatorzième réunion du Comité d'audit de l'OMPI (document WO/AC/14/2 Rev.).

Documents de base :

Document WO/AC/14/2 Rev. : Rapport sur la quatorzième réunion du Comité d'audit de l'OMPI, daté du 21 septembre 2009.

Diffusés à la quatorzième réunion du Comité d'audit : lettre datée du 6 avril 2009 adressée par M. P. Favatier au président pour transmettre le "Document sur la phase initiale du projet de mise en œuvre du Règlement financier et de son règlement d'exécution ainsi que des normes comptables internationales du secteur public" (projet FRR-IPSAS), version 2.1 datée du 30 mars 2009, établie par Robert Lawton, et le "Journal de gestion des risques pour le projet de mise en œuvre FRR-IPSAS", mis à jour le 30 mars 2009.

Document WO/PBC/14/6 de l'OMPI intitulé "Rapport sur l'état d'avancement de la mise en œuvre d'un module informatique pour assurer la conformité avec le nouveau Règlement financier et son règlement d'exécution et les normes IPSAS", daté du 30 juillet 2009.

Document WO/PBC/14/8 de l'OMPI intitulé "État d'utilisation des réserves", daté du 15 août 2009.

Document WO/PBC/13/6 de l'OMPI intitulé "Utilisation proposée des réserves disponibles : tour d'horizon et contexte", daté du 13 novembre 2008.

[L'annexe IV suit]

WO/AC/15/2

ANNEXE IV

Réunion avec les représentants des États membres de l'OMPI
4 décembre 2009

Liste des participants

AFRIQUE DU SUD/SOUTH AFRICA

Susanna CHUNG (Ms.), Second Secretary, Economic Development, Permanent Mission, Geneva

ALGÉRIE/ALGERIA

Hayet MEHADJI (Mrs), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

ALLEMAGNE/GERMANY

Anjulie BARYALI (Ms.), Permanent Mission, Geneva

AUSTRALIE/AUSTRALIA

Peter HIGGINS, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

BRÉSIL/BRAZIL

Thais VALÉRIO DE MESQUITA (Ms), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

CHINE/CHINA

WANG Xiaoying, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

COSTA RICA

Carlos GARBANZO, Minister Counselor, Permanent Mission, Geneva

ÉGYPTE/EGYPT

Mohamed GAD, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

WO/AC/15/2
Annexe IV, page 2

EL SALVADOR

Rodrigo RIVAS MELHADO, Minister Counselor, Permanent Mission, Geneva

ÉQUATEUR/ECUADOR

Luís VAYAS VALDIVIESO, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

ESPAGNE/SPAIN

Miguel Ángel VECINO QUINTANA, Counselor, Permanent Mission, Geneva

Nuria URQUIA (Ms.), Permanent Mission, Geneva

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE/UNITED STATES OF AMERICA

Susan FALATKO (Ms.), First Secretary, Permanent Mission, Geneva

Deborah LASHLEY-JOHNSON (Ms.), Intellectual Property Attaché for Economic and Science Affairs, Permanent Mission, Geneva

FRANCE

Albert ALLO, Counselor, Financial Affairs, Permanent Mission, Geneva

KIRGHIZISTAN/KYRGYZSTAN

Askhat RYSKULOV, Counselor, Permanent Mission, Geneva

MEXIQUE/MEXICO

Arturo HERNANDEZ BUSAVE, Ambassador, Deputy Permanent Representative, Permanent Mission, Geneva

Jose Ramon LORENZO DOMINGUEZ, First Secretary, Permanent Mission, Geneva

SERBIE/SERBIA

Ms. Vesna FILIPOVIC-NIKOLIC, Counselor, Permanent Mission, Geneva

WO/AC/15/2
Annexe IV, page 3

SUISSE/SWITZERLAND

Alexandra GRAZIOLI (Ms.), Senior Legal Advisor, Swiss Federal Institute of Intellectual Property, Berne

YÉMEN/YEMEN

Fawaz Al-Rassas, Second Secretary, Permanent Mission, Geneva

[L'annexe V suit]

WO/AC/15/2

ANNEXE V

**Extrait du Règlement intérieur du Comité consultatif
indépendant pour les questions d'audit des Nations Unies :**

“IX. SECRÉTAIRE DU COMITÉ”²³

(voir le paragraphe 105 ci-dessus)

“27. Le Secrétaire exécutif du Comité, qui exerce ses fonctions à temps plein et est mis à la disposition du Comité par le Département de la gestion du Secrétariat de l'ONU, s'acquitte des tâches suivantes :

- “a. il gère les procès-verbaux et les autres documents officiels du Comité, qui sont conservés dans son bureau, au Siège de l'Organisation;
- “b. il aide le Président à établir l'ordre du jour, à rédiger des lettres et à élaborer les documents techniques qui seront examinés durant la session;
- “c. il fait des travaux de recherche et d'analyse approfondis sur les questions qui présentent le plus d'importance pour le Comité;
- “d. il établit des rapports et présente des informations en se fondant sur ses travaux de recherche et d'analyse;
- “e) il établit le projet de procès-verbal de la session et le distribue à tous les membres pour approbation à la session suivante;
- “f) il distribue le procès-verbal définitif de chaque session;
- “g) il tient le Comité informé de l'évolution des questions dont s'occupe l'Organisation, notamment des décisions de politique générale, décisions des organes intergouvernementaux et débats d'experts se rapportant aux travaux du Comité;
- “h) il fournit promptement aux membres les informations et les documents dont ils ont besoin pour élaborer à l'intention de l'Assemblée générale des rapports complets et exacts sur les travaux du Comité;
- “i) il établit des notes d'information à l'intention du Président du Comité;
- “j) il établit le projet de rapport annuel qui sera présenté à l'Assemblée générale, lequel contient les avis du Comité et décrit l'activité qu'il a menée pour s'acquitter de ses responsabilités; il présente le projet de rapport aux membres du Comité pour examen et approbation;
- “k) il se tient en rapport avec l'administration, les fonctionnaires clefs des entités qui font des vérifications au Secrétariat de l'ONU et les secrétariats du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale, du Corps commun d'inspection et du Comité du programme et de la coordination;
- “l) il prend les dispositions nécessaires pour que les salles de conférence, services d'interprétation et autres éléments matériels soient disponibles;

23

Règlement intérieur du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit, adopté par ledit comité le 22 février 2008 à sa première session et soumis à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale (document A/63/328).

WO/AC/15/2
Annexe V, page 2

- “m) il veille à ce que le bureau du secrétariat du Comité soit bien géré, et notamment à ce qu’il s’y trouve une collection d’ouvrages sur les questions administratives et budgétaires touchant les activités d’audit et de contrôle;
- “n) il veille à ce que le Secrétariat prenne à temps les dispositions nécessaires pour les déplacements des membres du Comité et le remboursement des frais s’y rapportant;
- “o) il s’acquitte des autres fonctions et tâches dont le Président le charge en consultation avec les autres membres du Comité.”

[Fin de l’annexe V et du document]

[L’annexe II suit]

EXTRAIT DU DOCUMENT WO/GA/38/2

EVALUATION DU TRAVAIL ET DU FONCTIONNEMENT
DU COMITE D'AUDIT DE L'OMPI
18 AOUT 2009

“VI. Conclusions et recommandations

- “70. Toutes les parties (États membres, Secrétariat et membres du Comité d'audit) s'accordent à considérer que le *maintien à l'OMPI d'un comité d'audit ou de supervision externe, indépendant et de caractère consultatif est dans l'intérêt de l'Organisation et qu'il est nécessaire.*
- “71. Le terme “audit” ne recouvre pas toutes les fonctions assurées par un comité d'audit ou de supervision, interne ou externe. Dans un souci d'harmonisation avec d'autres organisations des Nations Unies, l'intitulé du Comité d'audit de l'OMPI devrait être modifié pour traduire cette réalité.
- “72. *Il est recommandé de modifier l'intitulé du Comité d'audit de l'OMPI, qui deviendrait le Comité de supervision consultatif indépendant de l'OMPI.*
- “73. Le Comité d'audit de l'OMPI est un mécanisme consultatif de supervision à l'intention des États membres. Or jusqu'à présent l'interaction entre le Comité d'audit et les États membres a été sporadique et non synchronisée avec le Comité du programme et budget, qui se réunit une fois par an. Dans d'autres organisations des Nations Unies, il existe un organe directeur intermédiaire de taille plus restreinte, plus fonctionnel, qui se réunit plus fréquemment pour communiquer avec les organes de supervision et donner suite à leurs rapports.
- “74. *Il est recommandé que les États membres envisagent la constitution, au sein de l'OMPI, d'un nouvel organe directeur, plus fonctionnel, qui se réunirait plus fréquemment que le Comité du programme et budget, et qui pourrait compter entre 12 et 16 membres.*
- “75. Aussi bien à l'ONU qu'au FIDA (voir les paragraphes 43 et 46 ci-dessus), les comités de supervision ou d'audit sont des organes subsidiaires des instances délibérantes dont ils relèvent.
- “76. *Il est recommandé que le “Comité de supervision consultatif indépendant” de l'OMPI soit constitué par les États membres en tant qu'organe subsidiaire du Comité du programme et budget/Assemblée générale, ou de l'organe directeur de taille plus restreinte dont la création est suggérée (paragraphe 45).*
- “77. La composition des organes de supervision externes dans le système des Nations Unies varie selon les organisations. Elle suit habituellement la répartition en groupes géographiques régionaux. Comme indiqué dans le présent rapport, le nombre de membres n'est pas à considérer isolément, mais en relation avec les éléments suivants :
- les compétences et les qualifications requises, aussi bien à titre individuel que collectif;
 - la désignation de candidats et leur sélection/élection par les États membres;
 - les principes de la répartition géographique et du roulement;
 - le service de secrétariat et ses incidences budgétaires; et
 - le système de gouvernance de l'organisation.

- “78. Un autre facteur est lié à la nature et aux fonctions d'un comité d'audit ou de supervision. Dans un certain nombre d'organisations des Nations Unies, les membres sont nommés par le chef du secrétariat et c'est à lui qu'ils rendent compte, ce qui fait du comité un instrument de gestion interne plutôt qu'un organe de supervision externe. Le Comité d'audit ne considère pas que ce soit là une solution viable susceptible de remplacer un organe de supervision externe indépendant rendant compte aux États membres.
- “79. Le Comité d'audit a décrit ci-dessus trois modèles (neuf membres, sept membres ou cinq membres) courants dans les organisations du système des Nations Unies. Le nombre de membres devra être étudié avec le plus grand soin, en tenant compte de tous les facteurs mentionnés plus haut.
- “80. *Le Comité d'audit s'abstient de recommander une option plutôt qu'une autre en ce qui concerne le nombre de membres et il laisse cette décision aux États membres.*
- “81. D'autres conclusions et recommandations plus spécifiques figurent dans le tableau 5 du présent rapport; en voici un résumé :
- “a) Le Comité d'audit estime que les éléments ci-après sont nécessaires : i) meilleure compréhension par le Secrétariat du rôle de la supervision externe comme un moyen au service des États membres; ii) meilleure compréhension par le Comité d'audit de l'environnement et des enjeux de la propriété intellectuelle; et iii) meilleure interaction du Comité d'audit et du Secrétariat.
 - “b) Les membres actuels du comité ont maintenant acquis une connaissance raisonnablement bonne des activités et des opérations de l'OMPI. Toutefois, le Comité d'audit estime qu'un programme de formation sur mesure devrait être conçu pour les nouveaux membres, en fonction de leurs antécédents et de leurs compétences, et en dehors du calendrier fixé pour les réunions officielles.
 - “c) Le Comité d'audit estime que, pour pouvoir exercer sa fonction de supervision, il devrait avoir librement accès à l'ensemble des fonctionnaires et des consultants de l'Organisation, et pouvait consulter les dossiers.
 - “d) Le Comité d'audit estime que la direction devrait insister sur le principe de l'indépendance des activités de la Division de l'audit et de la supervision internes et faire prendre conscience de ce principe.
 - “e) Le Secrétariat devrait concevoir et mettre en place un système de suivi qui serait examiné par le Comité d'audit.
 - “f) Le Comité d'audit a besoin d'un service de secrétariat renforcé. Des compétences spécialisées pourront être requises
 - “g) Pour la révision du mandat du Comité d'audit prévue en 2010, il est suggéré de faire usage des questionnaires d'auto-évaluation du Bureau national de vérification du Royaume-Uni (NAO) et des consultants Deloitte & Touche (D&T) (appendice III).”